

هنا امتحان

63527

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

THE UNIVERSITY OF JORDAN
LIBRARY
ACC. NO. 63527
CLASSE
DATE 19- DEC 1986

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE

N° 12950 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- VENDREDI 1^{er} AOUT 1986

La coopération entre Paris et Madrid

Nouvelles expulsions de Basques espagnols

Front commun

Certains ren-
contres n'ont pas besoin d'être
longues pour être porteuses de
sens. M. Jean-Bernard Raimond
ne sera pas resté à Madrid, le
mercredi 30 juillet, plus de cinq
heures. Sa visite confirme et
prolonge la nette détente inter-
venue au début de 1984 dans les
relations franco-espagnoles. Avant
de regagner Paris, le ministre des
affaires étrangères a pu se féliciter de l'excellent
climat dans lequel s'étaient
déroulées ses conversations avec
son collègue, M. Francisco
Fernandez Ordóñez.

Ce résultat n'a pas de quoi
surprendre, compte tenu des
gestes faits ces derniers temps
par le gouvernement Chirac. Mais
il reste que celui-ci avait
beaucoup à faire pour calmer les
appréhensions nées outre-
Pyrénées de son action à la tête
du gouvernement en 1974-1978
et de son attitude pendant la
dernière campagne électorale.
Très hostile jadis à l'adhésion de
l'Espagne à la CEE, il avait
demandé l'hiver dernier encore
que les conditions de son admi-
sion fussent renégociées. Depuis
son arrivée à Matignon, le pre-
mier ministre semble avoir total-
lement oublié cette partie de son
programme au point d'avoir sou-
levé Madrid lorsque les États-
Unis ont menacé l'Europe de
mesures de rétorsion, compte
tenu des dommages causés à
l'agriculture américaine par
l'entrée de l'Espagne dans la
Communauté.

La politique européenne
constituant un point sensible de
la cohabitation sur lequel l'Elysée
est bien décidé à ne pardonner
aucune erreur au gouvernement,
il fallait que M. Chirac fasse
oublier les maladroits qui ont
marqué ses relations avec le
chancelier Kohl. C'est pourquoi
on le voit aujourd'hui aborder le
dossier franco-espagnol avec
pragmatisme et sans du com-
promis. On ne s'étonnera pas,
dans ces conditions, que M. Fer-
nandez Ordóñez ait saisi cette
occasion de faire valoir deux
dossiers qui lui tiennent à cœur.

Il s'agit de la poli-
tique méditerranéenne de la
Communauté, que Madrid sou-
haiterait moins favorable aux
pays du Maghreb dont les pro-
ductions agricoles concurrencent
directement l'Espagne, et la
question de la pêche dans le
golfe de Gascogne. Là, au
contraire, on souhaite que la
France ne renonce pas en cause
les usages qui amènent les cha-
luteurs ibériques dans les zones
où les pêcheurs français préfé-
raient être seuls.

Ces problèmes ne datent pas
d'hier, et font partie de ce « tête-
à-tête obsessionnel » entre la
France et l'Espagne qui fait
plus d'une fois dégenérer en
affrontement. Mais, pour y
parer, M. Chirac n'a pas reculé
devant les grands moyens : à
preuve, la série d'expulsions de
militants basques installés de ce
côté-ci de la frontière et l'arres-
tation, mercredi, d'un réfugié
politique qui est sous le coup
d'une demande d'extradition de
la justice espagnole.

Un couple Chirac-Gonzalez ve-
t-il émerger de la prochaine
visite du premier ministre à
Madrid, annoncée pour la fin de
cette année ? Le libéralisme de
l'un et le socialisme de l'autre ne
sont pas si doctrinaires qu'ils les
empêchent « a priori » de faire
front commun. Mais compte tenu
de la complexité des relations
des deux pays, et de leurs
vieilles implications psychologi-
ques, le moins qu'on puisse dire
est qu'il y faudra de la constance,
et même un peu plus d'abnégation.

Les opérations de police
contre les Basques espa-
gnols réfugiés en France
continuent ce jeudi
31 juillet dans les Pyrénées-
Atlantiques. Mercredi, un
membre présumé de l'ETA
a été remis aux autorités de
Madrid, tandis qu'un réfu-
gié politique était arrêté à
la suite d'une demande
d'extradition de l'Espagne.
En visite à Madrid,
M. Jean-Bernard Raimond,
a déclaré mercredi que les
expulsions de Basques espa-
gnols se poursuivraient.

M. Robert Pandraud,
ministre délégué de la sécu-
rité, se rendra à Madrid le
mardi 5 août pour des entre-
tiens avec les autorités espa-
gnoles chargées de la lutte
contre le terrorisme.

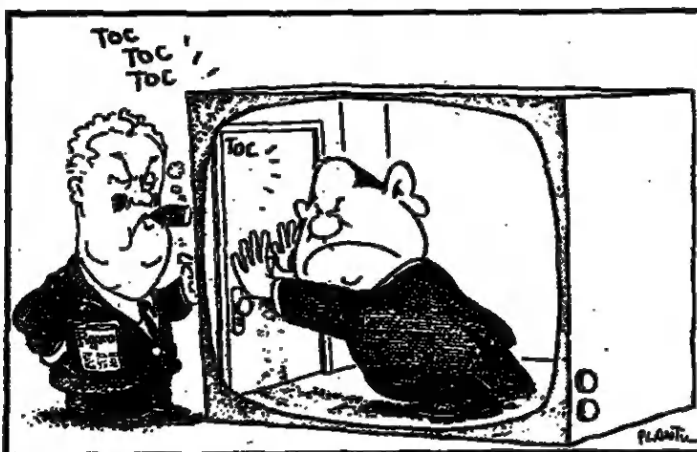
(Lire nos informations page 24.)

La presse et l'audiovisuel après la décision du Conseil constitutionnel

Une concentration excessive des médias inquiète la majorité

Le débat sur les médias se poursuit avec le projet de
loi sur la liberté de la communication, défendu par
M. François Léotard, dont l'Assemblée nationale doit
commencer l'examen le lundi 4 août. Il met en évidence la
volonté des barristes de contrer les visées de M. Hersant.
Appuyé par d'autres députés de la majorité et avec l'aval,
semble-t-il, de l'Hôtel Matignon, M. François d'Aubert
(UDF) a fait adopter mercredi, par la commission des
affaires culturelles, un amendement qui tend à limiter les
concentrations multimédias.

(Lire nos informations page 6.)



Pluralisme

par ANDRÉ FONTAINE

COMBIEN, parmi les socia-
listes qui se félicitent de
la décision adoptée
mardi par les neuf « sages » du
Palais-Royal en matière de plu-
ralisme de la presse écrite,
savent-ils ce qu'elle doit à
Valéry Giscard d'Estaing et à
Roger Frey ? C'est pourtant
leur action, en 1974, alors
qu'ils venaient d'être élus à la
présidence, l'un de la Républi-
que, l'autre du Conseil constitu-
tionnel, qui a permis aux par-
lementaires, à la seule condition
d'être au moins soixante à le
faire, de contester, devant cette
haute juridiction, la constitu-
tionnalité des lois. Seuls
jusqu'alors pouvaient se le per-
mettre le chef de l'État et les
présidents des Assemblées.

Combien, parmi ces mêmes
socialistes, se souviennent-ils
des propos vengueurs qu'avait
suscités, il y a cinq ans, le com-
portement du Conseil dans
l'affaire des nationalisations ?
C'est pourtant à cette occasion
qu'André Laignel avait lancé
son fameux « Vous avez juré-
ment tort parce que vous
êtes politiquement minoritaires », Lionel Jospin n'hési-
tant pas, quant à lui, à affirmer
que « jamais les grands cou-
rants de réforme ne se sont
laissés arrêter par une cour
suprême quelle qu'elle soit ».

(Lire la suite page 6.)

Un entretien avec M. Nucci sur le Carrefour du développement

« Ma confiance a été abusée... »

L'ancien ministre de la coopération,
M. Christian Nucci, a accordé au Monde un
entretien dans lequel il révèle la teneur des
nouveaux documents qui pourraient l'amener
à élargir sa première plainte pour faux. Il
s'agit d'une dizaine de chèques, pour un
montant global d'environ 400 000 francs,
libellés à son nom et endossés, affirme-t-il,
avec une fausse signature. Une partie de ces

chèques aurait été portée, à son insu, sur le
compte joint que M. Nucci possédait avec son
chef de cabinet, M. Yves Chailier.

M. Nucci s'explique, d'autre part, sur le
financement de sa campagne électorale et
réfute les affirmations de M. Chailier. Pour
l'ancien ministre, on cherche à faire du
dossier Carrefour du développement le
« feuilleton de l'été ».

« Vous venez d'affirmer que
vous vous étiez procuré de nou-
veaux documents attestant
d'importants détournements de
fonds. Pouvez-vous être plus
précis ? »

« Il s'agit de chèques, libellés
à mon nom, qui ont été endossés
avec des signatures falsifiées. »

« Ces chèques - pour un
montant de 400 000 francs
environ - proviennent des
comptes bancaires de l'associa-
tion Carrefour du développe-
ment et de La Promotion fran-
çaise ? »

« Oui. »

« Ces chèques sont libellés
à votre nom. Vous avez déjà

déclaré ne vous être jamais
rendu à la banque pour les
encaisser. Ont-ils été portés à
votre compte personnel ? »

« Absolument pas. Aucun de
ces chèques n'a été viré sur mon
compte personnel. »

« Que sont-ils devenus,
alors ? »

« Certains ont probablement
été virés sur le compte joint. »

« Avez-vous eu connais-
sance des mouvements de fonds
sur ce compte que vous pos-
sédiez avec M. Chailier ? »

« J'ai commencé à les voir.
Ces mouvements de fonds se mon-

tent à environ deux millions de
francs. On est loin des chiffres
avancés ! »

« Ce compte était alimenté
par les fonds spéciaux de Matig-
non. L'était-il également par
Carrefour du développement et
La Promotion française ? »

« Cela n'aurait pas dû être,
sauf peut-être si ces chèques -
endossés faussement par
quelqu'un qui aurait imité ma
signature - y ont été versés. »

Propos recueillis par
FRANÇOISE CHIPPAUX
et CORINE LESNES.

(Lire la suite page 8.)

CHRONIQUE DES ANNÉES 60 de Maurice Thorez à Waldeck Rochet PAGE 19

La condamnation de l'apartheid

Après l'échec de la « mission Howe », le gouvernement de
M^{rs} Thatcher s'interroge sur l'opportunité de sanctions
limitées contre Pretoria.

PAGE 3

L'accord entre CGE et ITT

En reprenant le secteur télécommunications du géant
américain, l'entreprise nationalisée fait un triple pari :
financier, technologique et commercial.

PAGE 21

La saga des banquiers

Les changements à la tête des banques nationalisées souli-
gnent l'importance des hommes dans la gestion des
établissements financiers.

PAGE 20

Le sommaire complet se trouve page 24

LA BIBLIOTHEQUE DES VOIX

Claude Imbert
lit
Ce que je crois
des femmes

Le projet de la porte Maillot à Paris

Sombre perspective

Le maire de Paris vient de présenter un projet
de « porte de Paris », dû à l'architecte Olivier-
Clément Cacoub, et qui, tout en couvrant le pé-
riphérique, se situerait de part et d'autre du grand
axe Louvre-la Défense, à la porte Maillot (le
Monde du 26 avril).

La mort de Fernand Pouillon
est intervenue alors que l'archi-
tecture fait l'apprentissage de
la cohabitation. Architecture et
cohabitation, voilà qui trouble
une des données les mieux éta-
blies de l'art de construire, l'une
des plus discutables aussi
lorsqu'elle est utilisée sans pru-
dence ni brio : le fait du prince.
Pouillon, précisément, connais-
sait bien le fait du prince, et
fort bien aussi les meilleures
façons d'y avoir recours.

Un temps communiste, il
avait commencé « d'arrache-
projet » sa carrière à Marseille.
A Paris, ses appuis ministériels
devaient se dérober avec les pre-
mières difficultés. Il servit les
derniers proconsuls à Alger,
avant de s'y convertir à l'islam.

Ce projet et la manière dont il a été présenté
paraissent marquer un retour à une esthétique et à
des pratiques en vigueur dans les années 60. Et
l'abandon d'une politique qui, depuis la fin des
années 70, tendait, bon an mal an, à la recherche
d'une véritable qualité architecturale.

Et plus tard, son exil maghrébin
fut tempéré par les plus presti-
gieuses commandes gouverne-
mentales. Enfin, contraint peu
ou prou de quitter l'Algérie, il
sut assez bien retomber sur ses

pièdes, en France. Pouillon,
cependant, était de ces archi-
tectes, rares, qui doublent leur
opportunisme politique d'une
haute conscience de leur métier
(cela se reconnaît aux constan-
ces d'un style), d'une
indépendance d'esprit que per-
sonne ne lui a jamais déniee, et
chose plus rare encore, d'un
talent que ses faiblesses n'empê-
chent pas de reconnaître ou
découvrir aujourd'hui.

L'opportunisme est une
constante de l'architecture fran-
çaise. Il a donné, sous sa forme
la plus persévérante, les plus
beaux et les plus fiers manda-
rins de l'histoire du pays.

FRÉDÉRIC EDELMANN.
(Lire la suite page 15.)

Le Monde

LIVRES

- Les pas perdus de Nestor Berma.
- La poésie de Jacques Roubaud.

Pages 9 à 13

Débats

L'APRÈS-COHABITATION

Quelles idées neuves proposer au pays ? William François s'offusque de ce que la même Constitution puisse tour à tour s'accommoder d'un programme de nationalisations et d'un programme de dénationalisations. La République n'a pas d'identité économique. Il faut lui en donner une. Guy Leclerc-Gayrau exhorte les déçus de la droite et de la gauche à profiter de la trêve actuelle pour préparer ensemble l'avenir.

Pour une charte des libertés économiques

Une proposition de loi pour combler un vide constitutionnel

par WILLIAM FRANÇOIS (*)

VOICI trois ans, le Conseil constitutionnel a jugé la loi de nationalisation conforme à la Constitution, après révision des modalités d'indemnisation des actionnaires expropriés. Ce même Conseil constitutionnel vient de juger conforme à cette même Constitution la loi d'habilitation qui donne pouvoir au gouvernement de procéder par ordonnance à la privatisation d'entreprises à la nationalisation desquelles il ne s'était pas opposé. Cependant, le président de la République estime devoir refuser de promulguer l'ordonnance donnant force de loi au programme prévu de privatisation — encore que les réserves élevées par le Conseil constitutionnel, touchant à la sauvegarde des intérêts économiques du pays, aient été apaisées. Toutefois, le premier ministre et les chefs de la majorité parlementaire contestent formellement au président l'usage d'un droit résultant, à leur sens, d'une interprétation douteuse de la Constitution. A vrai dire, l'article incriminé n'est rien moins que clair. Quoi qu'il en soit, donnant suite à une suggestion présidentielle, le gouvernement porte l'affaire devant le Parlement, lequel lui donnera enfin satisfaction.

Cette séquence de faits comporte un enseignement dont il ne faudrait pas trop tarder à saisir la signification.

Nos institutions se sont révélées, à deux reprises, aptes à régulariser les contre coups d'un renversement politique dans le pays et au Parlement. Elles ont sans conteste assuré le fonctionnement régulier des pouvoirs publics dans des circonstances traversées de difficultés. Mais elles ne sont nullement liées à un régime économique qui leur serait réputé conforme. Au contraire, l'absence de textes en la matière autorise quelque formule que ce soit. Il faut alors

ne pas oublier qu'une gestion centralisée de l'économie s'accommoderait moins des libertés et des droits garantis par les démocraties parlementaires que de leur suspension au sein des démocraties plébiscitaires. En bref, nul ne saurait dire, en ce moment, quel est le fondement économique de la République française et encore moins si elle est identifiable de ce point de vue. C'est une situation qui tend manifestement à l'incohérence.

D'un côté, l'on assiste à un déploiement de procédures de droit constitutionnel que les uns utilisent comme un système de retardement et les autres comme un système d'accélération de l'ajournement économique auquel une majorité relative d'un électoral débauché par les expériences antérieures a donné le coup d'envoi. Mais, de l'autre côté, le public (toutes tendances confondues) ne comprend pas qu'une aspiration naturelle et profonde à une plus grande sécurité de l'emploi et à un meilleur niveau de vie puisse faire l'objet d'une bataille juridique dont il ne retient que les aspects byzantins. Enfin, on peut aussi constater que ceux-là mêmes qui sont le plus justement attachés à la réussite de l'action gouvernementale — essentiellement les dirigeants d'entreprises de tous ordres et de toutes tailles — restent circonspects parce qu'ils ne se sont pas persuadés de son irréversibilité.

Tout cela provient du fait, déjà souligné, que nos institutions politiques ne précisent pas la nature et garantissent encore moins les modalités de fonctionnement du régime de liberté économique qui serait

pourtant accordé à leur esprit. Les choses changeraient de sens si ce réajustement pouvait enfin s'opérer. L'action gouvernementale pourrait alors, sur une voie parallèle, se trouver renforcée, éclairée et soutenue auprès de l'opinion publique.

C'est la raison qui a conduit, sous la précédente législature, en anticipation du résultat des élections législatives, au dépôt d'une « proposition de loi constitutionnelle tendant à insérer dans le préambule de la Constitution de la République les droits et libertés économiques ». Cette initiative indépendante, née au sein du Parlement, n'avait aucune chance d'aboutir. À l'époque, elle pourrait aujourd'hui franchir, sinon toutes, au moins les premières étapes prévues par la loi. Il en résulterait certainement un retour de confiance du public.

Au demeurant, le problème de la cohésion du principe politique de liberté et des droits économiques se pose non seulement en France, avec acuité, mais aussi à l'ensemble des démocraties occidentales. C'est, en réalité, le problème de cette fin du vingtième siècle. Exception faite de la Constitution américaine, qui va fêter son bicentenaire (mais qui a été sans cesse amendée et adaptée aux réalités évolutives afin qu'elle puisse garder son efficacité), les Constitutions se sont succédées dans le monde — il en reste peu qui soient vraiment d'esprit libéral ou qui soient vraiment appliquées dans cet esprit. Encore celles-ci restent-elles exposées aux incompatibilités économiques, de ce fait, un caractère universel. Initiative particulièrement bienvenue en Europe, où le problème précité se pose dans toute son évidence dès qu'on envisage celle-ci sous la forme d'une union ou d'une confédération.

(*) Président de l'Association Économie et Progrès.

Décus de droite et de gauche unissez-vous !

C'est par le truchement des clubs, des cercles de réflexion, des associations, que la souveraineté populaire pourrait le mieux s'exprimer

par GUY LECLERC-GAYRAU (*)

QUE la coexistence institutionnelle passe ou non le cap de l'automne ou celui de l'hiver, que le septennat aille ou non à son terme, nous sommes d'accord et déjà confrontés à un cruel dilemme : de quoi sera fait demain notre avenir politique ?

Il a fallu cinq ans à la « marée rose » pour épuiser dans l'opinion les charmes d'une gauche dogmatique puis réaliste. Quatre à cinq mois auront suffi pour qu'une droite redevenue « la plus bête du monde » dilapidât stupidement le très faible capital de crédibilité qu'elle s'était péniblement constitué en cinq ans d'opposition.

Depuis le 17 mars, le pays n'est pas gouverné. C'est à peine s'il est administré. Sur le plan extérieur, M. Mitterrand, heureusement, est là pour donner le change. Sur le plan intérieur, l'espérance de vie du gouvernement fond comme neige au soleil. Quelle politique pourrait être sérieusement mise en œuvre pour notre avenir par une équipe essentiellement obnubilée par les prochaines échéances électorales ? Même M. Barre, qui à une autre époque affirmait ne jamais se déterminer en fonction des sondages ou des « cortèges », reste prostré dans son silence.

A l'issue d'un parcours peu glorieux, quel projet digne de confiance aura à plus elle tentera de pallier les carences de son imagination par une débauche de candidats : MM. Chirac, Barre, Giscard d'Estaing, Létourneau, Le Pen... ou d'autres qui nous ont déjà tous révélés leurs cruelles limites.

A gauche, seule une candidature de M. Mitterrand peut sauver les apparences, ainsi qu'il sauva la mise

du PS au soir du 16 mars. Encore heureux que la France dispose d'un chef d'Etat de cette envergure pour présider quelques années encore à ses destinées. Mais après ?

Après ? Nous courrons le risque d'avoir à traverser un désert sur le plan des idées et des projets ! Le risque de n'avoir même plus « en réserve » quelques hommes d'Etat susceptibles de nous conduire sur les voies de l'avenir et de la modernité !

Depuis 1984 — date à laquelle ils ont commencé à manifester clairement leur rejet de la classe politique — les Français ne se font guère d'illusions : ils savent que la solution de leurs problèmes ne viendra pas des partis politiques, quels qu'ils soient.

Si, le 17 mars au matin, M. Chirac ne s'était pas opposé à la nomination de M. Chaban-Delmas à Matignon, un gouvernement d'union nationale aurait pu être mis en place, instituant la véritable cohabitation et permettant de « dépasser l'alternance », de sortir des ornières où nous enlisent de pénibles obligations et de préparer l'avenir en fonction des réalités de l'heure et non des occurrences électorales. Il faudra de toute manière en arriver là si l'on veut répondre efficacement aux défis de l'avenir et appréhender les solutions réalistes et audacieuses à mettre en œuvre pour assurer le rayonnement de la France.

Puisqu'on a bien voulu porter au crédit de la « coexistence » un certain apaisement du jeu politique —

(*) Ecrivain, président du Cercle Etudes Débats Informations politiques.

plus tangible au niveau des citoyens qu'au niveau des appareils, — pourquoi ne pas inciter les Français à profiter des derniers instants de cette trêve oblique, pour rejoindre massivement clubs, cercles de réflexion et associations diverses où — à l'inverse des partis — le débat est libre, ouvert, sans exclusives partitiques ? Ne serait-ce pas pour eux la meilleure façon de participer à la gestion de la Cité, pour le « bien commun », sans que la souveraineté populaire soit irrémédiablement confiée par quelques ténors, au seul profit de leurs destinées supposées présidentielles.

Le Conseil national de la gauche, porteur de quelques espérances, pourrait fédérer nombre de ces mouvements de progrès pour peu qu'il sache pratiquer l'ouverture plutôt que le rattachage. Les déçus du chiraquo-paléo-libéralisme ne manquent pas, pas plus que les désenchantés du socialisme dogmatique ni les orphelins du gaullisme...

Ce sont ceux-là qui sont aujourd'hui en mesure de proposer des idées neuves au pays, que les partis politiques ont toujours refusées parce qu'elles contrecarieraient leurs idéologies ou bousculeraient les plans de carrière de leurs chefs de file.

Camille Desmoulins soulignait, en son temps, qu'il n'y avait pas, le 14 juillet 1789, dix républicains dans Paris ! Aujourd'hui, il y a des millions de Français qui en ont plus qu'assez des stériles querelles de la droite et de la gauche. Faut-il attendre que la fin de la coexistence nous ait remis malgré nous sur le chemin des affrontements partitiques pour tenter enfin de nous imprégner des vertus de l'union nationale ?

« Le quartieron et les transistors »

Dans le Monde du 18 juillet dernier, Michel Winock écrit : « Beaucoup eurent alors le sentiment que le quartieron n'avait pas l'exclusivité du ridicule. »

« Mon papy est mort »

Le 24 juillet, après onze mois de souffrance et de lutte acharnée, après onze mois de courage et d'angoisse, mon papy est mort, rongé par un cancer. Il ne se nomme pas Signoret, Belloc ou Coluche et ne fera pas la « une » des journaux, mais tous ceux qui seront là le jour de son ultime voyage souffriront en silence ; simplement pour respecter sa dignité, pour l'amour et la tendresse que nous avons tous pour lui. Le désespoir de sa compagne de toujours, le chagrin de ses enfants et petits-enfants.

Mon papy est mort, et le monde tourne encore, à jamais dans nos cœurs serrés le souvenir de son visage tranquille, après la mort, débarrassé de la douleur.

Toujours en nos mémoires l'image de sa gentillesse, de sa fureur de vaincre, de sa tendresse pour les siens et de sa pudeur sacrée qui fit que jamais il ne se plaignit. Mon papy sans cesse inquiet pour les siens.

Mon papy mort d'une overdose à force de morphine dans son corps meurtri, si malade.

Mon papy très loin déjà, j'ose espérer que tu es bien. Chaque jour des milliers de gens perdent des êtres aimés, qu'ils sachent que leur chagrin, même isolé, est celui de chacun lorsque la mort sévit tout près.

Ce message pour l'infirmité respect que tu mérites, toi mon grand-père, et parce que, dans l'ombre du quotidien, le décès de la bonté ne doit en aucun cas rester inconnu.

BRIGITTE BIESSE (Lyon).

J'ignore quelle fut la proportion de gens qui avaient ce sentiment ; toujours est-il que le Club Jean-Moulin, fort attentif à sa réputation de sérieux, ne le partageait pas.

Ce jour-là, à la nuit tombée, la plupart de ses membres se rendaient place Beauvau pour y recevoir des armes et être conduits à l'un ou l'autre des points stratégiques de la capitale. Les grilles du ministère de l'Intérieur leur furent ouvertes après que Georges Siffert — qui faisait alors fonction de secrétaire général du Club — eut fait valoir l'incontestable loyauté au gouvernement de cette petite troupe. Celle-ci se trouva là en compagnie de gens non moins résolus à défendre la légalité républicaine et au milieu desquels se pavait un centurion en tenue de commando de chasse aux « Viet », pistolet mitrailleur en bandoulière. Une longue attente commença alors, durant laquelle André Malraux se fit un devoir d'adresser ses louanges à cette assemblée, représentative, à ses yeux, de l'élite de la nation.



On attendait les armes... Deux ou trois camions apparurent chargés de casques et de godillots. C'était prometteur ; mais la suite ne vint pas. Au petit matin, on nous fit savoir que le putsch avait fait long feu.

H. PROVVISOR, membre du Club Jean-Moulin (Meudon-la-Forêt).

« Bavure » : une dangereuse facilité de vocabulaire

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre « point de vue » : le prix exorbitant d'une « bavure », paru dans le Monde du 16 juillet. J'en ai apprécié la clarté et l'équilibre ; cependant, je suis choqué par le titre, qui est en contradiction avec le contenu de l'article. Jusqu'à quand serons-nous obligés de subir ce mot vague de « bavure », qui a le seul avantage de voiler la réalité et par conséquent d'endormir les consciences et d'affaiblir les volontés ?

M. Pasqua a dit : « Les faits sont sacrés. » Il a raison, même si, peut-être, il est le dernier des Français à comprendre le sens de cette affirmation. Le devoir des journalistes est d'utiliser des mots qui soient le plus possible fidèles traducteurs des faits et non pas des euphémismes généralistes et édulcorants créés par la connerie plus que par la droiture (si toutefois il est aujourd'hui possible de faire cette distinction).

Assez de « bavures », d'antodéfense et peut-être aussi de « sécurité ».

Parlez le langage des faits : s'il y a mort d'homme dites homicide et non pas bavure : cette clarté servira peut-être à rendre encore plus respectable notre police.

TITO GALLI (Paris).

La facturation téléphonique (suite)

M. Dondoux, directeur général des télécommunications (le Monde du 10 juillet 1986), « déplore la réprobation collective » que j'aurais exprimée à l'égard des techniciens du service public. Je me serais trop réitéré, écrit-il, « à des positions arrogantes qui ne sont plus de mise aujourd'hui ».

Mon tour de m'étonner. J'avais écrit : « Beaucoup de progrès apparaissent désormais possibles... Les fonctionnaires se sont habitués à travailler de façon plus coopérative en réfléchissant avec les consommateurs. » Est-ce qu'au fond nous ne disons pas exactement la même chose ? Et serait-ce un péché de signaler que ce changement que nous célébrons tous les deux doit beaucoup aux efforts de l'Association française des utilisateurs des télécommunications ? Ne pourrions-nous pas ensemble nous réjouir de cette évolution et travailler pour qu'elle s'accroisse ? Car la solution des problèmes extrêmement complexes du développement des télécommunications serait beaucoup facilitée si une collaboration encore plus étroite pouvait s'instaurer entre les utilisateurs et l'Association.

MICHEL CROZIER (Paris).

« LE DROIT DES PEUPLES », d'Edmond Jouve

Les pieds sur terre

CERTAINS concepts ont été tellement usés dans les batailles idéologiques qu'il est bon, de temps en temps, de les remettre sous la loupe de l'histoire, et de les restaurer sans parti pris. Il en est ainsi de la notion de « droit des peuples » que l'on brandit ici ou là contre les « droits de l'homme ». Dans son petit ouvrage pédagogique, d'une grande clarté, qui s'adresse, comme le veut la collection, à ceux qui se proposent de faire le tour d'une question sans trop se fatiguer, Edmond Jouve nous replace les pieds sur terre, nous ramène aux réalités.

Elles sont changeantes au gré du temps. Le peuple acteur de sa propre histoire apparaît nettement dans la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis d'Amérique (1776) puis dans le traité révolutionnaire français. Au milieu du dix-neuvième siècle éclate le « printemps des peuples » et 1848 suscite une explosion des nationalités. Le principe d'autodétermination voit le jour après la première guerre mondiale et réapparaît dans la charte des Nations unies

de 1945. Aujourd'hui les Etats, les organisations internationales, l'Eglise (Populorum progressio) reconnaissent le droit des peuples.

C'est sur ce droit que se sont appuyés les mouvements de libération nationale qui, hélas ! ont trop souvent dérivé, l'Etat nouveau, comme le reconnaît Frantz Fanon lui-même, faisant ensuite pas de cas des intérêts véritables des populations.

Légitimité de la lutte armée, non-violence, Edmond Jouve rappelle l'essentiel sur le sujet avant d'étudier le contenu du droit des peuples autour des notions de souveraineté et de solidarité et de parler des devoirs des Etats, des violations de ce droit, d'Amnesty International, etc.

Le réveil des minorités rognant la toute-puissance des Etats ne permet-il pas de faire un pari plus optimiste sur l'avenir ?

PIERRE DROUIN, Presses universitaires de France — Collection « Que sais-je ? » 128 pages — 22,40 F.



L'assassin est parmi nous...
... ses victimes aussi...

L'Occident s'interroge sur les sanctions et l'OUA condamne Pretoria

Une réunion extraordinaire du Commonwealth pourrait avoir lieu en septembre

LONDRES
de notre correspondant

Après sa mission en Afrique du Sud, généralement considérée à Londres comme un échec, le secrétaire d'Etat au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, semble être résolu à conseiller à M^{re} Thatcher de se résigner à appliquer progressivement de « nouvelles sanctions » contre le régime de Pretoria, comme il l'avait envisagé lui-même avant son départ. Dans cette perspective, tant au sein du gouvernement que parmi plusieurs représentants des pays du Commonwealth, on laisse entendre qu'une réunion extraordinaire de l'ensemble des quarante-neuf chefs d'Etat et de gouvernement du Commonwealth pourrait être convoquée en septembre afin de déterminer l'action à entreprendre. Cette décision pourrait être prise lors du « mini-sommet » à sept (1) qui aura lieu dans la capitale britannique les 3, 4 et 5 août.

Pour les dirigeants britanniques, ce projet (auquel se rallient les gouvernements de l'Inde, du Canada et de l'Australie) aurait le mérite d'établir une coordination — souvent réclamée aux Communautés — entre le Commonwealth et la Communauté européenne, celle-ci ayant fixé à fin septembre l'échéance de la mission dont a été chargé Sir Geoffrey. Le souci de parvenir au moins à faire coïncider les calendriers des deux institutions a l'avantage de déplacer un peu le problème qui est en fait

celui de M^{re} Thatcher. Le premier ministre britannique se trouve en effet moins isolé au sein de la CEE — où elle peut compter notamment sur l'appui du chancelier Kohl, qui partage ses réticences à propos des sanctions — qu'elle ne l'est actuellement au sein du Commonwealth, où la majorité des pays membres, y compris le Canada et l'Australie, sont favorables à des mesures contraignantes.

Cela présente, d'autre part, l'avantage de donner une nouvelle fois à la Grande-Bretagne la possibilité de gagner du temps, ce qui semble avoir été l'une des préoccupations majeures du gouvernement de M^{re} Thatcher depuis de longs mois, aussi bien dans le cadre du Commonwealth, en suggérant en octobre dernier la création d'un « comité des sages », que dans celui de la CEE, en proposant une autre tentative de médiation avec Sir Geoffrey. En dépit de l'impatience grandissante manifestée récemment par des pays comme la Zambie et le Zimbabwe, la convocation d'un véritable sommet du Commonwealth aurait pour effet de différer l'essentiel de la discussion lors de la réunion des Sept, et donc d'en dramatiser l'atmosphère.

Vers des mesures limitées

Malgré sa déception après la rebuffade qu'il a subie de la part du président Botha, Sir Geoffrey Howe paraît considérer que son voyage n'a pas été inutile, et il a fait savoir dans son entourage que tout espoir d'un assouplissement de l'attitude du gouvernement sud-africain n'était pas perdu. Le chef de la diplomatie britannique estime avoir noté en Afrique du Sud une certaine évolution dans les milieux d'affaires, et même chez quelques membres du gouvernement, qui pourraient à la longue exercer des pressions sur le président Botha pour l'amener à faire des concessions. On a remarqué toutefois que, depuis son retour de Pretoria, Sir Geoffrey Howe, qui s'est abstenu de faire la moindre déclaration publique, a eu deux longs entretiens, mercredi après-midi, avec M^{re} Thatcher, avant la réunion hebdomadaire du cabinet jeudi.

Selon des parlementaires proches du Foreign Office, Sir Geoffrey Howe se serait employé à convaincre M^{re} Thatcher que le moment était venu de modifier son attitude après les échecs successifs des deux dernières missions de bons offices, la sienne et celle du « comité des sages » du Commonwealth qui avait déjà conclu, dans son rapport publié en juin, que le gouvernement de Pretoria n'était pas prêt à négocier et qu'en conséquence il n'y avait d'autre choix que de recourir à des sanctions.

Déjà avant le départ, à l'évidence sans enthousiasme, de Sir Geoffrey

Howe pour l'Afrique du Sud, il apparaissait qu'un Foreign Office en fait moins sûr qu'un 10 Downing Street de la nécessité de poursuivre le « dialogue » avec Pretoria et plus disposé à tenir compte des pressions croissantes, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Grande-Bretagne, pour envisager des sanctions. Aujourd'hui, cette différence paraît encore plus grande, et la plupart des observateurs estiment que Sir Geoffrey Howe ainsi que plusieurs autres membres du cabinet sont d'avis que M^{re} Thatcher doit revenir sur ses positions hostiles à l'égard des sanctions. Il semble qu'un Foreign Office s'oriente vers la mise à l'étude d'un programme de mesures limitées et graduelles en concertation avec l'administration américaine qui, elle-même, paraît devoir être amenée à réviser sa position. Le sous-secrétaire d'Etat chargé des affaires africaines, M. Chester Crocker, est arrivé à Londres pour s'entretenir avec Sir Geoffrey Howe des résultats de sa mission.

Un nombre de plus en plus important de députés conservateurs s'insurgent de la situation d'isolement du gouvernement britannique et un rapport de la commission des affaires étrangères de la Chambre des communes est venu mercredi renforcer l'opinion de ceux qui pensent que le gouvernement doit maintenant respecter la promesse qu'il a toujours faite, celle d'étudier d'autres moyens — au cas où les possibilités de dialogue seraient épuisées. La commission, composée en majorité de conservateurs, conclut que, pour le gouvernement, il sera « extrêmement difficile » de résister au mouvement actuel, qui préconise « certaines sanctions ». La commission ajoute : « Les choses ont peut-être déjà été trop loin... ». Le rapport rappelle que le recours à des sanctions économiques peut être coûteux pour la Grande-Bretagne, dont les investissements directs et indirects en Afrique du Sud, précises-t-il, sont égaux à près de 6 milliards de livres, soit près de la moitié de la totalité des investissements étrangers.

Le président de la commission, Sir Anthony Kershaw, a déclaré : « Si nous donnons à M. Botha un peu de temps, il y a encore un peu d'espoir mais pas beaucoup ». Sir Anthony Kershaw souhaite que l'on attende l'échéance fixée par la CEE, mais estime que, d'ores et déjà, le gouvernement doit se préparer à étudier les mesures possibles et « les plus efficaces, si elles peuvent l'être ». Alors qu'on lui demandait s'il pensait que l'on pouvait mettre fin à l'apartheid sans l'éclatement de violences à très grande échelle, Sir Anthony Kershaw a déclaré qu'il était désormais « plutôt pessimiste ».

FRANCIS CORNU.

(1) Grande-Bretagne, Australie, Belgique, Canada, Inde, Zambie et Zimbabwe.

TUNISIE

Léger remaniement ministériel

TUNIS
de notre correspondant

Le président Bourguiba a nommé, le mercredi 30 juillet, le professeur Amor Chadli ministre de l'éducation, de l'enseignement et de la recherche scientifique. Médecin personnel du chef de l'Etat, dont l'accession politique s'est confirmée ces derniers mois, le professeur Amor Chadli, qui était déjà à la tête du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, se voit donc désormais attribuer le ministère de l'éducation nationale. L'ancien détenteur du portefeuille de l'éducation nationale, M. Abdelaziz Ben Dhi, a été nommé ministre des affaires sociales, en remplacement de M. Ridha Hamza, désigné comme président des conseils d'administration des caisses de protection sociale.

Ces nominations devaient — du moins pour un temps — mettre un terme aux remaniements du cabinet qui se sont succédés depuis le mois d'avril. En les annonçant, le premier ministre, M. Rachid Sfar, a, en effet, déclaré que le président Bourguiba « renouvelle ainsi sa confiance aux membres du gouvernement qui demeurent en place ».

M. D.

« Un véritable état-major de lutte contre l'apartheid »

Le vingt-deuxième sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) s'est achevé, mercredi 30 juillet, à Addis-Abeba, par un bilan sans surprise, les chefs d'Etat africains se contentant d'adopter telles quelles les résolutions dénonçant les pays occidentaux qui refusent d'isoler l'Afrique du Sud (le Monde des 30 et 31 juillet) préparées la semaine dernière par les ministres des affaires étrangères des Etats membres.

L'annonce, par le nouveau président en exercice de l'OUA, M. Sossou Nguesso, de la création d'un comité de chefs d'Etat chargé de suivre la situation en Afrique australe, qualifié de « véritable état-major de lutte contre l'apartheid » par le président congolais, a certes montré que l'OUA s'est mobilisée contre l'Afrique du Sud, mais ce consensus est largement artificiel. Comme à l'accoutumée, l'OUA s'est divisée entre pays « radicaux », qui souhaitent des mesures beaucoup plus fortes contre Pretoria, voire la constitution d'une véritable force militaire panafricaine, ainsi que des « modérés », qui craignent une dégradation de la situation en Afrique du Sud, et les « modérés », avant tout soucieux

de ne pas mécontenter des grandes puissances dont l'aide financière leur est indispensable. En outre, plus de la moitié des pays africains poursuivent des relations, notamment commerciales avec Pretoria. Cette dépendance économique discorde avec le pays de l'apartheid n'est un secret pour personne, à tel point que l'une des résolutions du sommet invite les Etats africains à prendre des « mesures concrètes » plutôt que de se livrer à de la « rhétorique militante ». Mardi, M. Sossou Nguesso avait également invité ses pairs à « balayer devant leur porte ». Les partisans d'une attitude plus ferme contre l'Afrique du Sud ont laissé planer la menace d'une action offensive sans toutefois donner de détails sur celle-ci. Le vice-président du Nigeria, le Commodore Ebita Ukwue, a ainsi indiqué : « Si la Grande-Bretagne ne décide pas d'accepter l'imposition de sanctions obligatoires contre l'Afrique du Sud, nous, en tant que Nigeria, nous examinerons plusieurs options ». Pour sa part, le président du Burkina-Faso, le capitaine Thomas Sankara, a indiqué : « Au-delà des négociations avec ceux qui ne négocient pas, il n'y a que l'action. Si les Africains veulent que l'apartheid se termine, ils ne doivent pas se contenter de mots. Seule une confrontation le mettra en pièces ». Le président burkinabé n'a donné

aucune précision sur les moyens qu'il envisage, précisant : « Tactiquement, je ne pense pas qu'il soit sage de les révéler ».

L'OUA s'est contentée, sur ce point, de réaffirmer la nécessité de créer un organe de défense commun à tous les pays du continent (ce qu'elle fait depuis la naissance de l'organisation), une commission étant chargée, avant d'aller plus loin, d'étudier les implications financières et logistiques d'un tel projet.

La dénonciation d'Israël

Sur les trente-sept résolutions adoptées par le sommet, une grande partie concerne l'Afrique australe. L'OUA « condamne » les cinq pays occidentaux pour leur « collaboration économique et militaire » avec Pretoria, la « campagne obstinée » de la Grande-Bretagne pour son refus d'imposer des sanctions globales et obligatoires, « rejette la « politique infâme des Etats-Unis et de l'Afrique du Sud visant à lier l'indépendance de la Namibie au retrait des forces internationalistes cubaines d'Angola ». D'autre part, l'Organisation panafricaine « réaffirme » son soutien à l'organisation de libération de la Palestine (OLP) et dénonce Israël, « complice naturel et inévitable » de l'Afrique du Sud. Stipulant que le Tchad, il a été décidé de réactiver le comité « ad hoc » de 1977 pour tenter de régler le conflit. Pour la première fois cependant, les responsables africains ont dit clairement que la Libye occupait une partie du territoire tchadien.

Les problèmes économiques du continent, qui constituaient l'autre grand thème de ce sommet, ont été longuement abordés, au travers de la question de la dette extérieure africaine. Les Etats membres ont renouvelé leur souhait qu'une conférence internationale se tienne à ce sujet.

Le caractère relativement modéré des résolutions concernant l'attitude des pays occidentaux à l'égard de l'Afrique du Sud s'explique aussi par le souhait des pays d'Afrique australe d'attendre les résultats du « mini-sommet » du Commonwealth, qui doit se tenir à la fin de la semaine à Londres. Selon les milieux diplomatiques d'Addis-Abeba, l'OUA a, en quelque sorte, voulu donner une « dernière chance » à la Grande-Bretagne pour modifier sa position. Enfin, la séance de clôture s'est terminée par la première exécution de l'hymne de l'OUA, qui a été choisi parmi plusieurs projets. Sur ce point au moins, le consensus panafricain a été facile à obtenir.

L. Z.

Recrudescence de la violence dans les bantoustans

Le mercredi 30 juillet a été marqué par une recrudescence de la violence en Afrique du Sud, avec notamment l'assassinat du ministre de l'Intérieur du bantoustan de KwaZulu, M. Paul Nuli, dont la voiture a explosé. Cet attentat, qui n'avait pas été revendiqué jeudi matin, s'est produit à Sydenhams, localité située à une centaine de kilomètres au nord-est de Pretoria et capitale de ce bantoustan. M. Nuli était seul à bord de sa voiture piégée. Le KwaZulu est le théâtre de violences incessantes depuis que le gouvernement a annoncé son intention de lui accorder l'« indépendance », le 11 décembre prochain. Selon l'opposition radicale noire, et notamment l'ANC (Congrès national africain), la plupart des habitants ne veulent pas de cette indépendance, qui, selon eux, n'est ni viable ni reconnue internationalement.

Dans le Transkei, bantoustan déjà « indépendant » situé sur la côte sud-est de l'Afrique du Sud, une attaque à la grenade et au fusil d'assaut s'est produite contre un poste de police de la capitale, Umtata, faisant sept morts, dont trois policiers. L'agence sud-africaine SABA, d'autre part, fait état d'autres incidents dans un troisième bantoustan, le Kanguwane, où un haut fonctionnaire local, M. Zebulon Kumene, a été tué par des inconnus.

Après l'échec de la mission du secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, la levée de nouvelles sanctions internationales s'est accrue en Afrique du Sud, où le rand, la monnaie nationale, a enregistré une nouvelle baisse, passant, de lundi à mardi, de 39 à 38 cents américains. Il y a un an, la monnaie sud-africaine valait 80 cents.

Alors que le gouvernement de Pretoria a annoncé que « les fonds nécessaires ont été alloués pour éliminer dès cette année les disparités salariales fondées sur la discrimination raciale » dans plusieurs professions (infirmiers, personnel paramédical et éducateurs), des comités de surveillance des droits de l'homme ont annoncé, mercredi 30 juillet, que près de dix mille personnes avaient été détenues sans jugement en Afrique du Sud depuis le début de l'état d'urgence, le 12 juin dernier. Le journal The Star, de Johannesburg, a publié une première liste de 3 402 noms. Selon la loi d'état d'urgence, il est interdit de communiquer le nom des personnes détenues, mais, selon le quotidien, cette liste serait « légale », car il s'agit uniquement de personnes dont l'arrestation a été formellement communiquée aux familles. De son côté, le comité de surveillance de l'université anglophone du Witwatersrand, à Johannesburg, a calculé

que près de 190 personnes, y compris des enfants, ont été arrêtées depuis le 12 juin.

A Washington, le département d'Etat a confirmé, mercredi, que l'ambassadeur des Etats-Unis en Zambie, M. Paul Hare, a en des entretiens le jour même avec des responsables de l'ANC. Selon ce mouvement, trois membres du comité exécutif — MM. Simon Makana et Anthony Mongalo et M^{re} Ruth Mompoti — ont reçu, au siège de l'ANC à Lusaka, l'ambassadeur américain. Un porte-parole du département d'Etat, M. Joseph Rupp, a indiqué à ce sujet : « L'évaluation du niveau de notre dialogue avec l'ANC fait partie de nos efforts pour favoriser des négociations entre toutes les parties concernées par un dénouement pacifique en Afrique du Sud ». Pour sa part, la Maison Blanche a souligné que l'échec de la mission de Sir Geoffrey Howe n'a pas modifié la position du président Reagan, qui demeure opposé aux sanctions économiques contre Pretoria. — (AFP, Reuters, UPL)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Favret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général :
Bernard Worms.
Rédacteur en chef :
Daniel Verdet.
Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montpensier, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 286 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 485 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 215 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 120 pts. ; S.-A. 85 p. ; Grèce, 120 dr. ; Inde, 1 700 r. ; Japon, 0,400 ¥ ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Suède, 300 F CFA ; Suisse, 9 fr. ; Suède, 1,80 L. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 280 F	
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F	
ÉTRANGER (par messagerie)	L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. - SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F	

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Impression :
« Le Monde »
7, rue de la Harpe
PARIS-IV
(1984)

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

S.A. STEEMAN JONATHAN STAGGE JOHN DICKSON CARR

*l'enfer en huis-clos,
c'est eux, pas les autres*



les maîtres
du roman policier

le crime se paie 130 000 F

Afrique

L'action du Comité international de la Croix-Rouge Recherche 320 millions de francs pour un rôle irremplaçable...

GENÈVE
de notre correspondante

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ne pouvait que se montrer satisfait de la reconnaissance - dans les deux sens du terme - manifestée par le sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), sous la forme d'une résolution adoptée par les chefs d'Etat africains réunis à Addis-Abeba (le Monde du 30 juillet). Ce geste est de nature à faciliter la tâche souvent ardue du CICR sur le continent noir.

Lors de sa venue à Genève en juin dernier à l'invitation de la Conférence internationale du travail, M. Abdou Diouf, président de la République du Sénégal et en exercice de l'OUA s'était rendu au siège du CICR, et l'entretien qu'il eut alors avec son président, M. Alexandre Hay avait été considéré comme très prometteur. L'Afrique a d'ailleurs quelques bonnes raisons d'avoir une considération particulière pour le CICR, qui lui consacre cette année 270 millions de francs suisses (plus de 1 milliard de francs français) sur un budget de 400 millions prévu pour les actions d'urgence dans le monde entier.

Le CICR entretient actuellement en Afrique treize délégations et sept sous-délégations dans des zones où les autres organismes humanitaires ne peuvent pas exercer leurs activités, que ce soit pour des raisons de sécurité ou parce que les autorités en place (ou, le cas échéant, les mouvements rebelles) n'acceptent pas leur présence. Si le CICR n'intervient en général qu'en faveur des victimes de conflits armés, en Afrique, la sécheresse et la famine aggravent la situation. Le CICR a ainsi fourni une assistance à un million et demi de personnes, dont de nombreux civils, dans des régions isolées où la situation conflictuelle rend toute action particulièrement difficile.

Ainsi, en Angola, le CICR est pratiquement seul à être opérationnel, surtout sur les hauts plateaux du Planalto et dans le sud du pays, où des affrontements ont lieu régulièrement entre les maquisards de la SWAPO (organisation nationaliste namibienne) et les troupes sud-africaines. Les transports de personnel et de vivres y ont été assurés grâce à la flotte aérienne du CICR, là où les routes et les chemins de fer, en raison de l'insécurité, ne sont plus utilisables.

L'an dernier, 13 624 tonnes de secours, plus 1 300 tonnes de semences ont été acheminées. Les équipes médicales du CICR ont donné 11 783 consultations médicales et des fournitures sanitaires ont été distribuées à différents hôpitaux et dispensaires, pour une valeur de 350 000 francs suisses. En outre, cinq cent quarante amputés ont été dotés de prothèses.

Ethiopie, Tchad, Afrique du Sud

Parmi les objectifs de cette année figurent la protection des prisonniers de guerre et des détenus politiques, l'intensification de l'action de l'Agence centrale de recherches (une des branches de la Croix-Rouge internationale), afin que le plus grand nombre de familles séparées puissent échanger des nouvelles, et le renforcement de l'infrastructure médicale, grâce à la formation de personnel local.

En Ethiopie, le CICR a pu visiter les prisonniers de guerre somaliens dans les prisons du Hararghe et d'Awasa, et assurer l'échange de messages entre eux et leurs familles. Il a acheminé 165 000 tonnes de secours, moyennant, là aussi, un réseau autonome de transports, le plus souvent aériens. Lorsque, pendant la saison des pluies, les pistes sont devenues impraticables, des vivres ont été largués par avion,

notamment au Tigré. Afin d'encourager les populations à rester sur place et à cultiver leurs terres, 5 000 tonnes de semences ont été distribuées à quelque deux cent mille familles.

Les victimes des conflits de l'Erythrée et du Tigré qui ont trouvé refuge au Soudan sont également assistées sur le plan tant matériel que médical, et la recherche des personnes disparues s'y déploie sur une grande échelle. Il en est de même pour ce qui est des victimes des tensions internes qui se sont déroulées dans le sud du pays.

Au Tchad, outre l'assistance alimentaire et médicale qu'il prodigue aux victimes des combats, le CICR a pu distribuer des rations aux prisonniers de guerre détenus dans la prison de N'Djamena. Des activités de même nature se poursuivent au Mozambique, en Namibie et en Ouganda, ainsi qu'en faveur des prisonniers condamnés pour des raisons de sécurité en Afrique du Sud (parmi lesquels Nelson Mandela). Mais le CICR n'a toujours pas obtenu l'autorisation de rendre visite aux détenus, non plus qu'aux nombreuses personnes arrêtées à la suite de la proclamation de l'état d'urgence. Enfin, toujours en Afrique du Sud, des couvertures, des ustensiles de cuisine et du matériel sanitaire sont distribués... aux réfugiés ayant fui les troubles qui ravagent le Mozambique.

Pour mener à bien l'exécution du programme prévu pour 1988, le CICR a besoin de 178 millions de francs suisses, sans compter les secours en nature fournis par les pays donateurs traditionnels. Il peut compter déjà sur 99 millions. Il lui manque donc encore 79 millions et l'on espère, à Genève, que la résolution adoptée par l'OUA influera favorablement sur la quête des dons. Car les actions d'urgence du CICR ne peuvent être réalisées que grâce à des contributions volontaires.

ISABELLE VICHNAC.

Diplomatie

Moscou et Washington restent en désaccord sur le sort du traité SALT 2

La réunion spéciale de la Commission consultative permanente (SCC) soviéto-américaine a pris fin, le mercredi 30 juillet à Genève sur un désaccord sur l'avenir du traité SALT 2, a annoncé, dans un communiqué, la mission américaine auprès des Nations unies.

Les discussions ont pris fin car « l'Union soviétique a rejeté l'appel du président Reagan du 27 mai dernier », ont précisé les Américains. M. Reagan avait menacé d'abandon-

ner purement et simplement l'accord SALT 2 sur lequel son administration a toujours émis les plus sérieuses réserves et qui n'a d'ailleurs jamais été ratifié par le Sénat américain.

La SCC, créée en 1972 dans la foulée de l'accord ABM sur les antimissiles, est chargée de la vérification des accords bilatéraux en matière de limitation des armements nucléaires. Elle se réunit deux fois

par an depuis lors. Toutefois, les Américains avaient accepté pour le 22 juillet une réunion spéciale à la demande des Soviétiques. Les délégations étaient conduites par les généraux Richard Ellis (Etats-Unis) et Vladimir Medvedev (URSS). L'agence Tass a annoncé également la clôture de la session de la commission, ajoutant : « L'attention de la partie américaine a été attirée sur les conséquences extrêmement dangereuses que peut avoir le refus des Etats-Unis de respecter l'accord intermédiaire SALT 1 et le traité SALT 2, et sur la nécessité de prendre des mesures efficaces qui permettraient de stopper le processus de destruction du système d'accords limitant la course aux armements nucléaires ».

Reprise des pourparlers de Genève sur l'Afghanistan

Genève (AFP, Reuter). - A. Diego Cordovez, secrétaire général adjoint des Nations unies, a qualifié, le mercredi 30 juillet, de « développement positif » l'engagement pris par l'URSS d'un retrait militaire partiel d'Afghanistan, alors que s'ouvre ce jeudi à Genève une nouvelle série de pourparlers indirects visant à régler le conflit afghan.

A la veille de cette reprise, M. Mikhaïl Gorbatchev a annoncé que six régiments - quelque sept mille hommes - quitteraient l'Afghanistan vers la fin de l'année. M. Cordovez, qui aura des entretiens distincts avec les ministres afghan et pakistanais des affaires étrangères, a estimé que l'initiative soviétique créait « un bon climat » pour la négociation.

D'autre part, une agence de presse, qui publiera depuis Peshawar (Pakistan), près de la frontière afghane, des rapports sur l'évolution du conflit soviéto-afghan, a été créée par une fondation ouest-allemande de soutien aux Moudjahidins. La Deutsche Afghanistan Stiftung a indiqué, mercredi à Bonn, que la nouvelle agence, ANA (Afghanische Nachrichten-Agentur), diffusera les informations rapportées par des journalistes afghans des zones de conflit. La fondation est indépendante et financée par des dons privés.

Au printemps dernier, un député chrétien-démocrate ouest-allemand avait lancé l'opération « Gläsernes Afghanistan » (« Afghanistan de verre »), grâce à laquelle une

soixantaine de résistants afghans sont formés, en RFA, au maniement des caméras pour tourner des reportages vidéo dans leur pays.

M. Dumas répond à M. Malhuret

M. Roland Dumas, ancien ministre des relations extérieures, député de la Dordogne, nous a fait parvenir la déclaration suivante, datée du 29 juillet : « Le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme tronque la vérité lorsqu'il prétend qu'avant lui rien n'a été fait pour aider la résistance afghane. Non seulement une aide concrète a été donnée à certaines organisations non gouvernementales (ONG), en personnel notamment, mais encore un soutien direct à la résistance afghane pour la formation des cadres a été mise en place fin 1985, début 1986. Sous l'égide du ministère des relations extérieures (direction des affaires culturelles), un contrat a permis à onze Afghans, en provenance des camps situés au Pakistan, de s'initier aux techniques modernes des médias. Ils ont été confiés à l'Ecole supérieure de journalisme de Lille. Ces Afghans sont repartis dans leur pays munis de matériels appropriés. Ils se consacrent désormais à leur métier et contribuent à faire connaître dans le monde les buts de la résistance afghane. Interrogé à ce sujet lors de son audition par la commission des affaires étrangères le 24 avril dernier, M. Malhuret avait alors reconnu l'exactitude de ces faits et la grande portée de ces initiatives ».

De nombreux contacts

Cependant, d'autres pourparlers soviéto-américains ont lieu actuellement à Moscou et à Washington sur des dossiers très divers, a-t-on appris mercredi dans la capitale soviétique.

Deux délégations d'experts américains sont ainsi présentes à Moscou dans le cadre d'« entretiens particuliers », souligne-t-on à l'ambassade des Etats-Unis. L'une traite de « nombreuses questions consulaires et administratives ». Une seconde, comme cela est fait environ chaque semaine avec la partie soviétique, a des échanges de vues sur la non-prolifération des armements nucléaires. Une délégation soviétique est, par ailleurs, partie mardi pour Washington afin d'examiner les échanges dans les domaines de l'éducation et de la culture. Ce dialogue est confirmé de source soviétique, où l'on évoque aussi la discussion en cours d'un élargissement des contacts entre les deux pays en matière scientifique, médicale et sportive.

Enfin, la Maison Blanche a annoncé, mercredi, que les Etats-Unis cherchent actuellement à fixer une date avec l'URSS pour une prochaine réunion d'experts sur l'Afghanistan, dans le cadre des consultations régulières sur les problèmes régionaux. Lors du sommet de Genève, en novembre 1985, MM. Reagan et Gorbatchev étaient convenus de tenir des réunions régulières d'experts sur les problèmes régionaux. - (AFP.)

ETHIOPIE

A quelques centaines de mètres du palais de l'OUA des milliers de prisonniers

La prison centrale Karchele d'Addis-Abeba est située sur l'avenue Roosevelt, en face de l'Africa Hall où se déroulent les travaux du vingtième sommet de l'OUA. Cinq mille personnes, dont un tiers de prisonniers politiques, y sont détenues. Les « politiques » représentent une grande partie des détenus du quartier de haute sécurité de la prison, appelé le « Bout du monde ». Parmi la vingtaine de femmes qui sont emprisonnées à Karchele, figurent la fille de l'empereur Haïlé Sélassié, la princesse Tensagnework, et ses quatre filles, Aïda Desta, Hirut Desta, Sophie Desta et Sabie Desta, ainsi que deux autres parentes de l'ex-empereur éthiopien, et trois de ses petits-fils. Tous sont détenus sans inculpation ni jugement depuis 1974.

Amnesty international, qui fait état de ces informations dans un rapport très détaillé consacré à l'Ethiopie, indique qu'un grand nombre de prisonniers politiques éthiopiens sont également détenus en raison de leur appartenance religieuse, ou parce que leur origine ethnique ou territoriale suffit à les rendre suspects. Les militants ou présumés tels des mouvements de rébellion - le Front populaire de libération de l'Ethiopie (FPL), le Front de libération de l'Erythrée (FLE), le Front populaire de libération du Tigré (FPLT), ainsi que le Front de libération Oromo (FLO) - subissent tout particulièrement la répression des autorités éthiopiennes. Ainsi, plus de deux cents membres du FPLT seraient emprisonnés pour avoir tenté d'échapper aux déplacements

forcés de population (le Monde du 25 juillet).

Les prisonniers politiques sont détenus dans plusieurs prisons à travers le pays, à Gondar, Harar, Nekemte, Bahar-Dar, Awassa notamment, ainsi qu'à la prison pour hommes de Sembe et la prison pour femmes Haz-Haz, à Asmara. Dans la capitale, plusieurs centaines de personnes sont emprisonnées au Centre d'investigation centrale, situé sur la route Beley-Zekala qui va du nord de la ville au square Adula. L'Organe d'investigation centrale, qui est la principale agence de sécurité interne et responsable des enquêtes sur les activités contre-révolutionnaires et d'opposition au gouvernement, dispose de plusieurs centres de détention. Amnesty fait état de nombreuses « disparitions » parmi la population carcérale, certains prisonniers étant morts des suites de torture, d'autres ayant fait l'objet d'exécutions extrajudiciaires.

D'autres prisonniers sont détenus aux fins d'interrogatoire au centre d'investigation spéciale, au quartier général du Conseil militaire administratif provisoire (CMAP : plus connu sous le nom de DERG, organe dirigeant du régime éthiopien), dans l'ancien palais Menelik. Amnesty relate enfin précieusement les différentes méthodes de torture pratiquées dans divers centres, afin notamment d'obtenir des aveux de participation à des activités politiques antérieures, et des informations sur les opposants politiques.

DEMAIN DANS Le Monde



LE MONT BLANC

L'histoire de la première ascension, il y a deux cents ans.

Le calendrier des manifestations du bicentenaire.

Portrait de l'homme aux 520 ascensions.

Tous les livres sur le mont Blanc.

VOYAGES

L'Inde de Rudyard Kipling.

GUIDE PRATIQUE

Les châteaux en Ile-de-France : comment visiter Versailles, Vaux-le-Vicomte, Chantilly.

Le Monde
sans visa

Reportages - Entretiens - Voyages
le nouveau cahier du week-end

Europe

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le gouvernement veut réduire l'Eglise en esclavage

affirme le cardinal Tomasek

Vienne (AFP). - Le gouvernement tchécoslovaque veut « réduire en esclavage » l'Eglise catholique, affirme le cardinal Frantisek Tomasek, archevêque de Prague et primat de Bohême, dans un entretien publié le mercredi 30 juillet par le quotidien autrichien Kurier. Mgr Tomasek, qui réclame depuis des années une séparation de l'Eglise et de l'Etat, estime que « les croyants en Tchécoslovaquie sont prêts à subvenir aux besoins de l'Eglise », et se montre optimiste quant à l'avenir de l'Eglise dans son pays : « L'influence religieuse de l'Eglise catholique n'a jamais été aussi forte, estime-t-il. De plus en plus de jeunes se préoccupent de la question essentielle du sens de la vie ».

Selon Mgr Tomasek, même des membres du Parti communiste font baptiser leurs enfants, en dépit du sévère contrôle que l'Etat exerce sur l'Eglise. « Ces baptêmes ont souvent de pénibles conséquences pour les intéressés », souligne-t-il.

Le responsable des questions religieuses au gouvernement tchécoslovaque, M. Vladimir Janka, a, de son côté, contredit les propos de Mgr Tomasek en affirmant que le nombre des catholiques pratiquants ne cessait de diminuer en Tchécoslovaquie. Dans un entretien avec le Kurier, M. Janka a toutefois nié l'application de « sanctions » à l'encontre des personnes faisant baptiser leurs enfants. « Les familles sont simplement interrogées à ce sujet », a-t-il précisé.

M. Janka a, par ailleurs, accusé le président Reagan d'utiliser l'Eglise « comme moyen de lutte contre le communisme », et de chercher à « déstabiliser le régime tchécoslovaque » en encourageant la lutte entre l'Eglise et l'Etat.

Le Monde
PUBLICITE TOURISME-CASTRONOME
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

Amériques

ÉTATS-UNIS : les programmes d'aide à l'exportation agricole

M. Reagan hésite entre mécontenter ses fermiers et «subventionner» l'URSS

WASHINGTON
Correspondance

Les États-Unis vont-ils subventionner leurs ventes de grain à l'URSS ? Cette question a provoqué une intense controverse au sein de l'administration. Elle prend, en effet, une importance particulière, à un moment où les exportations agricoles américaines continuent de décliner.

La nouvelle loi agricole votée en décembre, si coûteuse pour le contribuable — entre 26 et 30 milliards de dollars, — se proposait, en réduisant sensiblement les prix de soutien et les subventions, de ramener les prix agricoles à des prix compétitifs et ainsi assurer, sinon améliorer, la baisse des exportations. Or, encore en mai dernier, les États-Unis ont pour la première fois depuis 1959 importé plus de

produits agricoles qu'ils n'en ont exportés. Les exportations agricoles, qui représentaient 44 milliards de dollars en 1981, ne devraient pas, selon les estimations officielles, dépasser 28 milliards cette année.

Dans ce contexte, on comprend que le sénateur Dole, leader de la majorité républicaine, et dix-sept de ses collègues, représentant les États fermiers, aient fait adopter récemment un amendement demandant au président d'étendre à l'URSS le bénéfice d'un programme d'aide à l'exportation (le Monde daté 27-28 juillet).

L'initiative du sénateur Dole a provoqué une vive controverse. Il est soutenu par le ministre de l'Agriculture, le secrétaire au Trésor, mais il se heurte à l'opposition du secrétaire d'État Shultz et, dit-on, de M. Weinberger, ministre de

la défense, et de M. Casey, directeur de la CIA.

De plus, M. Shultz doit faire face au mécontentement des pays amis concernés comme l'Argentine, le Canada et surtout l'Australie, dont le gouvernement envoie cette semaine une délégation dans la capitale pour mettre en garde Washington contre une décision qui favoriserait en Australie le mouvement contre l'utilisation des bases australiennes par l'US Navy.

M. Shultz n'a pas manqué de souligner les effets négatifs des programmes de subventions concernant d'autres produits. « Notre programme pour le sucre est un coup sévère pour nos fournisseurs traditionnels comme les Philippines... Notre programme pour le riz crée une tension sérieuse dans nos relations avec le Thaïlande », a-t-il dit. M. Shultz est soutenu à fond — une fois n'est pas cou-

tume — par les conservateurs républicains, soulignant d'abord que l'URSS a failli à ses obligations d'acheter la quantité de blé prévue en 1985 ; ensuite que cette subvention aiderait les Soviétiques à compenser leurs pertes de revenus de leurs ventes de pétrole et, d'une manière générale, comme l'écrivait le Wall Street Journal, « faire plaisir à M. Gorbatchev ne peut sûrement pas être l'objectif de la politique agricole des États-Unis... », ou encore, « nous n'allons pas nourrir l'armée rouge ».

Jusqu'à nouvel ordre, le président Reagan, après avoir entendu ses principaux ministres donner des recommandations différentes, n'a pas encore pris une décision, difficile, appelée à affecter soit les intérêts des fermiers américains, soit ceux des partenaires commerciaux des États-Unis.

HENRI PIERRE.

JAMAÏQUE

L'opposition socialiste remporte les élections municipales

L'opposition socialiste a nettement remporté les élections municipales du mardi 29 juillet en Jamaïque. Selon les résultats officiels publiés mercredi à Kingston, la capitale, le Parti national populaire (PNP) de l'ancien premier ministre, M. Michael Manley, a recueilli 57 % des voix contre 43 % au Parti travailliste jamaïcain (JLP) de l'actuel chef du gouvernement conservateur, M. Edward Seaga. Ce scrutin constituait le premier véritable test électoral depuis le retour de la droite au pouvoir.

Après sa cuisante défaite aux élections législatives de 1980, M. Michael Manley a enfin réussi à remonter la pente et à prendre une manière de revanche. Il y a six ans, sa mauvaise gestion économique avait joué contre lui. Aujourd'hui, la situation toujours précaire de l'économie jamaïcaine se retourne contre son traditionnel adversaire de droite, l'actuel premier ministre, M. Edward Seaga.

Malgré le remplacement de l'équipe dirigeante, il n'y a pas eu de miracle. Après la politique dirigiste aux connotations socialisantes et tiers-mondistes menée par son prédécesseur, M. Seaga a radicalement changé de cap. Ouvertement pro-américain, il a rompu les liens étroits établis par M. Manley avec Cuba et s'est montré l'un des plus fidèles alliés des États-Unis dans la région. En 1983, il avait activement appuyé l'intervention de Washington à la Grenade. Des soldats jamaïcains avaient fait partie du contingent militaire symbolique envoyé par plusieurs États des Caraïbes aux côtés des troupes américaines.

avait alors remporté la totalité des 60 sièges du Parlement.

Malgré tous les moyens mis en œuvre, M. Seaga n'a pas réussi à influencer ses adversaires cette fois-ci. Comme à l'accoutumée, le scrutin a été marqué par des violences et des irrégularités. Deux personnes ont été tuées et cinq autres blessées lors d'un affrontement entre groupes rivaux. Mais rien de comparable avec la campagne de 1980, qui s'était soldée par quelque six cents morts.

Estimant que les électeurs avaient clairement désavoué la politique pro-américaine de l'actuel premier ministre, M. Manley s'est efforcé de demander des élections anticipées dès que furent connus les résultats du scrutin. Mais ces dernières semaines, M. Seaga n'avait cessé de réaffirmer qu'il resterait à son poste jusqu'au terme de son mandat en 1988.

Il s'était aussi engagé à poursuivre la restitution des entreprises publiques au secteur privé. Forte de son succès électoral, l'opposition socialiste ne manquera sans doute pas d'exercer ses pressions sur le gouvernement conservateur.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Proche-Orient

Le Père Jenco remet un message de ses ravisseurs au pape

Cité du Vatican, (AFP). — Le prêtre américain Martin Lawrence Jenco, libéré samedi après dix-neuf mois de détention au Liban par l'organisation pro-iranienne Djihad islamique, a remis le mercredi 30 juillet à Jean-Paul II un message de ses ravisseurs. Le Père Jenco était accompagné par M. Terry Waite, envoyé de l'archevêque anglican de Cantorbéry, Robert Runcie, qui a effectué plusieurs missions au Proche-Orient pour tenter d'obtenir la libération des otages. Le Père Jenco s'est déclaré certain que le pape pouvait jouer un « rôle important » pour la libération des otages. Il a affirmé qu'il ne pouvait pas révéler le contenu du message, qu'il doit remettre également au chef de l'Eglise anglicane et au président Reagan comme il l'a promis à ses ravisseurs.

« Je crains que mes paroles ne puissent nuire à mes frères encore prisonniers », a-t-il expliqué. « J'estime que l'aspect religieux est très important dans cette situa-

tion », s'est-il borné à ajouter à propos du message. Avant de recevoir le Père Jenco, Jean-Paul II avait évoqué l'« horrible massacre » commis mardi à Beyrouth, et avait invité les fidèles qui assistaient à l'audience générale hebdomadaire au Vatican à prier pour que le Liban « connaisse enfin la paix qu'une violence aveugle continue de briser ». — (AFP.)

La France condamne l'attentat de Beyrouth-Ouest. — La France a condamné le mercredi 30 juillet « de la manière la plus énergique » l'attentat qui a fait mardi vingt-quatre morts et près de deux cents blessés à Beyrouth-Ouest, le secteur à majorité musulmane. « Nous sommes étourdis », a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, et nous déplorons cette flambée de violence. La France avait déjà condamné l'attentat perpétré lundi dans le secteur chrétien de Beyrouth-Est.

Le séjour de M. Bush en Israël Une visite électoraliste ?

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le séjour en Israël du vice-président américain, M. George Bush, n'a pas véritablement dépassé le cadre d'une « visite protocolaire d'amitié ». Intervenant immédiatement après le retour d'Ifrane de M. Shimon Pérès, ce voyage n'a pas — contrairement à ce que l'on avait laissé entendre — représenté une sorte de deuxième étape dans la relance du processus de paix au Proche-Orient. Le vice-président américain a en effet d'emblée fait savoir qu'il ne ferait pas escale au Maroc avant de repartir pour Washington.

Par ailleurs, il n'a pas participé, au cours de son séjour, au accord de compromis israélo-égyptien sur le litige de Tabat. Cet accord, qui doit constituer le prétexte à un sommet Pérès-Monbarak, fait toujours l'objet de négociations. Dès lors, l'aspect politique du voyage en Israël de M. Bush s'est limité à deux séries d'entretiens avec M. Pérès et M. Shamir, à une rencontre avec une délégation palestinienne de Jérusalem-Est et des territoires occupés, et à l'audience que le vice-président américain était porteur d'un message verbal du premier ministre israélien au roi Hussein et au président Monbarak.

Au cours d'une conférence de presse à Jérusalem, M. George Bush a refusé de révéler le teneur de ces

messages. Il a souligné que les États-Unis étaient favorables à des pourparlers directs au Proche-Orient, tout en ajoutant : « Je comprends les difficultés auxquelles fait face le roi Hussein ».

Sur le plan des relations bilatérales, M. George Bush a tenu à rassurer les Israéliens. Plusieurs affaires d'espionnage, de trafic d'armes avec l'Iran et d'importations « frauduleuses » de technologies américaines ont concerné ces derniers mois les relations entre les deux pays sans pour autant provoquer de véritable crise.

M. Bush a affirmé que les poursuites entreprises par la justice américaine contre les Israéliens impliqués dans ces différentes affaires « ne relevaient certainement pas d'une sorte de vendetta ». Le vice-président des États-Unis a par ailleurs signé un nouvel accord d'échanges touristiques avec Israël, et il a paré l'accord de construction d'émetteurs de La Voix de l'Amérique dans le Néguev.

Reste la question : ce séjour en Israël de M. Bush n'était-il pas essentiellement « électoraliste » ? Les images de M. Bush filmées par une équipe spéciale de télévision à la Knesset, en compagnie d'Anatoli Tchicharansky ou en conversation avec M. Pérès et M. Shamir, serviront certainement à la campagne de M. Bush s'il est choisi dans deux ans comme candidat républicain à la Maison Blanche. Pressé de questions à ce sujet, M. Bush, visiblement embarrassé, s'est raccroché, pour répondre à ces critiques, à une déclaration de M. Pérès : « Politiquement, il s'agit d'une visite importante... » (Indr.)

Répression et chômage

A l'intérieur, M. Seaga avait cru pouvoir redresser la barre en se pliant aux exigences du FMI et en recourant à des recettes économiques ultra-libérales. Dans un premier temps, les capitaux étaient revenus et ses options avaient donné quelques résultats, mais il a vite fallu déchanter et les maux traditionnels dont souffre la Jamaïque n'ont pas tardé à refaire surface. Ainsi, le PNB, qui a été plus ou moins stable pendant une dizaine d'années, a brusquement chuté de 6 % en 1985. Autre conséquence de la récession, le chômage, qui s'élevait déjà à 25 % en 1984, affecte aujourd'hui près de 30 % de la population active.

Violences électorales

Rien n'y a fait : ni l'hostilité, ni la dévaluation du dollar jamaïcain, ni le traitement de choc imposé par le FMI n'ont permis de sortir de l'impasse. Au contraire, la population ressent de plus en plus durement les sacrifices qui lui sont demandés. La malaise avait déjà éclaté au grand jour lors des « émeutes de la faim » qui avaient secoué l'île au début de l'année dernière.

Les élections municipales ont été une nouvelle occasion pour les Jamaïcains d'exprimer leur mécontentement. Pour l'opposition de gauche, ce scrutin devait aussi permettre de contester la légitimité du gouvernement de M. Seaga. En 1983, le parti de M. Manley avait boycotté les élections législatives, sous prétexte que l'opposition n'avait pas obtenu des garanties suffisantes. Le parti gouvernemental

CHILI : Carmen Quintana sera hospitalisée au Canada. — Carmen Quintana, la jeune Chilienne de dix-huit ans brûlée par la police militaire, le 2 juillet dernier, à Santiago, lors d'une manifestation, est autorisée à entrer au Canada et sera hospitalisée au centre des grands brûlés de l'hôpital Hôtel-Dieu de Montréal. Les frais d'hospitalisation seront assumés par le gouvernement du Québec. — (AFP.)

COLOMBIE : attentats à Bogotá. — Une bombe de forte puissance a explosé dans la capitale colombienne, le mercredi 30 juillet, faisant au moins cinq blessés, dont un grièvement. L'attentat, non revendiqué, a eu lieu vers 18 heures, en face du palais de justice, dans un quartier animé. Ce même jour, deux militaires étaient blessés par balles dans le proche banlieue de Bogotá. — (AFP.)

PÉROU : importante rafle. — Les forces paramilitaires péruviennes ont arrêté à Lima, mercredi 30 juillet, quatre cent cinquante personnes. Cette rafle fait suite aux attentats commis dimanche dernier (veille du premier anniversaire de l'accession à la présidence d'Alan García) par les guérilleros du Sendero lumineux. Aucun rebelle ne figurait parmi les personnes arrêtées, qui ont été peu ou très relâchées. — (Reuters.)

LIBAN Avec la permission des autorités religieuses

Beyrouth (AFP). — Le mouvement chiite Amal a exécuté publiquement, mercredi soir 30 juillet, un Libanais sur une vingt-deux ans, Mohieddine Al Saleh, accusé d'avoir placé le 21 avril dernier une voiture piégée dans le secteur à majorité musulmane de Beyrouth.

L'exécution au fusil d'assaut, le deuxième faite par Amal en moins d'un mois, a eu lieu devant une foule de trois mille personnes, hommes, femmes et enfants, non loin du cimetière chiite de Rawdat el Chahidain, dans un terrain vague du quartier de Chayeh, dans la banlieue sud de Beyrouth.

Deux militaires en civil ont amené le jeune homme, originaire du Akkar (Liban du Nord), sur les lieux, lui ont ligoté les pieds et les mains derrière le dos et l'ont étendu par terre après lui avoir bandé les yeux. Deux autres militaires ont alors tiré, l'un après l'autre, plusieurs balles de leur kalachnikov dans l'abdomen du condamné, qui, trébuchant de tous ses membres, réchappait des versets du Coran. Un troisième militaire en tenue, Mo-

pard l'a achevé de plusieurs coups de feu dans la tête avec un M-16 de fabrication américaine.

Dans un communiqué publié par l'Agence nationale d'information (ANI, officielle), le mouvement Amal a affirmé qu'il avait, pour cette exécution, reçu la « permission des autorités religieuses ».

Mohieddine Al Saleh était accusé d'avoir placé, non loin du siège des observateurs militaires syriens à Beyrouth, une voiture contenant 300 kilos d'explosifs qui avait été découverte par le mouvement Amal avant son explosion. Il avait affirmé, dans une interview reproduite le 22 avril dernier par la télévision proche d'Amal, que les Forces libanaises l'avaient recruté trois mois plus tôt dans ce but.

Le 8 juillet dernier, le mouvement Amal avait procédé, toujours dans la banlieue sud, à l'exécution de Abdel Rassoul Choukair, accusé d'avoir assassiné la veille quatre membres d'une même famille à la suite d'un différend sur la distribution de l'eau potable.

CULTURE GÉNÉRALE

CLÉ DE LA RÉUSSITE

Conservé quelques heures par semaine à la mise à jour des connaissances de base. Une méthode qui présente les 20 principaux domaines de la culture générale sous une forme simple, dans la chronologie des événements, des mouvements de pensée et des hommes qui ont forgé les civilisations.

Littérature, arts, histoire, sciences, politique, économie, religions, etc.

Documentation gratuite à l'Institut Culturel Français, service 3769, 25, rue Calogré, 92383 Paris-Levallois. Tél. (1) 47-70-73-63.

Le Monde
MAGAZINE SPÉCIAL SICOB
Parution le 15 septembre 1986
Renseignements publicités :
45-55-91-82, poste 4196

Chine Augmentation des « crimes économiques »

Pékin. — Les poursuites engagées pour « crimes économiques » ont abouti à l'arrestation de 18 793 personnes au cours des six premiers mois de cette année, une augmentation vertigineuse de 236 % par rapport à la même période en 1985, indique ce jeudi 31 juillet le China Daily.

Le quotidien officiel de langue anglaise ajoute que, de janvier à juin 1986, plus de 27 800 « crimes économiques » avaient fait l'objet d'une enquête, soit une augmentation de 130 %. Les enquêtes ont été menées à leur terme pour 17 900 d'entre eux, permettant de récupérer 314 millions de yuans (85 millions de dollars) de fonds obtenus frauduleusement.

Le régime estime que les « crimes économiques » constituent une grave menace pour les réformes économiques introduites depuis 1978. Une première campagne de répression avait été lancée en juillet 1985, suivie d'une autre, au début de cette année, visant en particulier les cadres du parti et leurs familles. — (AFP.)

Italie Démantèlement d'un trafic d'héroïne

Rome. — Un important trafic d'héroïne organisé en Europe par des Sri-Lankais pour financer la guérilla tamoule dans leur pays a été démantelé par la police italienne en collaboration avec plusieurs polices européennes, a-t-on appris, le mercredi 30 juillet, à Rome.

Vingt-quatre Sri-Lankais ont été arrêtés et dix-sept autres font l'objet de communications judiciaires. Quelque 25 kilos d'héroïne ont été saisis, au total, dans plusieurs villes européennes, ainsi que de nombreux faux passeports et du matériel de propagande en faveur de la guérilla tamoule.

Selon les enquêteurs, au moins 30 kilos d'héroïne étaient mis chaque mois sur le marché italien par les trafiquants. La drogue, dissimulée dans des valises à double fond, était convoyée par des Tamouls recrutés à Bombay (Inde).

Les porteurs, qui recevaient 700 dollars et un faux passeport, transitaient par Paris, Francfort et Zurich, puis gagnaient Pise, Venise et Turin, d'où ils téléphonaient à des contacts romains. — (AFP.)

URSS Un journaliste soviétique condamné pour espionnage

Moscou (AFP). — Un journaliste soviétique a été condamné en juin dernier à quinze ans d'emprisonnement par le tribunal militaire de Moscou pour espionnage au profit de la République fédérale d'Allemagne, a annoncé le mercredi 30 juillet Troud, le quotidien des syndicats.

M. Ilia Souslov, rédacteur à l'agence de presse Novosti, qui avait précédemment perdu son emploi à la télévision soviétique à la suite de la disparition de documents confidentiels, était en liaison avec M. Pavel Arsen, le représentant à Moscou d'une petite société de Francfort qui porte le nom de son directeur, Karl Schaezenbach, et qui selon les attendus du procès qu'il s'est tenu le 18 juin, se serait assurée les services de Souslov depuis juin 1984.

M. Souslov, selon Troud, se faisait passer soit comme le fils, soit comme le neveu de Mikhaïl Souslov, dirigeant soviétique déchu en 1982, et pouvait ainsi « tout obtenir ». L'agence Novosti, ilia Souslov était l'un des rédacteurs de l'annuaire des sciences et techniques soviétiques, ce qui lui facilitait de nombreux contacts avec des scientifiques.

Politique

Le statut des médias, le Parlement et le Conseil constitutionnel

Le premier ministre cherche à dégager sa responsabilité personnelle dans la loi sur la presse

« Il n'y a pas de quoi en faire tout un plat. » Familialement parlant, il n'existe pas de meilleure expression pour résumer la réaction qui a été celle du premier ministre après le désaveu que le Conseil constitutionnel a infligé au gouvernement, en censurant la nouvelle loi sur la presse. M. Jacques Chirac n'a pas donné, en effet, l'impression d'être particulièrement troublé par cette décision. Il l'a accueillie avec détachement. Comme s'il s'y était préparé depuis longtemps. Et pour bien montrer que cet accident de parcours n'était pas de nature à le perturber outre mesure, il n'a en rien modifié son programme : dès la réunion du conseil des ministres a été terminée, le chef du gouvernement est parti en vacances pour six jours.

M. Chirac séjournera jusqu'à mardi prochain en Corrèze, d'où il suivra l'ouverture du débat qui doit commencer, lundi, à l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif à la liberté de communication, retouché en première lecture par le Sénat, et défendu par M. François Léotard. En principe, il ne reviendra à Paris que pour engager la responsabilité de son gouvernement sur ce texte, en recourant une fois de plus à l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, au terme de la discussion générale.

Son éloignement traduit évidemment son désir de prendre un peu de recul et un temps de réflexion. L'ajournement à l'automne de toute éventuelle réplique au Conseil constitutionnel est révélateur de la volonté de M. Chirac de calmer le jeu dans une opération mal engagée.

Le premier ministre a jugé plus prudent d'attendre, plutôt que de se précipiter dans une réplique dont les conséquences risquent d'être extrêmement déstabilisantes. Il n'a pas suivi les avis de ceux de ses amis qui s'étaient déclarés partisans d'une contre-offensive immédiate. Le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, proposait, en particulier, que le gouvernement essaie de contourner l'obstacle tout de suite, en incluant, la semaine prochaine, dans le projet de loi sur la liberté de la communication un article additionnel qui éditait une nouvelle mesure des textes annulés par le Conseil constitutionnel.

M. Chirac n'a pas voulu emprunter cette voie, afin de ne pas paraître défer les neuf juges du Palais-Royal sans la moindre garantie de succès juridique.

Chez le premier ministre, cette prise de distance géographique coïncide aussi avec une prise de distance politique. Les explications fournies à l'hôtel Matignon pour justifier cet éloignement sont, à cet égard, éloquentes. Si M. Chirac renvoie aux bons soins des parlementaires la copie refusée par le Conseil constitutionnel, c'est pour mieux dégager sa responsabilité personnelle dans cette manœuvre. Cette démarche n'est certes pas dépourvue de cohérence, puisqu'à l'origine du projet gouvernemental se trouvait une proposition de loi sénatoriale échauffée dans le feu de la polémique autour de la loi socialiste de 1984. Mais ce rappel fournit surtout à M. Chirac un prétexte pour se lever les mains d'un projet embarrassant. Tant de circonspection laisse à penser que le

premier ministre ne s'empresse pas, personnellement, de pousser les parlementaires du RPR à lui soumettre une autre copie.

Un nouveau cactus dans le jardin de M. Léotard

Par la même occasion, M. Chirac charge la barque déjà très encombrée du ministre de la culture et de la communication, qui appréciera sans doute le « cadeau » de façon très mesurée. Comment ne pas y voir un nouveau cactus délicatement posé dans l'épineux jardin de M. Léotard ? Un François Léotard dont le chemin de croix, décidément, n'en finit pas. Mardi, le secrétaire général du Parti républicain avait dû s'incliner devant l'arbitrage rendu à l'hôtel Matignon par le président du RPR, avec la décision prise par M. Chirac d'imposer le programme de télévision directe par satellite. Mercredi après-midi, M. Léotard a dû subir un autre assaut, mené cette fois par le député bariste de la Mayenne, M. François d'Aubert — encore lui — qui a fait défendre devant la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, un amendement anti-Hersant (lire ci-dessous).

M. Léotard, qui espérait faire de son portefeuille ministériel un terrain politique, se trouve de plus en plus gêné par ses ennemis. Les derniers sondages correspondent guère à ses ambitions.

Ironie du sort, le secrétaire général du PR se retrouve ainsi pris dans une tenaille au moment où, dans la *Revue politique et parlementaire*, le président du groupe UDF de

l'Assemblée nationale, M. Jean-Claude Gaudin, se livre à des réflexions théoriques sur les « motifs » de l'UDF dans la perspective de l'échéance présidentielle, en assurant notamment que l'attitude de l'UDF à l'égard de ses alliés sera placée « sous la double signe de la solidarité majoritaire, loyale, et d'une concurrence active... ».

La solidarité dans la rivalité ? La concurrence sous la loi de la jungle ? Pour M. Léotard, la marge de manœuvre ne cesse, apparemment, de se réduire.

Bien entendu, un tel spectacle réjouit les socialistes. Qu'il étonne M. Jack Lang, sur TF1 mercredi 1^{er} août, l'entendre se déclarer « très heureux », brocarder avec condescendance son successeur, invoquer son succès personnel pour ironiser sur les « textes bachelés »...

Le président du groupe socialiste du Sénat, M. André Meric, s'en est donné, lui aussi, à cœur joie, soulignant le triple « désaveu du premier ministre, de François Léotard et de Robert Hersant »...

A l'Elysée, on a la satisfaction plus discrète, mais on n'en pense pas moins. Dans l'entourage de M. François Mitterrand, on fait soigneusement remarquer que la décision du Conseil constitutionnel est « riche de perspectives », et, surtout, que l'invite au dépôt d'une proposition de loi faite par le premier ministre à sa majorité rejoint les égard pour le Parlement constamment exprimés par le président de la République. Il y a du vaudeville dans cette cohabitation.

ALAIN ROLLAT.

A l'initiative des socialistes La prochaine bataille est déjà engagée

Stimulée par son dernier recours fructueux auprès du Conseil constitutionnel, puissamment aidée par le calendrier parlementaire et la fragilité désormais avérée, à ses yeux, du ministre de la culture et de la communication, M. François Léotard — que M. Chirac a « donné », en sature, l'opposition socialiste a maintenant renouvelé ses assauts contre le projet de loi relatif à la liberté de communication, qui doit être examiné par l'Assemblée nationale à partir de lundi.

Examiné ? C'est sans doute trop dire, estime-t-on au PS. Et la perspective d'un débat assez court, bientôt interrompu par l'habituel recours à l'article 49-3 de la Constitution, renforce dans les rangs socialistes la conviction qu'il en sortira un texte plus ou moins vulnérable.

Avant même de se porter d'un pas léger sur le terrain de la prochaine bataille qui se terminera par une nouvelle interrogation des juges constitutionnels, les socialistes conduisent déjà une préparation d'artillerie publiquement et, à l'Assemblée nationale, au sein de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. Les socialistes n'oublient pas que le Conseil constitutionnel ne dédaigne pas, le cas échéant — sa dernière décision le prouve encore — de « corroborer » ses interprétations à la lumière des travaux préparatoires.

Nul ne le sait mieux — en l'occurrence — que M. Jean-Jack Queyranne, député socialiste du Rhône. Après avoir porté le fer avec précision lors de la discussion de la loi sur la réforme du régime juridique de la presse, que vient d'annuler partiellement le Conseil constitutionnel, il dirige maintenant ses attaques contre le projet de loi relatif à la liberté de communication. En commission des affaires culturelles, familiales et sociales, puis publiquement, M. Queyranne a qualifié de « véritable gisement d'inconstitutionnalité » le projet que va défendre, au Palais-Bourbon, M. Léotard.

M. Queyranne conteste d'ores et déjà le principe même de la privatisation de TF1 comme contraire à la Constitution (le *Monde* du 16 juillet). Il soutient que TF1 « constitue bien un service public national » qui « doit rester la propriété de la collectivité », rangeant ainsi TF1 au nombre des services publics dont « la nécessité » — comme le Conseil constitutionnel l'a affirmé dans sa récente décision des 25 et 26 juin dernier (1) — « découle de principes et de règles de valeur constitutionnelle ».

« Trop faible », est, aux yeux de M. Queyranne, le contenu des missions de services publics que le projet de loi prévoit pour TF1. « Trop lourdes », seraient en revanche les obligations qui pèseraient sur A2, si cette chaîne devait seule assumer à l'avenir la plupart des obligations de service public.

Deux raisons financières, a indiqué M. Queyranne devant la com-

mission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, s'opposent encore à la privatisation de TF1. « La privatisation ne peut être envisagée », soutient M. Queyranne, en raison du caractère parafiscal de la redevance qui a permis « le développement de TF1, organisme à but économique et social ».

Enfin — réplique aux promesses d'attribution élargie d'actions de TF1 privatisée dans le public, ou pour son personnel — M. Queyranne affirme : « Le Conseil constitutionnel ayant établi la règle selon laquelle le prix d'une entreprise publique en voie de cession ne peut être inférieur à la valeur réelle de cette entreprise, le recours à des systèmes de rabais au profit de certains acquéreurs, contrairement au principe d'égalité, ne saurait être admis. »

Le pluralisme toujours

L'enjeu de la prochaine bataille dépasse toutefois le cas, en lui-même important, de TF1. Il n'est pas douteux que les socialistes reviendront à la charge à l'Assemblée puis dans leur saisine du Conseil constitutionnel à propos du respect du pluralisme et de ses garanties. Pluralisme interne à chaque média — comment l'oublier après la décision du 29 juillet du Conseil constitutionnel ? Mais aussi pluralisme multimédia, à la mesure des groupes de cette nature en voie de constitution.

L'opposition ne peut à cet égard que se sentir stimulée, et la majorité quelque peu contrainte par la discrétion, mais précise, allusion du Conseil à la possibilité pour le législateur « d'aménager (...) les modalités de protection du pluralisme de la presse et, plus généralement, des moyens de communication dont la presse est une composante ».

Voilà pour la bataille à venir. Le précédent sur la presse devrait trouver à l'automne une conclusion sans équivoque. Il suffira pour cela de limiter le cumul « direct ou indirect » de propriétés des titres. En attendant, une confusion accrue, en rien menaçante pour l'empire de presse de M. Robert Hersant, continuera de régner.

Le Conseil constitutionnel, dans sa décision du 29 juillet, ne s'est pas prononcé sur le seuil de 30 % alors retenu par le législateur. Ce seuil pourrait-il être autre ? On peut certes en discuter à l'infini. Mais personne ne paraît pour le moment décidé à se lancer dans cette tentative d'évaluation idéale. Comme s'il s'agissait d'éviter de perdre des forces dans un combat rendu secondaire par l'ampleur de la bataille qui s'annonce.

MICHEL KAJMAN.

(1) A propos de la loi autorisant le gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social.

Appuyé par les autres députés de la majorité M. François d'Aubert (UDF) part en guerre contre les concentrations

Le débat constitutionnel autour de la concentration de la presse a trouvé, comme prévu, un écho direct dans le débat législatif en cours sur la communication. Même si le gouvernement continue de vouloir séparer les deux secteurs et refuse de songer à une grande loi multimédia, il ne peut empêcher les parlementaires d'amorcer une réflexion politique d'ensemble, ne serait-ce que parce que les principaux candidats à la reprise de TF1 se recrutent parmi les grands groupes de presse (Hachette et Robert Hersant).

Le héros du moment au Palais-Bourbon est de toute évidence M. Michel Péricard. Le député RPR des Yvelines est rapporteur du projet de M. François Léotard, mais aussi l'auteur de l'amendement 30 % de la loi sur la presse, annulé par le Conseil constitutionnel. « Il est absurde de mettre en cause M. Léotard, commentait sèchement le député, le mercredi 30 juillet. J'assume la responsabilité des textes contestés. Le Conseil constitutionnel veut des précisions : il les aura. »

C'est donc M. Péricard qui reprendra lui-même le texte sous forme d'une proposition de loi, qui sera déposée en octobre au Parlement. Il se contentera de préciser la part de marché que peut contrôler une même personne directement ou indirectement, pour répondre au souci des juges du Palais-Royal de voir conjuguer transparence et limite de la concentration. Pas de texte multimédia donc, mais M. Péricard ajoute qu'il est « favorable à un renforcement du dispositif anticongestion dans la loi sur l'audiovisuel ».

Il introduit ainsi la deuxième vedette du jour : M. François d'Aubert. Le député bariste profite du débat lancé par le Conseil constitutionnel pour revenir à la charge sur les concentrations multimédia. Par l'intermédiaire de M. Germain Gengenwin (UDF, Bas-Rhin), il a déposé, mercredi après-midi, à la commission des affaires culturelles un amendement à l'article 33 du projet de M. Léotard. Adopté par la commission, cet amendement précise que la Commission nationale de

la communication et des libertés (CNCL) devra, dans l'attribution des fréquences de radio et de télévision, éviter les abus de position dominante et les entraves à la concurrence. Elle prendra pour cela en compte « le partage des ressources publicitaires et la situation des publications et des services de radio et de télévision sur une zone géographique donnée ».

Un appel élargi

Fidèle à la position maïeutique fois répétée des amis de M. Raymond Barre, M. d'Aubert veut ainsi élargir la concentration des moyens de communication dans les mains de grands groupes publicitaires, comme Havas, ou de groupes de presse, comme celui de M. Hersant. On sait surtout, depuis le rachat du *Progrès* de Lyon, que le député de Rhône s'apprécie que modérément le contrôle exclusif de la presse de sa région par le patron de la Sopresse.

Ce combat contre la concentration reçoit aujourd'hui un appui élargi. L'amendement inspiré par M. d'Aubert a été présenté à la commission avec la bénédiction de M. Péricard, et sans doute avec le feu vert de l'hôtel Matignon. Il a été accueilli très favorablement par le RPR, l'UDF et le PS. Seul le Front national et le Parti communiste ont formulé des réserves. Il sera donc difficile au gouvernement de ne pas en tenir compte.

Si le texte ainsi amendé est voté par le Parlement, la CNCL, se retrouvera en position d'arbitre sur la matière de concentration multimédia avec une marge de manœuvre assez considérable. Il lui appartiendra d'élaborer peu à peu un nouveau code de la concurrence pour le secteur de la communication, et de déterminer les points d'équilibre entre les concentrations nécessaires et le respect du pluralisme. Une solution qui aurait l'avantage — comme le souhaite M. Chirac — de dégager la responsabilité du gouvernement des affaires culturelles en laissant à l'arbitrage entre les appétits de M. Hersant, d'Hachette, d'Havas et de quelques autres.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Les réactions

l'ordonnance de 1944 qui leur sont reprochées.

● L'UNJS : censure. — L'Union nationale des syndicats de journalistes estime que « cette censure du texte pro-Hersant qu'avait voté la majorité parlementaire rappelle opportunément au pays que tout n'est pas permis et que la déclaration des droits de l'homme est garante de la liberté de communication, écrite, parlée et télévisée ».

« Au-delà de ce désaveu », les trois syndicats de l'UNJS (CFDT, CGT et autonome) « constatent que

Pluralisme

(Suite de la première page.)

Dans le système américain, il s'agit de la stricte application de la séparation des pouvoirs, selon la définition classique de Montesquieu dans l'*Esprit des lois* : « La puissance législative, la puissance exécutrice des choses qui dépendent du droit des gens, la puissance exécutrice de celles qui dépendent du droit civil. » La « Cour suprême », comme son nom l'indique, est la plus haute instance de l'ordre judiciaire. Ainsi que l'écrivent très justement Bernard Tricot et Raphaël Hadas-Label (1), « la censure par la Cour suprême des actes du président ou du Congrès n'est pas de sa part l'exercice d'un pouvoir exorbitant qui ne serait donné qu'à elle. Ce qu'elle fait ainsi, les autres tribunaux peuvent le faire à leur niveau ».

Personne, outre-Atlantique, ne s'avise de contester ses décisions, même lorsqu'elles empiètent largement sur des domaines comme la peine de mort, la ségrégation raciale, les mœurs, qui relèveraient à l'évidence, de ce côté-ci de l'eau, du législatif, même lorsqu'elles aboutissent à acculer à la démission un Richard Nixon. C'est que, dans l'esprit des Pères fondateurs, les États-Unis devaient être soumis, non pas comme les malheureux pays d'Europe, à un homme, un souverain — un « Ruler », — mais au seul règne de la loi (*Rule of the Law*).

Le Conseil constitutionnel, comme le tribunal de Karlsruhe, en RFA, et les institutions comparables d'Autriche, d'Italie, d'Espagne ou de Grèce, a un rôle beaucoup plus limité que celui de la Cour suprême : il s'agit essentiellement pour lui, en dehors du contrôle de la régularité des élections et, le cas échéant, de l'application de l'article 16 qui donne au chef de l'Etat des pouvoirs exceptionnels en cas de crise, de veiller à la constitutionnalité des lois. C'est là une innovation considérable dans notre pays, où jamais rien de tel n'avait existé avant 1958, puisque l'on peut tenir pour purement formelles, vu le poids écrasant dont pèse le chef de l'Etat, les compétences reconnues en la matière au Sénat par les Constitutions bonapartistes.

Après 1958 encore, la séparation des pouvoirs a mis du temps à devenir une réalité. Le respect témoigné par le général de Gaulle à l'indépendance du judiciaire ne l'a pas empêché, le 27 mai 1962, de supprimer par ordonnance le haut tribunal militaire, coupable d'avoir refusé de condamner à mort le général Salan, et de créer à la place une cour militaire de justice, dans des conditions telles que son président, le général de Lami-nat, devait se suicider peu après.

Le Conseil constitutionnel n'en a pas moins joué, dès cette époque, un rôle positif dans la défense des libertés fondamentales. Bien que la désignation de ses membres par le président de la République et ceux des Assemblées l'ait mis idéologiquement en phase, jusqu'en 1981, avec l'Etat, il lui est arrivé à plusieurs reprises de donner satisfaction à l'opposition. Mais il était inévitable qu'il le fasse bien davantage une fois que celle-ci aurait changé de couleur. Reste qu'il a su tout de même faciliter la tâche de François Mitterrand et de Gaston Defferre, qui sentaient, heureusement, la nécessité de ne pas remettre en cause les institutions, en s'en tenant à son rôle essentiellement juridique.

La nomination à sa tête de Daniel Mayer, puis de Robert Badinter, comme le renouvellement de plusieurs de ses membres, n'ont pas fait dévier de sa ligne, et la lecture attentive

de la décision qu'il a prise mardi apporte peu d'aliments aux craintes éplorées par le premier ministre au chapitre du « gouvernement des juges ». Il s'est refusé, en effet, contrairement à l'espoir des socialistes, à prendre parti sur l'opportunité du plafond de 30 % du marché, assigné par la loi, aux émissions des groupes de presse. Il s'est contenté de noter que l'article de la loi relatif à cette question était rédigé de telle manière qu'il pourrait être tourné légalement et c'est cette disposition qu'il a déclarée anticonstitutionnelle.

« Garant de l'alternance »

Comment ne pas souscrire, dans ces conditions, à l'opinion de Louis Favoreu selon laquelle, s'il peut apparaître en 1986 aussi bien qu'en 1981 comme un « frein à l'alternance », le Conseil constitutionnel s'en trouve en réalité le « garant », dans la mesure où il aide à « canaliser le changement » (2) et donc à en diminuer les contrecoups ?

Que telle soit l'ambition des « sages » du Palais-Royal ressort à l'évidence de la lecture de leur décision du 29 juillet, puisque celle-ci fait expressément référence à « l'existence constitutionnelle de pluralité des courants d'opinion ». Car c'est en vain qu'on irait chercher l'expression de cette « exigence » dans la Constitution de 1958.

Elle y figure si peu que le Conseil a justifié son attitude en ce domaine en invoquant la Déclaration des droits de l'homme de 1789, à laquelle la Constitution fait référence dans son préambule. Le mot de « pluralisme » étant inconnu à l'époque — le Robert date son apparition de 1909 — le Conseil s'autorise à interpréter lui-même l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme en disant que le « libre communication des pensées et des opinions » qu'il garantit « ne serait pas effective si le public auquel s'adressent ces quotidiens n'était pas à même de disposer d'un nombre suffisant de publications de tendances et de caractères différents ».

Bref ! Ce sont là des choses qui, allant sans dire, vont encore mieux en les lisant, et dont on ne voit d'ailleurs pas, soit dit en passant, pourquoi elles ne vaudraient pas aussi, mutatis mutandis, pour cet audiovisuel dont l'Etat cherche, avec des grâces d'épéphant, à se dégager partiellement. Mais ainsi confirmée la loi, il reste l'essentiel, qui consiste à la faire appliquer.

Le propre des dispositions sur les concentrations de presse contenues dans l'ordonnance de 1944 et la loi Mauroy de 1984, que le Conseil constitutionnel vient de maintenir, c'est que de « viguer », précisément, elles n'avaient aucune. La plus belle leçon que la droite, qui n'a que la liberté à la bouche, pourrait donner à la gauche serait évidemment de faire mieux qu'elle dans ce domaine. Malgré l'amendement annoncé par le bariste François d'Aubert et les déclarations constructives du RPR Michel Péricard, on attendra tout de même de la voir pour le croire...

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Bernard Tricot et Raphaël Hadas-Label, *Les Institutions politiques françaises*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques et Dalloz, 1985.

(2) Louis Favoreu, « Le Conseil constitutionnel et l'alternance », in *La Constitution de la Cinquième République*, recueil publié sous la direction d'Olivier Duhamel et Jean-Luc Parodi, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1983.

la résistance à opposer aux marchandages de papier, pour que le pluralisme n'a guère d'importance, doit continuer.

● Le SNJ : justice. — Le Syndicat national des journalistes a souligné que « les ordonnances de 1944 sont toujours en vigueur et par conséquent les infractions commises toujours passibles des tribunaux ». « Les récentes acquisitions de titres (le Progrès de Lyon, l'Union de Reims) par le groupe Hersant, qui se voulait en avance d'une loi, continuent de transgresser les textes ».

Société

Un entretien avec M. Christian Nucci

« Ma confiance a été abusée... »

(Suite de la première page.)

En ce qui concerne votre campagne électorale dans l'aire, pouvez-vous dire combien elle a coûté et par qui elle a été financée ?

— Ma campagne a coûté environ 400 000 francs. Elle a été financée, d'une part, par le remboursement que j'ai été amené à faire et, d'autre part, par la société OFRES qui a accepté un « soutien technique ».

— Ce soutien de l'OFRES s'est fait sans contrepartie ?

— Sans aucune contrepartie. Ce genre de financement d'une campagne par des sociétés est une pratique très courante. J'espère que les choses sont claires maintenant. Alors, que chacun balaye devant sa porte : c'est une pratique normale dans une campagne électorale ; en tout cas, il n'y a pas eu de fonds publics qui soient venus alimenter ma campagne électorale. En ce qui concerne l'OFRES, mon rôle s'est borné à demander à mon imprimeur de se mettre en relation avec cette société.

— Lorsque vous avez demandé une avance au trésorier du groupe parlementaire socialiste pour rembourser l'impression, l'avez-vous informé des circonstances entourant cette demande ?

— J'ai demandé au groupe socialiste une aide pour régulariser une dette que j'avais envers mon imprimeur. Je n'ai pas donné d'autres explications et je n'avais pas à en donner.

— M. Chalié affirme qu'un certain nombre de manifestations ont été financées par Carrefour du développement.

— Écoutez, le comportement de M. Chalié est pour le moins bizarre, paradoxal et suspect. Il envoie une note que je n'ai toujours pas lue et qui me met en cause. Dans son interview, il met en cause d'autres personnalités politiques, de droite comme de gauche. Tout ce qu'il écrit et dit M. Chalié est considéré comme vérité. Moi je dis, si telle est la vérité, pourquoi est-il parti ? Pourquoi avoir choisi un pays non couvert par une convention d'extradition avec la France ? Je

m'interroge enfin sur les circonstances de cette interview.

— Il mentionne un meeting dont il chiffre le coût à 300 000 francs.

— Quel meeting ? Il ment. Dans une campagne comme celle que j'ai menée, les réunions publiques se tiennent le plus souvent dans des salles qui sont gratuites. Dans les communes rurales, on est reçu à la mairie... Pourquoi M. Chalié ment-il ? Y avait-il derrière cette affaire quelque intention au départ ? Comme le « scandale » tant attendu par certaines personnes s'est éteint, que le PS n'a rien à voir dans l'affaire, on essaie ici ou là par l'intermédiaire de M. Chalié (ou M. Chalié essaie-t-il lui-même) de mouiller plusieurs personnalités.

— Les manifestations citées par M. Chalié ont-elles bien été payées par Carrefour du développement ?

— Sur les différentes manifestations qui ont eu lieu à Beurepaire ou ailleurs, les sommes avancées sont totalement fausses. Certaines dépenses ont été payées par Carrefour du développement : elles concernaient des opérations permettant de sensibiliser l'opinion publique sur les problèmes de développement.

Il y a eu deux visites d'ambassadeurs africains. Celle de 1983, contrairement à ce qu'affirme M. Chalié, a été payée directement par le ministère de la coopération. Celle de 1985 a coûté un peu plus cher puisqu'il avait été organisé en même temps une semaine d'animation à Beurepaire avec des artisans africains travaillant dans la commune. Cette opération a coûté environ 400 000 francs, non compris le déplacement à Sainte-Cécile-Vignes. On est loin des chiffres avancés par M. Chalié.

— Et les fêtes ?

— J'avais pris le prétexte des anniversaires de la nomination de ministre pour rassembler les gens de la région et, par le biais d'un spectacle ou d'une exposition, pour sensibiliser aux problèmes du développement. Le 5 décembre 1985, nous avons reçu une délégation d'élus algériens. Qui mieux que Carrefour



PANCHO

du développement pouvait financer de telles opérations ? C'était exactement sa vocation.

— M. Chalié cite encore un stage vidéo qui aurait coûté 700 000 francs ?

— Dire que ce stage a coûté 700 000 francs est absolument faux. Il est vrai que, dans l'optique de la présentation de l'initiative « La bourse des projets », nous avions décidé d'inclure un stage d'initiation aux techniques de la communication audiovisuelle, car je devais faire un tour de France des télévisions régionales pour présenter ce projet. Nous avons aussi fait plusieurs plaquettes à plusieurs milliers d'exemplaires ; elle était bien faite, cela évidemment a coûté de l'argent.

— Autre élément de la « liste » de M. Chalié : l'invitation à Paris d'une soixantaine d'habitants de Beurepaire.

— Nous pensions qu'il serait bon que les employés et les élus municipaux soient informés de la politique étrangère de la France. Franchement, je ne suis pas le premier ministre à organiser un tel type de voyage.

— C'est une opération qui a coûté 72 000 francs dont 14 000 francs ont été remboursés par l'amicale des personnels de Beurepaire. La manière dont M. Chalié présente ce voyage est intolérable, inadmissible. Ces personnes sont restées à Paris du dimanche soir au lundi soir. Elles ont visité le ministère des relations extérieures, le ministère de la coopération et l'Assemblée nationale où elles ont pris un repas ; elles sont reparties par le TGV.

— Qu'en est-il enfin des assistants détachés à Beurepaire et payés par Carrefour du développement, selon M. Chalié, et de l'appartement de l'avenue de La Bourdonnais, dont le loyer aurait été pris en charge par l'association ?

— Personne n'a été détaché à Beurepaire. Mes assistants n'ont jamais été payés par Carrefour du développement. Quant à l'appartement, je sais qu'il existait. Mais, personnellement, je n'ai jamais loué d'appartement.

— Dans son interview au Figaro Magazine, M. Chalié affirme, à propos du sommet franco-africain de Boumbour, que des personnels de sécurité ont dû être envoyés pour faire face à des menaces émanant de la police.

— Ce que j'ai découvert, c'est que l'affaire avait été réglée avec le service des voyages officiels.

— Des mercenaires ont-ils pu également être dépêchés sur place ?

— Pas à ma connaissance. On avait déjà mis en place toute une infrastructure, avec le SCIP, le service de coopération internationale de la police.

— M. Chalié affirme que des fonctionnaires ont été payés en espèces, de la main à la main. Cela m'étonnerait que des fonctionnaires aient accepté cela.

— Il faut savoir enfin que le coût de ce sommet — 65 millions de francs environ — représente à peu près le volume d'intervention de la France, chaque année, au Burundi.

— Est-ce bien vous qui avez demandé à M. Chalié d'aller s'expliquer au secrétariat d'État au budget lorsque les données ont été alertées M. Emmanuelli ?

— Je l'ai envoyé répondre à une convocation du directeur de cabinet de M. Emmanuelli. Je n'ai pas entendu repaître de l'affaire.

— Quand avez-vous été alerté ?

— Le 11 ou le 12 février, la Cour des comptes a informé mon directeur de cabinet qu'elle allait s'occuper de Carrefour du développement car des sommes importantes avaient transité par l'association. Nous nous sommes félicités de cette procédure, pensant qu'ainsi tout le système associatif gravitant autour du ministère de la coopération en profiterait. Si j'avais eu vent de quelque malversation, pensez-vous que j'aurais été assez inconscient pour ne pas m'en être préoccupé ou prendre des dispositions ?

— Étiez-vous au courant de l'entrevue accordée par M. Mitterrand à M. Chalié le 15 avril ?

— Je ne l'ai su qu'après. Ensuite, M. Mitterrand m'a reçu, il m'a demandé des explications et de suivre l'affaire.

— Comment de très nombreuses archives ont-elles pu être retrouvées par la PJ dans un local loué par M. Chalié ?

— Il s'agit d'archives du cabinet et de documents personnels. En effet, au lendemain du 16 mars, je n'avais pas de bureau à Paris. Les archives ont été entreposées dans un bureau dont disposait M. Chalié. Je n'avais aucune raison de me méfier de lui à cette époque.

— Ensuite, je lui ai demandé de rapporter les archives sollicitées par M. Aurillac au ministère de la coopération.

— Estimez-vous avoir été « piégé » ?

— Je crois que tout, aujourd'hui, porte à penser que ma confiance a été abusée et que M. Chalié s'est servi de sa place, de ses fonctions et de son pouvoir pour commettre un certain nombre de détournements à mon insu.

— Vous avez parlé d'« exploitation politique ».

— Pendant des semaines, on distille des informations. Il semble qu'on cherche, en définitive, à faire de cette affaire le feuilleton de l'été. Depuis le début, on veut monter une opération politique : on a voulu atteindre le PS, des hautes personnalités et moi-même. Pourquoi et qui ?

— Par ailleurs, il me semble qu'on cherche à atteindre des personnalités du département de l'Isère ; tout le monde s'accorde à dire que je suis solidement implanté dans ma circonscription et que je suis soutenu dans ma commune.

— En tout cas, les témoignages et les manifestations de sympathie me parviennent de la gauche comme de la droite. J'ai d'excellents amis, y compris dans le monde politique.

Propos recueillis par FRANÇOISE CHIFFAUX et CORINE LESNES.

La mort de Fritz Albert Lipmann prix Nobel de médecine

Le professeur Fritz Albert Lipmann, co-lauréat en 1953 du prix Nobel de médecine avec le professeur Hans Adolf Krebs, l'un des pionniers de la biochimie moderne, est mort à New-York à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Son nom restera attaché à la découverte du coenzyme A, une substance essentielle de l'organisme ayant en particulier sous sa dépendance la transformation des alcools et des amines.

[Après avoir réalisé ses premiers travaux à l'Institut Kaiser Wilhelm à Berlin, l'Allemagne en 1932, peu avant l'arrivée du nazisme. Après un passage à l'Institut Carlsberg de Copenhague, il s'était installé en 1939 aux États-Unis. Professeur à l'université de Harvard puis à l'université Rockefeller de New-York, il fut l'un des fondateurs les plus importants de la biochimie moderne. Outre sa découverte du coenzyme A, en collaboration avec Nathan Kaplan, on lui doit d'importants travaux sur l'étude de la biosynthèse des protéines et sur les antibiotiques.]

Les lauréats du CAPES 83 n'auront pas à repasser leurs épreuves

Après l'annulation par le Conseil d'État, le 18 juin 1986, du CAPES de lettres modernes de 1983 (le Monde du 10 juillet 1986), le ministre de l'éducation nationale a décidé de régulariser la situation des candidats admis. Les 234 reçus sont donc considérés comme professeurs certifiés, et leurs trois années d'enseignement seront prises en compte dans le calcul de leur ancienneté.

Pour les candidats ajournés en 1983, qui n'auraient pas obtenu entre temps le CAPES, une session spéciale sera ouverte au printemps 1987, avec un nombre encore indéterminé de postes. Les inscriptions seront ouvertes en octobre.

L'avenir du CNRS

Trois syndicats dénoncent la « réforme honteuse » de M. Devaquet

Trois syndicats des personnels de la recherche, relevant de la FEN ou de la CGT, viennent d'adresser à M. Alain Devaquet, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, une lettre ouverte assez violente. Ils s'en prennent à son intention de « décréter en plein mois d'août » une « réforme honteuse », qui vise à abaisser la représentation élue des personnels et qui « conduit progressivement à réduire le CNRS à n'être qu'un bureau d'études commandité par telle ou telle industrie, ou une caisse nationale de la recherche contrôlée par quelques universitaires proches des alliés du pouvoir ».

Cette prise de position vise le décret en préparation sur l'élection du comité national, organe consultatif du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), qui évalue les formations de recherche et propose embauches et promotions. L'élection du précédent comité ayant été invalidée par le Conseil d'État, il est urgent de rédiger un nouveau décret et de remettre en route un processus électoral qui prend plusieurs mois. Mais le ministère, qui aurait pu ne modifier que l'article invalidé, veut saisir l'occasion pour changer les règles d'élection et de fonctionnement du comité national, ce qui provoque la colère des syndicats. Le texte du décret doit être soumis le 12 août au comité technique paritaire du CNRS, et les syndicats demandent que cette réunion soit repoussée.

Des versions du projet de décret circulent déjà. On y apprend que le scrutin uninominal sera rétabli pour un des collèges d'électeurs (directeurs de recherche et professeurs d'université), les autres votant au scrutin de liste.

Le décret annulé prévoyait pour tous les collèges un scrutin de liste avec vote préférentiel. Le Conseil d'État l'a repoussé. Dans le projet actuel, les électeurs sont répartis en trois collèges : directeurs de recherches, professeurs, et assimilés ; chargés de recherche, maîtres de conférences et assimilés ; ingénieurs, techniciens et administratifs. Ces collèges éliront respectivement six, cinq et deux membres dans chaque section du comité, contre six, six et quatre auparavant. Aux treize élus s'ajouteront, comme auparavant, neuf membres nommés.

En 1982, les deux premiers collèges avaient été coupés en deux, pour séparer les personnels du CNRS des universitaires. Chez eux, derniers, ne votaient que l'essentiel de ceux qui travaillaient dans un laboratoire du CNRS ou associé à lui. Cela évitait que, dans certaines disciplines, les personnels propres de l'organisme ne soient noyés parmi des universitaires peu concernés par la marche du CNRS.

Mais la disposition la plus contestable figure dans un autre projet de décret, relatif au fonctionnement du comité. Elle précise que, lorsque seront discutées les nominations et promotions de directeurs de recherche, les élus des autres collèges, non seulement ne voteront pas comme c'était déjà le cas, mais ne siègeront pas. Pour certaines disciplines, la traduction est claire : les mandarins s'arrangeront entre eux.

M.A.

L'observation par satellite des océans

Les données seront traitées à Brest

En 1988 doit être lancé le satellite européen ERS-1 d'observation de la Terre. A la différence du satellite français Spot, qui donne des images du sol en lumière visible, ERS-1 observe en infrarouge et en hyperfréquences. Il est équipé d'un radar à synthèse d'ouverture, d'un altimètre radar qui permet de mesurer la hauteur des vagues à 10 centimètres près, et d'autres instruments qui le destinent surtout à l'étude des océans.

L'Agence spatiale européenne a confié à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER), associé au Centre national d'études spatiales (CNES) et à la Météorologie nationale, la réalisation d'un centre d'archivage et d'exploitation des données du satellite. Un protocole d'accord signé le mercredi 30 juillet engage la réalisation de ce centre, dénommé CERSAT, qui sera implanté à Brest, dans l'établissement de l'IFREMER. Employant une vingtaine de personnes quand il sera opérationnel, en 1989, le CERSAT fournira des produits élaborés associant aux données brutes fournies par le satellite des informations venant d'autres sources (mesures en mer) ou calculées à partir de modèles météo-océaniques.

ERS-1 est un satellite expérimental, mais il n'est pas isolé. Les États-Unis et le Japon lanceront des satellites analogues, et un projet d'océanographie spatiale, Topex-Poseidon, sera réalisé en coopération franco-américaine. L'objectif à long terme est de faire naître un marché des observations spatiales de l'océan, analogue à celui qu'ont créé, il y a quinze ans, les premiers satellites de télédétection des ressources terrestres. L'aide à la navigation, la pêche, l'exploitation pétrolière offshore, peuvent profiter largement des informations envoyées par ERS-1, mais les premières utilisations seront surtout météorologiques.

M.A.

L'annulation de la thèse sur les chambres à gaz

Du recours à l'invective

M. Henri Roques, auteur d'une thèse niant indirectement l'existence des chambres à gaz nazies et dont la soutenance a été annulée, le 2 juillet dernier, par le ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, M. Alain Devaquet, a déposé un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nantes.

Il l'a annoncé, le mercredi 30 juillet, à l'occasion d'une conférence de presse perturbée par la présence d'une vingtaine de jeunes militants de l'association SOS-racisme, et qui s'est immédiatement transformée en dialogue de sourds.

— Dans la salle : Roques, dans quel groupe nazi étiez-vous pendant la guerre ?

H. Roques : Vous êtes inspecteur de police ?

(la salle) : Non, inspecteur de la mémoire.

H. Roques : Je suis ici pour dépassionner le débat !

(la salle) : On ne discute pas avec les hitlériens.

H. Roques : Tu as lu ma thèse ?

(la salle) : Ta thèse, elle a été annulée.

H. Roques : C'est la soutenance qui a été annulée. Ma thèse existe, sauf à la brûler en place de Grève.

(la salle) : Et les irrégularités de la soutenance ?

H. Roques : Vous êtes des potes à Devaquet, alors...

(la salle) : Et l'enquête administrative du recteur ?

H. Roques : Le recteur est aux ordres.

(la salle) : Il y a bien eu des irrégularités. La signature falsifiée sur le procès-verbal de la soutenance, par exemple ?

(Il s'agit de la signature de M. Thierry Buron, assistant d'histoire à l'université de Nantes, qui ne participait pas à la soutenance.)

H. Roques : A qui profite le crime ? Ni au candidat, ni au jury. Je vous laisse le soin de conclure qui a imité cette signature. Quand on veut trouver des vices de forme, on finit toujours par en trouver. Et quand on n'en trouve pas, on en fabrique. De toute façon je suis la victime.

(la salle) : Et les morts d'Auschwitz ? Il est hors de question qu'on vous laisse parler.

H. Roques : Pour pouvoir respecter vraiment les morts il faudrait déjà savoir combien il y en a eu.

Sinistre comptabilité.

G.C.

Les projets de M. Albin Chalandon

L'inquiétude des personnels de l'administration pénitentiaire

Devant les suppressions d'emplois prévues dans le domaine de l'éducation surveillée au budget 1987 du ministère de la justice, le Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée a exprimé, le mercredi 30 juillet, au cours d'une conférence de presse à Paris, son « inquiétude » vis-à-vis de ce qu'il considère comme un projet de « démantèlement à terme ».

Les personnels de l'éducation surveillée, qui prend en charge 60 000 jeunes chaque année (45 % de délinquants, 55 % en « danger moral »), craignent que les projets de création de centres éducatifs professionnels et sportifs et de « chantiers de jeunesse » de M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ne se

transforment en « lieux d'enfermement des mineurs », où se développerait une « pédagogie musclée ».

Le SNEPS estime cependant que le projet des chantiers a « évolué dans un sens qui convient mieux à leurs préoccupations » : de réinsertion pour les jeunes. C'est ainsi qu'il n'est pas opposé, « sous cette forme », à un projet des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais : au 1^{er} septembre, un premier stage de formation professionnelle rémunéré pour six mois groupant seize jeunes, actuellement sous protection judiciaire et un second stage au 1^{er} janvier 1987 pour seize autres qui renouvelleront les logements d'une cité minière à Calonne-Ricourt, près de Béthune.

A Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône)

Fusillade dans un bar : trois morts, quatre blessés

Trois personnes ont été tuées et quatre autres blessées lors d'une fusillade qui a éclaté, mercredi 30 juillet, vers 21 heures, dans le bar de la gare de Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône). Les trois morts sont trois gérants du « clan de Santiago », une communauté importante dans cette localité.

Selon la police, une altercation aurait eu lieu entre un membre du « clan de Santiago » et M. Manuel Franco, gérant du café, qui était toujours armé derrière son bar. Le client éconduit aurait d'abord quitté

l'établissement puis il y serait revenu avec plusieurs membres de son clan, armés, pour une expédition punitive. La fusillade, qui a commencé à l'intérieur du café, a continué dans un parking et un square proches.

Plusieurs blessés ont pu être transportés à l'hôpital de La Timone à Marseille. D'après les policiers de Martigues, qui mènent l'enquête, il semblerait que d'autres participants à la fusillade, blessés, aient préféré prendre la fuite.

Jeux interdits

Obus authentiques, revolvers, grenades à en état de marche, le tout destiné de la dernière guerre, tels étaient les jouets avec lesquels les gérants de la résidence Blaise Pascal, à Montmorency (Val-d'Oise), s'armaient le mercredi 30 juillet. Ces armes et ces explosifs avaient été déterrés par des ouvriers causant une tranchée pour l'installation d'un égout. Personne ne s'inquiétait de cette extrava-

gante situation jusqu'à ce qu'un adolescent noir de seize ans découvre les enfants et prévienne un animateur du quartier.

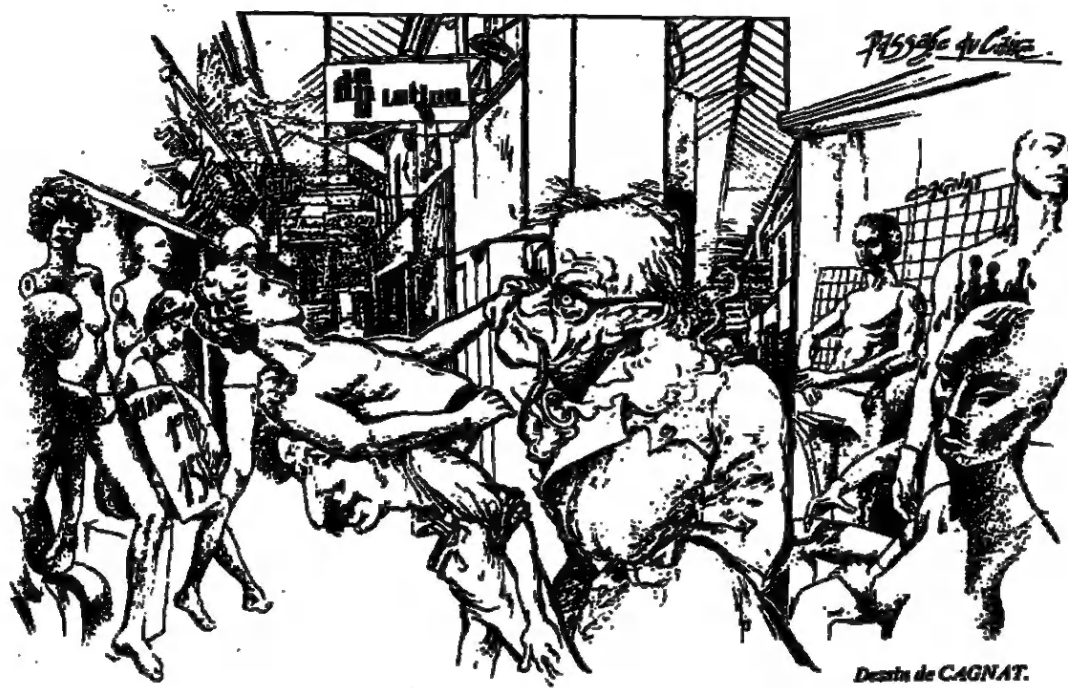
La police a fermé les lieux, les a gardés toute la nuit et devait faire enlever ces « jouets » dangereux par des spécialistes. Deux obus ont été retrouvés sur l'un des balcons de la résidence voisine, où un jeune homme les avait transportés.

11 — Lorand Gaspar, poète du désert

Le Monde DES LIVRES

Les pas perdus de Nestor Burma

Jean-François Vilar,
le romancier
de « Bastille Tango »,
s'est promené
dans le Paris
de Léo Malet
et de son
« détective
de choc » :
le Paris
des « Nouveaux
Mystères »



PARIS de Léo Malet ou Paris de Nestor Burma ? Rarement au fil des années un auteur s'est confondu à ce point avec sa création. Même pipe à tête de taureau (achetée 60 F en 1939), même gouaille grinçante, même goût pour les mêmes femmes (affriolantes lingerie comprises), et, si j'en crois quelques courriers, même carte de visite. Mieux, la biographie de Léo Malet recoupe largement les « itinéraires » de Burma, le « détective de choc », « l'homme qui met le mystère knock-out ».

Paris ? Malet y débarque à seize ans, le 1^{er} décembre 1925, à 9 heures du matin. Il vient de Montpellier, où il est né. Le chef du personnel de la Banque Castelnau, où il était employé, lui a reproché de vendre publiquement l'insurgé, le journal anarchiste d'André Colomer. Orphelin de père et de mère, sans réelles attache,

il plaque tout sur un coup de tête. Le billet de train payé (aller simple, 95 F), il se retrouve gare de Lyon avec en poche le reliquat de la paye : 105 F. Evidemment, il fonce chez Colomer. C'est presque à deux pas, 259, rue de Charanton. Là, il dort sur le même divan qu'avaient utilisé avant lui Germaine Berton et Emile Côtin. L'une avait occis un pont de l'Action française, l'autre avait quelque peu tenté de proprement révolutionner Clemenceau.

« J'éprouve une sorte d'amour charnel pour Paris, explique Léo Malet. C'est peut-être ce qui m'a fait venir si jeune. Et j'ai eu de la chance (si on peut appeler ça une chance, car elle ne pouvait s'exercer que parallèlement à la mistongle) de vivre tout de suite au contact du pavé, celui du boulevard et des faubourgs (1). »

De fait, il ne suffit pas de devenir le plus jeune chansonnier de la

Butte. Engagé le 25 décembre 1925 à la Vache enragée (place Constantin-Pecqueur), un cabaret où, pour ne pas provoquer la colère des riverains, il est de règle de ne pas applaudir, Malet n'en est pas moins un semi-clochard. C'est à ce titre qu'il se fait agiter un matin, épuisé, alors qu'il sommeille sous le pont Sully. Direction la Petite-Roquette, la prison des jeunes détenus (elle ne deviendra prison pour femmes qu'en 1935). Ces épisodes de jeunesse, de même que le passage au Foyer végétalien de la rue de Tolbiac (Malet le situe à l'emplacement de l'actuel n° 182), s'intègrent tout naturellement dans la biographie de Burma.

Il enrichissent aussi la trame désespérée de la Trilogie noire (2). Le Paris de Malet est celui de la mouscaille et du besoin. C'est le Paris des pas-de-chance qui repiquent du nez à

peine l'espoir fugitivement entr'aperçu. Ainsi, bien plus tard, en 1952, et après avoir tant bien que mal vécu de sa machine à écrire pendant dix ans, Malet se retrouve-t-il manutentionnaire chez Hachette.

Plus tard encore, en 1965, et après l'interdiction (définitive ?) des Nouveaux Mystères de Paris, il se retrouve bouquiniste quai de l'Hôtel-de-Ville (au niveau du pont Louis-Philippe). Petit boulot dont il s'acquiesce d'ailleurs avec désinvolture : il garde pour son usage personnel les ouvrages qui l'intéressent !

JEAN-FRANÇOIS VILAR.

(Lire la suite page 12.)

(1) Cahiers du Silence. Kesseling, 1974.
(2) Récentement rééditée en 10/18. Coll. « Appel de la vie ».

Thomas de Quincey au chevet de Kant

Quand les philosophes ont rendez-vous avec la mort.

QU'Y A-T-IL donc de si prometteur, de si accablant, de si ravissant dans la mort d'un philosophe ? Pourquoi, lorsqu'un esprit universel dépérit en d'infâmes convulsions, sommes-nous saisis d'une telle mansuétude, d'une telle pitié, d'un tel ressentiment et d'une telle cruauté horrifiée ? En vérité, c'est là, à ses derniers moments, que nous attendons, que nous attendons depuis toujours celui qui prétendait posséder ce que nous ignorons : la connaissance de l'Être. Un philosophe peut tromper les hommes, il ne trompera pas la mort. Thomas de Quincey l'avait compris il y a bien longtemps : l'histoire de la philosophie, c'est l'histoire de la mort des philosophes, et nous pourrions décrire cette légende dorée, cette hagiographie des pâmoisons latentes.

Car nous sommes marqués, tous autant que nous sommes, par la mort de Socrate, et nous voudrions tous que notre fin soit notre éternité, que notre corps démontre la beauté du logos et que nos yeux mortels soient enfin délivrés de l'étreinte du temps.

La mort de Kant fut antiscocratique par excellence. Si jamais sa vie fut à l'image de son système, sa mort en fut la destruction, et de Quincey s'en fait le chantre et le héros dans un beau texte sombre et désolé que l'on vient de rééditer. La machine à penser se dérègle ; Kant perd la vue, l'usage de la parole, l'usage même de son nom. Il fait d'horribles cauchemars qui lui représentent des formes d'assassins. Au lieu de tracer le plan de la Raison pure, il trace, puérilement et d'une main affaiblie, un programme de voyages — à pas plus de 20 kilomètres de Königsberg ! — qu'il n'accomplira jamais. Il se bat, des heures

durant, avec la ceinture de sa robe de chambre, qu'il agrafe et dégrafe sans cesse.

Sa fin est l'achèvement ironique de sa philosophie, qui fait songer aux derniers mots d'Auguste : « Comedia finita est », aurait-il dit avant de rejoindre les dieux. « D'abord la respiration devint plus faible, puis elle se fit irrégulière, puis il y eut intermittence totale et la lèvre supérieure se releva légèrement ; ensuite il y eut une faible respiration ou un soupir, puis plus rien ; mais le pouls battit encore quelques secondes plus lentement, plus faiblement, jusqu'à ce qu'il cessât tout à fait ; le mécanisme s'arrêta ; le dernier mouvement fut interrompu ; et exactement à ce moment la pendule sonna onze heures. »

Rien de moins socratique que cette mort ponctuelle, rien de moins sublime, rien de moins philosophique. De Quincey, avec une grande pitié, suit pas à pas l'agonie d'un homme qui fut le siège d'une grande pensée ; avec la ténacité d'un amoureux, d'un amant épris des derniers souffles de sa passion, il écoute les palpitations d'une âme qui se meurt, les soubresauts d'une intelligence qui défaille, les nostalgies d'une jeunesse qui ignore le printemps. Rien de plus émouvant que ce texte apparemment glacé, apparemment « médical », fort bien représenté, au demeurant, par la gravure de couverture : un homme stupéfait de douleur qui suit un corbillard dans l'indifférence générale.

BERNARD EDELMAN.

* LES DERNIERS JOURS D'EMMANUEL KANT, par Thomas de Quincey. Traduction et préface de Marcel Schwob. Édition Ombres (Toulouse). 70 p., 40 F.

« Quelque chose noir », de Jacques Roubaud

La mort la poésie

MEME si vous n'avez pas lu de poésie depuis des années — surtout si vous n'avez pas lu de poésie depuis des années — ne manquez pas Quelque chose noir, de Jacques Roubaud, un des livres les plus bouleversants et les plus intelligents, non de la saison littéraire, mais de la littérature contemporaine.

On savait Jacques Roubaud poète et mathématicien, rompu aux jeux du langage et de la logique. Mais cette fois-ci, point n'est besoin pour le lire de tout connaître du haïku ou du jeu de go. Quelque chose noir accomplit le chemin d'un deuil — la jeune femme de Roubaud, la photographe Alix Cléo Roubaud, est morte en janvier 1983, — confronte la poésie et la mort, côtoie l'aphasie (un poème porte ce titre), puis remonte vers la parole et l'écriture.

Quand Alix Cléo Roubaud meurt, à trente et un ans, en 1983, Jacques Roubaud cesse de parler, et d'écrire de la poésie. En juin 1985, il commence Quelque chose noir, réflexion sur ce deuil et ses trente mois de mutisme : un ensemble de poèmes — 9 séquences, de 9 poèmes chacune, de 9 phrases chacun (est-ce le signe de « quelque chose neuf » ?) — un livre en noir et blanc, comme un négatif photographique, où le langage fait l'épreuve — à tous les sens du mot — de la mort.

« La mort est la négation de la poésie », disait Eluard ; la « haine de la poésie », reprend Roubaud après Bataille. Que peut faire la parole, qui suppose la référence, contre la mort, qui est l'absence radicale ? Les poètes ont toujours essayé de répondre, en se coulant dans des tractations. Roubaud s'y refuse : « Il est convenable de s'en tenir aux genres attendus : (...) rituels/il y a ainsi des engagements de sentiments disponibles dont je ne sais pas me servir. »

Resterait l'évocation par la comparaison, manière de changer l'absence en approximation. Roubaud s'y refuse aussi : « Il pourrait me venir à l'esprit de te comparer à un corps noir,

rayonnant d'une distance énorme, quasi infinis, une sombre lumière qui n'arrête pas de me parvenir (...). Je la pourrais, mais je ne m'y résigne pas. »

Il ne s'agit pas non plus de recréer la mort, de ruser avec le réel. « Je n'appelle pas à la survie ton être de non morte », écrit Roubaud dans Théologie de l'indépendance, et, dans Cette région : « Je ne m'efforcerai pas d'obtenir la restitution. »

Tous ces refus n'en désignent qu'un seul, de la poésie, pendant trente mois. « 1983 : janvier, 1985 : juin » : « La registre rythmique de la parole me fait horreur. Je ne parviens pas à ouvrir un seul livre contenant de la poésie. » Le roman « se passe dans plusieurs mondes possibles. Dans certains, la jeune femme n'est pas morte ». La poésie, elle, n'est pas fiction. Il lui faut affronter la mort et elle y risque sa propre existence, comme en témoigne, au plus fort de la haine, Enigme, ce sonnet dynamité, éclaté. Roubaud désintègre le poème, et, tout particulièrement, une forme qu'il affectionne. Son premier recueil, était composé presque exclusivement de sonnets (1).

Contagion du néant : devant la mort le langage maîtrise du sens et des formes se dissout : « Ta mort m'a été montrée. Voici : rien et son envers : rien. » La proposition « tu es morte » annule toute logique, et « rien ne saurait se dire », affirme Roubaud dans Méditation de l'indistinction, de l'hérésie qui se termine sur le Quelque chose noir donnant le titre du recueil, et qui est dédiée à un linguiste, Jean-Claude Milner. « Tu es morte n'a besoin d'aucun univers de discours », « tu es morte » ne peut mener qu'à l'aphasie.

JOSYANE SAVIGNEAU.

(Lire la suite page 13.)

(1) Gallimard 1967.

Les lecteurs retrouveront le feuillet de Bertrand Poirot-Delpech dans « le Monde des livres » du 29 août.

Hervé
Claude

L'enfant à l'oreille cassée
roman



« Un roman sensible... tout est murmure, sobre, délicat. » Jérôme Garcin, L'Événement du Jeudi

« Violence, angoisse, rebondissements. Rien ne manque à cette histoire plus profonde qu'il n'y paraît. » Jacques Prezelin, France-Soir Magazine

« Un écrivain sensible et exigeant. » Olivier Maurais, Le Figaro Magazine

RAMSAY

هكنا من الشغل

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

BIOGRAPHIE

Le jeune faucon

Georges Guynemer ? Un capitaine de vingt-deux ans mort au combat en 1917 après avoir abattu cinquante-trois avions allemands.

Jules Roy, l'aviateur, a voulu connaître de plus près cette figure légendaire de l'aviation de chasse. Il a trouvé un fils de famille malingre, si malingre que les médecins militaires l'ont réformé trois fois. Le soldat le plus fêté de France est un garçon un peu féminin d'allure qui a réussi à se glisser frauduleusement dans un uniforme de balayeur de hangar et de laveur d'avions. Et qui, fou d'aviation, a grimpé en quelques mois jusqu'au zénith.

C'est, dit Jules Roy, qui cherche ses mots pour le dépeindre, un chevalier, un Hidalgo. Et d'abord, un oiseau de proie au regard immense et noir.

Guynemer a l'instinct du chasseur. Tuer est sa fonction. Il tue sans problèmes, avec acharnement, comme on bat des records. Froideur ? Non. Il hait le boche comme l'y pousse toute son époque.

Les femmes ? Guynemer, as des as, vedette des vedettes, n'a qu'à se baisser. Yvonne Printemps, quelques autres... Le repos du guerrier adoré du Tout-Paris. En fait, s'il ne refuse pas les couchages qui s'ouvrent à lui, il réserve sa passion aux avions. Sa correspondance amoureuse ? C'est celle qu'il échange avec l'ingénieur qui met au point ses appareils et qu'il bombarde d'innombrables et minutieuses recommandations : Guynemer est un obsédé du mieux-tuer.

Jusqu'au jour où, selon la formule inventée pour lui, il tombera « en plein ciel de gloire ». Dernière prérogative du héros passé au rang du mythe : il disparaît. On ne retrouvera jamais le corps de ce jeune homme fiévreux, enfermé dans la spirale de ses victoires.

Jules Roy admire la mécanique Guynemer, le faucon Guynemer. Il s'acharne à le faire revivre. Non sans peine. Un jeune, très jeune faucon. Qui n'a pas le temps d'acquiescer une épaissure, une humanité. Une famille riche, conformiste : une passion ; cinquante-trois victoires ; un ciel vide. Tout autour les restes d'une société où les rigidités bourgeoises et les derniers froufrous de la Belle Époque et la boussole bouchée des tranchées s'entrement.

J. P.

★ GUYNERMER. L'ANGE DE LA MORT. UNE VIE, de Jules Roy. Albin Michel, 352 p., 98 F.

NOUVELLES

Portrait de femme

Dans *Le temps s'en va, madame...*, un recueil de onze nouvelles, Flora Groult nous entraîne à travers les vies — des moments de vie, plutôt — de onze femmes. Le rêve et l'évasion sont présents — de grandes capitales, Washington, Hongkong, Paris, Londres, Hel-

sinki, des princesses et des marquises, — mais ils sont toujours tempérés par l'ironie douce ou cruelle de Flora Groult. Elle manie aussi très bien le suspense dans ces histoires courtes, sans pitié pour l'éternel féminin.

Des portraits de femmes sans groupe, la solitude désargentée, l'oubli, l'arrachement et les tromperies : tout y est. Mais aussi l'amour, surtout l'amour, à tous âges. Et toujours Flora Groult surprend, dans ces histoires de la vie quotidienne, ces vacances banales en Irlande, en Italie, qui se transforment en jeux de séduction ou de larmes. La jolie titre du livre — *Le temps s'en va madame* — tient toutes ses promesses.

D. G.

★ LE TEMPS S'EN VA, MADAME..., de Flora Groult, Flammarion, 205 p., 70 F.

Brefs Tableaux

De l'humour, de l'amour, du fantasme et du fantastique, une tranquille ironie et pas mal de dérision, à l'image de la vie qui bestonne aux moments les plus imprévus... Il y a tout cela dans ces vingt récits d'André Stil, et de la tendresse plus encore.

L'auteur, aux aguets de la vérité des âges, leur dérobe leur vocabulaire spécifique, les tics langagiers d'une corporation ou d'une génération. On est dans la cabine du poids lourd, où un routier minable confond vitesse et puissance ; on est chez le sculpteur, enfin content de l'œuvre qui va l'assommer, cahotée dans la camionnette où il la transporte ; nous vivons, avec Juliet, la naissance d'une invention miracle, solution aux problèmes de l'énergie ; nous regardons la vieille pied-noir sauve de la déchéance par un corniaud, mais pas pour longtemps, et nous vivons, avec le maître de Titi le chat, l'angoisse d'une fugue nocturne.

De brefs tableaux, mais le silence est si plein, entre les mots, qu'ils paraissent trois fois plus grands que nature. « Récits » ? « Nouvelles » ? On ne sait. Mais on trouve, ici, quelques exemples de ce que le genre court peut produire de meilleur.

G. G. A.

★ UNE HISTOIRE POUR CHAQUE MATIN, d'André Stil, Grasset, 202 p., 62 F.

Eaux-fortes

Ces onze Eaux-fortes de Bernard Simeone, dira-t-on que ce sont des nouvelles ? Quand on en commence la lecture, on serait tenté de répondre affirmativement, et puis on doute vous vient : Simeone semble bien, en effet, raconter de brèves histoires, quelques moments d'une vie, une impression, un épisode ; mais ce qu'il rapporte peu à peu s'estompant, tant sa manière de dire, ses cadences, ses images, finissent par imposer au lecteur une musique fascinante, déchirante à force de retenus. On devine, derrière ces

pages limpides mais parcourues d'imperceptibles frémissements, des abîmes de désarroi et de chagrin, et ces tragédies que la plus modeste existence décline parfois pour qui prend, un instant, la peine d'écouter. On connaissait Simeone comme un excellent traducteur : l'explication est simple, et c'est qu'il est un excellent écrivain.

M. F.

★ EAUX-FORTES, par Bernard Simeone. Flammarion, 146 p., 75 F.

MEMOIRES

La précarité

de Geneviève Gennari

A la précarité intrinsèque de la condition humaine, Geneviève Gennari tient à ajouter une précarité qui serait spécifique de l'état de femme, proposition qu'on pourrait physiologiquement et historiquement discuter. L'intérêt de son livre, un brin raisonneur parfois, est qu'il résonne de sincérité et que cette sincérité, excitant l'attention et la sympathie, est tonique.

Plus encore que dans la *Robe rouge*, autobiographie d'une enfance, Geneviève Gennari se révèle ici dans une composition si libre qu'on a l'impression d'une conversation cœur à cœur. Si bien élevée, si réservée, cette femme d'aspect calme est une femme-brasier. Toute sa vie, elle a souffert, elle « bourgeoise », de se sentir une « marginale », en tout. Dès le départ « en situation », née d'un père italien, agnostique superbement « mecho », et d'une Française catholique et soumise : entre deux patries, entre deux attitudes métaphysiques, entre deux formes de tendresse.

Plus tard, elle fut féministe, mais à peu près seule sur le terrain où elle menait ce combat, pleine de circonspection et d'interrogations. Son célibat prolongé fut une autre marginalisation, d'autant plus douloureusement ressentie que le métier d'écrivain renforce la solitude : déchirée entre l'exigence d'écrire et la déception de succès injustement étroits, sauf pour le *Journal d'une bourgeoise*, et bien qu'une thèse ait été consacrée à son œuvre, aux États-Unis.

Geneviève Gennari confesse ses illusions perdues, ses flambées d'enthousiasme avec leurs retombées décevantes, une série de déceptions tenues secrètes après lesquelles, chaque fois, elle a rassemblé ses forces fragiles pour s'élancer à nouveau dans d'autres voies, où l'attrait des curiosités insatiables. Un héroïsme, en somme. Mais l'héroïsme n'engendre pas le bonheur.

G. G. A.

★ LA FEMME PRÉCAIRE, de Geneviève Gennari, Julliard, 275 p., 75 F.

EN BREF

● Les amis du président. — Le deuxième numéro du mensuel littéraire et culturel, *Marula* consacré à Gabriel Matzneff comporte un hommage de M. François Mitterrand, toujours fidèle en amitié.

Grégoire Dubreuil a repris le titre, emprunté à Cocteau, d'une publication qui avait connu une trentaine de numéros de 1971 à 1974. Michel Moutet, actuellement journaliste à *Valeurs actuelles*, en était le directeur.

An sommaire figurent également des contributions signées : Alain de Benoist, membre fondateur du GRECE, et Michel Marmin, dirigeant de la même organisation, qui défend l'idéologie de la « nouvelle droite » *Matula*, 36, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, 75005 Paris.

● Le prix « Les transports, l'homme et la ville » a été attribué à Pierre Bouvier pour ses ouvrages *Technologie, travail, transport et Paris - New-York - étude comparative des transports urbains de masse 1900-1985*. (Librairie des Méridiens).

HISTOIRE

Sur quelques

crimes passionnels...

Les archives judiciaires sont particulièrement prisées des historiens épris de sources originales. Après l'exemplaire *Impossible mariage* d'Elisabeth Cleverly et Pierre Lemaisons (1), plusieurs livres, inégaux, ont, ces derniers mois, illustré cette nouvelle tendance.

Joëlle Guillaud, docteur en histoire, nous offre le *Choir de l'autre* avec pour sous-titre le *Crime passionnel au dix-neuvième siècle*. L'historien anglais Richard Cobb publie, presque en même temps, un ouvrage passionnant, fruit de ses longues promenades dans les archives judiciaires de la Révolution française : *La mort est dans Paris* (2). Il trace son enquête sur quelques années qui suivent la Terreur, donnant, lui, à l'historien une grande leçon de modestie : il ne prétend pas à l'universel.

Joëlle Guillaud a beaucoup travaillé sur partie d'une unique source, riche et est vraie, conservée aux Archives de la Seine sous la cote D2 U8 négligeant ainsi celles qui lui offrent les Archives nationales (cote 8820) et qui aurait donné son plein sens au sous-titre de l'ouvrage.

Au-delà du simple argument judiciaire, Joëlle Guillaud extrait fort habilement le suc des enquêtes, des aveux et des témoignages. Quelques affirmations sembleraient cependant hasardeuses, telle cette phrase péremptoire : « Les criminels passionnels se recrutent dans un milieu bien précis : celui du monde ouvrier ». L'évocation d'affaires concernant petits-bourgeois ou gens du monde dément, quelques pages plus loin, cette singulière limitation.

Nombre d'observations pertinentes tirées des dossiers ou d'ouvrages des premiers criminologues font de ce travail un agréable stimulant. Mais pourquoi rappeler qu'il faut attendre le Second Empire pour voir apparaître le casier judiciaire, alors que tous les dossiers de la série examinée comportent le tableau — exigé par le circulaire du 3 mars 1828 — comprenant les antécédents judiciaires ? Pourquoi opérer des sondages sur les seules années qui suivent 1870, alors que la série comporte de beaux dossiers concernant la fin du Second Empire. Pourquoi surtout, pour un sondage portant sur dix ans, laisser l'éditeur sous-titrer : le *Crime passionnel au dix-neuvième siècle* ?

Y. L.

★ LA CHAIR DE L'AUTRE, LE CRIME PASSIONNEL AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE, de Joëlle Guillaud, éd. O. Orban, 327 p., 120 F.

(1) Hachette 1982.

(2) Richard Cobb, *La mort est dans Paris*, enquête sur le suicide, la meurtre et autres morts subites à Paris au lendemain de la Terreur (Éd. Le Chemin Vert).

Ont collaboré à cette rubrique : Mario Fusco, Ginette Guillard-Arviest, Dominique Geores, Yves Lemoine, Jean Planchais et Sandrine Treiner.

● AU FIL DES LECTURES

Les égarements de l'imaginaire

Dans quelques pages magnifiques de son précédent récit — *le Miniaturiste* — Martin Melkonian (voir « le Monde des livres » du 16 novembre 1984) définissait une sorte de phénoménologie de la couleur. « Parfois, une couleur, dans son indicible subtilité, selon des apparitions multiples et contradictoires, (...) rend capot, émeut. »

Désobéir, le deuxième récit de Melkonian, est le constat, le développement de l'une de ces émotions captatrices. Le « visage lauré d'une rouge chevelure » d'Hippolyte et l'image superposée du Saint Georges du Carpeccio forment l'unique effigie où se concentrent les désirs du narrateur. « A ce visage, je demandais l'oubli ; la promesse d'essayer la meute de mes peurs ; je demandais de traverser un monde que je ne supportais pas, de m'entraîner vers une étendue lavée, la mer... »

Comme le *Miniaturiste*, *Désobéir* est divisé en trois séquences biographiques : « *visage* », « *l'absence* » et « *issue* ». Mais les épisodes qui scandent le récit, ceux de la rencontre amoureuse, de l'initiation et de la dépendance érotique et enfin de la rupture ne sont que les supports, les plaques photographiques que viendront impressionner des « images mentales ». Ces « images intimes », ces égarements de l'imaginaire, « espace de rêve empli d'improductivité, de paresse, de temps perdu », constituent le fondement, fluctuant, insaisissable, du projet littéraire de l'auteur. Cependant, la part faite à la psychologie, à l'interprétation des productions de l'inconscient, est réduite. Elle est intégrée dans le « décor » esthétique accompli par l'écrivain.

Les bribes de l'histoire individuelle du narrateur, fils d'immigré délogé de sa langue première, sont les fragments épars que l'écriture, superbement ouvrière, recompose en objet d'art et de plaisir, de connaissance aussi.



Martin Melkonian

L'ardoise du malheur

Le malheur, la fatalité du malheur est le thème de *L'ardoise*, le premier roman de Jacques Alsiér. L'histoire, simple, déchamée, presque schématisée de Ludovic, sa douloureuse confession, n'existant qu'en fonction de leur destinataire : la mère, porteur, emblème de cette fatalité.

Deux temps : celui de l'enfance, meurtrie, plétinée, et celui de l'âge adulte à ses commentements, qui ouvre un peu plus la blessure récente, réalise ce qui n'avait été encore qu'esquissé. Deux lieux : le logis — atelier familial, clos, privé d'horizon, peuplé de l'acablement silencieux du père et des investives du resserrement maternel, — et la salle sportive municipale, où le minable le dispute au sordide.

Dans le roman de Jacques Alsiér, tout est exactement découpé, tranché dans le vif d'une existence dont l'écriture tente de dresser le trieste bilan. Les chapitres sont autant de scènes brèves, alternativement prélevées à ces temps et à ces lieux.

Il y a deux côtés, « deux mondes » dans la salle de gymnastique : celui des écrivains, où Ludovic est professeur, blanc, « propre, rigoureux et froid comme une lame », et celui des hétérophiles, des « bestiaux », corps suants, sangues, courtoises, cuir, métal gras-seux, odeurs pharmaceutiques. Mais ce monde est aussi le monde des « hommes ». Ludovic, ammué dans son enfance, dans la désespérance dont sa mère l'a nourri, ne peut qu'en subir l'attraction. Lui, malingre, dissimulé, doit s'affirmer, se mesurer à ces masses de chair. Il le fera avec ses pauvres moyens, en suivant sa pente propre. Il deviendra leur négatif exact, l'effimé, la « tricotieuse », objet des quolibets, des désirs aussi de ces parangons d'une dérisoire virilité... jusqu'à l'acte propositaire final.

Débarrassé de tout élément décoratif ou inutilement anecdotique, le récit de Jacques Alsiér parvient à son terme, où l'horreur est portée à son comble. Il n'y a toutefois, dans ce livre, nulle complaisance à l'égard de la misère, nulle esthétique de la misère. Et si misère et nudité s'ajoutent, c'est pour parvenir à la conjuration des dettes, à l'effacement de *L'ardoise*.

L'ange de la révolte

L'homosexualité est également présente dans le dernier roman d'Éric Jourdan, *Révolte*. Mais loin d'être, comme dans *L'ardoise*, le signe de la déchéance du héros, elle est, ici, la forme d'une possible plénitude amoureuse.

Révolte, qui fait suite à *Charité* (voir « le Monde des livres » du 24 mai 1985), met en scène le jeune Romain, image de la pureté adolescente, en même temps qu'incarnation de la « force sexuelle de la jeunesse ». L'action se situe à une époque proche, sinon immédiatement contemporaine, dans un pays indéterminé, peut-être balte et orthodoxe, sous le joug d'un régime fort dominé par les militaires.

D'un angélisme dévastateur pour tous et pour lui-même, Romain est la révélation, celui dont la présence même désigne le pur et l'impur, sépare le bien du mal. Pacifiste une manifestation d'étudiants menacée par la force brutale de l'armée, ou dévotant la vénération de son amour, Romain est celui par qui le scandale arrive, doit arriver, afin de métamorphoser les êtres, de les contraindre à leur propre vérité. Mais, des épreuves qu'il traverse, il ne sort pas non plus indemne. L'initiation amoureuse et les blessures qu'il en retire, l'apprentissage de la colère et de la haine, sont autant d'étapes qu'il doit parcourir jusqu'à sa propre métamorphose, dans le sacrifice.

D'une écriture sobre et retenue, — les premières pages sont d'une très grande force et beauté — le roman d'Éric Jourdan est environné d'une atmosphère insolite, où ce qui est dit et décrit semble ne désigner que le lieu d'un mystère, d'un secret inaccessible. La succession des épisodes, traités avec une évidente volonté de réalisme, se trouve ainsi baignée dans une lumière irrésolue. (Une relecture aurait pu épargner au lecteur la confusion de lignes et de passages, aux pages 224 et 225 du roman.)

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ DÉSOBÉIR, de Martin Melkonian, Seuil, 109 p., 49 F.

★ L'ARDOISE, de Jacques Alsiér, Seuil, 190 p., 69 F.

★ RÉVOLTE, d'Éric Jourdan, la Différence, 326 p., 86 F.

La mort de Mason Hoffenberg

Nous avons appris la mort, survenue en juin à New-York, de l'écrivain américain Mason Hoffenberg.

PETIT-FILS d'émigrés russes et allemands, le romancier américain Mason Hoffenberg vient d'achever à New-York un destin à bien des égards emblématique de la génération d'intellectuels juifs new-yorkais à laquelle il appartenait.

C'est à Paris, après avoir participé à la libération aux côtés de l'armée américaine, qu'il avait d'abord rencontré nombre d'artistes et d'écrivains français et américains dont il allait retrouver certains à Greenwich-Village. De William Burroughs à Allen Ginsberg et à Bob Dylan, il n'est guère de grands noms de la Beat Generation qu'Offenberg n'ait côtoyés et dont il n'ait partagé les expériences et les recherches, avec audace et ferveur, mais parfois aussi avec un sens de la dérision que tous ne devaient pas lui pardonner. Il a inspiré notamment à Jack Kerouac un personnage de ses romans.

Homme très érudit, grand connaisseur de la littérature française, il n'était pourtant pas, au sens européen du terme, un homme de culture, car son sens de l'humour le conduisait à une remise en question de toutes les valeurs. Hoffenberg a laissé de nombreux romans dont il ne se vante guère. Le plus célèbre reste *Candy* (1), écrit en collaboration avec Terry Southern et publié d'abord à Paris chez Olympia Press, l'éditeur de V. Nabokov qui fut porté par la suite à l'écran avec Mario Brando dans le principal rôle masculin.

Comme nombre de ses pairs, Mason Hoffenberg avait achevé la quête passionnée de la Beat Generation en retournant aux racines de la pratique et de la foi juives, sans rien renier pourtant de son originalité ni de son intransigeance.

ANTOINETTE HALFF.

(1) Réédité dans la série « Domaine étranger » de la collection « 10/18 ».

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES 6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

LECTURES
de l'imaginaire

● PORTRAIT

Lorand Gaspar, poète du désert

De la Transylvanie à la Tunisie en passant par Jérusalem, le voyage d'un chirurgien captivé par les mots.

COURTOIS, souriant, Lorand Gaspar parle sans hâte, d'une voix un peu sourde. Il est pourtant quotidiennement confronté à l'urgence. L'auteur des poèmes solaires et détonnés d'Égée et de Sol absolu (1) est, en effet, un praticien de renom qui, après avoir été chirurgien-chef d'un hôpital français par les soins de Saint-Joseph à Jérusalem, exerce depuis 1970, à Tunis, au CHU Charles-Mérieux. Il est venu à Paris pour quelques jours, à l'occasion de la sortie de son livre : des Journaux de voyage, dans une édition illustrée par des dessins de Zao Wou-ki, et des Feuilles d'observation.

Lois de toute anecdote, ces pages de carnets montrent une attention passionnée et très concrète au monde qui nous entoure : une branche d'amandier, la vibration de la lumière, le vol d'un oiseau, l'odeur de la terre après la pluie. C'est, remarquable chaque jour à l'aube, « l'étonnement d'être là ». Ce sont aussi des réflexions courtes, parfois par les lectures les plus diverses, de Montaigne à Kafka, de Saint-Simon à Yeats. C'est enfin, prolongeant l'approche de la parole (2), une analyse de la création poétique, que l'auteur veut élever à la matière, et qu'il illustre même par la biologie.

Grand voyageur, fasciné par l'après-midi des déserts qu'il évoque en poète mais aussi en érudit, Lorand Gaspar les parcourt inlassablement, de l'Arabie à l'Arizona. Ses Journaux évoquent des séjours en Asie centrale et dans le Sahara : Hoggar et Tassili. Ses Feuilles d'observation sont imprégnées de la lumière méditerranéenne qui éclaircit les choses, où il a vécu ces trente dernières années : de son « jardin de pierres » aux volcans de la mer Égée. Des paysages où une clarté tranchante épure les contours et avec lesquels, venu de tout autres horizons, il trouve une résonance.

La seule issue était l'inconnu

La vie de Lorand Gaspar est, en effet, marquée par une grande rupture. De sa Transylvanie natale rattachée alternativement à la Roumanie et à la Hongrie, il est parti en 1944, à l'âge de 20 ans, pour la France, à la recherche de sa mère, quelques images. Les paysages de forêts, de rivières et de neige. Et aussi, depuis l'enfance, la pratique de quatre langues, dont le français. C'est également de cette époque que datent, pour lui, une double attirance : la lecture de Rimbaud et de Rilke, et les premières tentatives d'écriture, en hongrois.

La guerre, à dix-huit ans, sur le front russe, puis, en 1944, l'internement dans un camp de travail de Wurttemberg et, peu après une évacuation : « Une telle évasion, une telle charge de vie, qui semblait toute tracée, dit-il. Bien que de racines paysannes, j'appartenais

à une famille bourgeoise aisée. Je n'ai d'être admis à l'École polytechnique de Budapest, qui formait des ingénieurs. J'ai vu s'écrouler un monde : c'était comme si on avait fait table rase de tous les préjugés de mon éducation. La seule issue était d'aller vers l'inconnu. Après la guerre, j'ai

vaillé par l'érosion. J'avais l'impression d'être en face d'une réalité essentielle. » Mais avec ma femme et mes enfants, dit encore Lorand Gaspar, j'ai partagé, pendant ces mêmes années, une autre passion : chaque été, louant une cabane de pêcheur, nous partions



Dessin de BÉRENICE CLEVE.

fidèle à mes rêves d'enfance, j'ai décidé de m'établir en France.

C'est à cette époque que j'ai commencé à écrire en français, exclusivement. J'ai très vite compris qu'il fallait faire un choix radical : une langue dans laquelle on écrit, cela prend racine, la place, les autres se marginalisent. J'ai choisi le français. À Paris, des études de médecine. Beaucoup de grands médecins étaient alors des humanistes, comme Henri Mondor, pour n'en citer qu'un. Au début de ce siècle, la médecine était essentiellement clinique, et, pour moi, elle était empirique. Il fallait une réactivité, une intuition, une sensibilité assez proches de celles de l'artiste. J'ai vécu, par la suite, la transformation accélérée de la médecine, qui est devenue beaucoup plus technique.

De Patmos à Douarnenez

En 1954, une petite annonce en salle de garde signale un poste de chirurgien vacant : c'est le départ pour Jérusalem, « du côté jordanien ». « L'hôpital se trouvait dans une partie de la vieille ville qui était pratiquement déserte. Cela a été pour moi un choc physique. Devant la grande simplicité des formes et des couleurs, j'ai ressenti une émotion très forte : c'était comme une passion amoureuse. Très tôt le matin, je partais seul, à cheval. C'est un cheval arabe, dit-il. Bien que de racines paysannes, j'appartenais

« Cette poussière de vies et de gestes »

LES Journaux de voyage de Lorand Gaspar font découvrir, au lecteur, un poète qui scrute le paysage dans ses plus petites composantes. Il note le mouvement des masses granitiques, le craquement de la terre sous le pied, l'eau rare dans un oedon des « mousses vertes pourries » lui rappellent un « pensant sur l'écru ». Tout est noté avec l'exigence de ce chirurgien, avec la rigueur de ce poète reçu en messager de la paix par les nomades.

Du désert maghrébin, il passe à l'Asie centrale. C'est le désert plat, froid et tranchant qui l'intéresse. Il s'arrête à Merv, « place forte d'un oasis de fraîcheur sur la route de la soie, ville aux mille bibliothèques des

sauteurs arabes ». Le pèlerinage du poète le mène en Ouzbékistan. C'est peut-être là qu'il aurait rencontré l'âme d'un peuple, ce qu'il appelle « l'épaisse poussière des choses » : « Cette poussière de vies et de gestes d'abord couverts mes vêtements des pieds jusqu'au col de ma chemise, puis elle a peu à peu pénétré mes vêtements, mes yeux, mes oreilles. Je la palpais, son goût d'argile remplissait ma bouche, son épaisseur me coupait la respiration. »

Lorand Gaspar voyage pour retrouver une trace écrite un jour, pour vérifier un chemin et pour semer de nouvelles phrases à travers les déserts et les oasis.

T.B.J.

● ROMANS

Les cocasseries de Tito Topin

« COMME Matteo avec sa guitare », disait-on jadis au Maroc (et de préférence en espagnol) lorsqu'on voulait signifier qu'un tel marquait un attachement exclusif à un être ou à une chose. Cette expression ressemble à ces fleurs japonaises en bois, qui ne se déroulent et ne révèlent leur forme, leur genre que sous l'action de l'eau. Un mythe s'est donc doucement épanoui à la surface de mon esprit tandis que le livre Pension Pullman, second roman de Tito Topin, roman qui fourmille de locutions de cet acabit, toutes pleines de cette succulence des tours de langue perdus ou oubliés.

C'est la merveille d'un livre, parfois, de jouer le rôle de l'eau : alors des pans de mémoire reviennent, s'échappent des couloirs des fleurs depuis longtemps racquiescées et séchées sur les claies de l'oubli. Ce minuscule arpent de l'histoire (histoire diversement vécue par des milliers de pieds-noirs) que Tito Topin arrose ici tient entre un soir et un matin. Pourtant, à elle seule cette nuit riche en péripéties et rebondissements rend très fidèlement compte de ce que fut la guerre d'indépendance du Maroc. Tout y est, la tendresse et la peur, la beauté irréductible du pays, la mentalité et la dégringolade des petits Blancs, le jazz qui s'élève de la radio, la débrouillardise des uns, la frater-

nie envers et contre tout des autres, le grotesque et l'absurde. Il n'y manque pas même cette invasion dévastatrice de sauterelles qui reste dans les annales. Cela crêpe et défile de bout en bout, car l'auteur use de la langue à la manière d'un artisan son texte semble constamment sous-tendu par un cordon de dynamite, et si l'on saute de loin en loin sur une gerbe de mots, le risque se limite à un éclat de rire.

Une écriture surmultipliée

Où, fiers et clins d'œil incessants entrent dans ce parti pris de Tito Topin de traiter avec humour et désinvolture un thème tragique en soi. Mais il fait davantage et mieux : il braque sur cette nuit de massacres une énorme lance à eau et il noie le mort sous un torrent de cocasseries, il lève le sang répandu à grande coupe de tendresse et d'amour.

Le Matteo de Tito Topin n'a pas la même vocation que le Matteo d'Airy de de Troisième main, « les têtes bouffies, la carande en bigoudis et les arthritides arthritiques ». Même s'il s'embrasé à son bord, et bien contre son gré, un dindon pianiste et son impréario, sans compter une putain simple d'esprit, qui berce un bébé de bois et

l'utilise comme un gourdin, le Matteo conduira bande de cinglés à bon port (celui de Matteo, bien sûr) jusqu'à la pension Pullman. Cette pension ne ressemble à aucune autre : c'est un garage à demi détruit où les habitants habitent non pas des chambres, mais des voitures au rebut, Mercedes, Citroën, Dyane-Panhard rangées au milieu des flaque d'huile ou de sang.

Matteo Pullman, qui a le temps plus fastes lorsque ses cars assurent la ligne Tanger-Casablanca, régent cette petite colonie cosmopolite et interlope, qu'elle nourrit, protège et houspille tout à la fois. Une vraie galère, cet endroit. D'autant que les habitants de la pension sont étrangement compliqués et très inquiets : on égorge les chats, on égorge les chiens, on égorge les oiseaux, on égorge les poissons, on égorge les fruits, on égorge les légumes, on égorge les fleurs, on égorge les animaux, on égorge les humains, on égorge les dieux, on égorge les démons, on égorge les anges, on égorge les saints, on égorge les pécheurs, on égorge les innocents, on égorge les coupables, on égorge les morts, on égorge les vivants, on égorge tout.

Comme son Matteo Matteo Tito Topin a la vocation de l'écriture d'un trompe-la-mort. Il a surtout, à l'évidence, une écriture surmultipliée, par une formidable maîtrise de la langue qui lui permet de faire de la langue un jeu.

ANNE BRAGANCE.

* PENSION PULLMAN, de Tito Topin. Grasset.

André Dhôtel, des Ardennes à la Grèce

Deux romans d'un homme qui « fait des phrases pour être en paix ».

COMME tous les conteurs, André Dhôtel estime qu'à une histoire doit en succéder une autre. A quatre-vingt-six ans, il nous donne à lire deux romans d'une étonnante fraîcheur qui mettent en scène des hommes en marge de la société.

Il a suivi l'action de Vaux étranges dans cette contrée imaginaire que Patrick Reumaux a joliment appelée le Ziboulou (1). Certes, Dhôtel nous indique que le fronton belge est proche, que les Ardennes veillent, et que le bourg se nomme Chavrières, mais il nous déconseille de chercher une carte des lieux dont il ne questionne pas son récit.

L'affairisme et les préjugés

Désiré Belcant, le héros du roman, se distingue dès l'enfance par son refus d'apprendre les formalités utiles. Seuls les événements retiennent son attention. Il les découvre avec gourmandise et s'amuse à les décortiquer comme des fruits. Parfois, l'enfant s'interroge, des heures durant, sur la signification de tel ou tel. Démocratie, par exemple, lui pose un problème presque insoluble, car il ne comprend pas ce que signifie « la création du monde ». Quant à la géographie, il ne représente, pour Désiré, que des sons ou des images. Ce cœur pur, qui ne sort jamais sans son dictionnaire, est, bien sûr, obsédé d'un mauvais œil par les villageois qui lui reprochent de s'acharner à ne rien devenir. Désiré ne répond pas aux moqueries d'un tel ou tel, car, estime-t-il, « pour se railler, il faut qu'on ait quelque chose à se railler ».

Sur les recommandations du notaire de Chavrières, Désiré Belcant sera engagé comme balayeur au journal l'Echo de Charleville. Il pourra alors s'amuser à former des lettres avec la poussière qu'il balaye. Un journaliste, séduit par les intimes qu'entretient Désiré avec le vocabulaire, lui obtiendra un poste de correcteur. Mais le jeune homme ne tirera aucune vanité de cette promotion.

Les notables du village, menés par M^{re} Paramia, le notaire, s'occupent de relancer le tourisme dans le bourg afin que les affaires reprennent. Désiré Belcant leur apparaît bientôt comme l'homme idéal, et ils lui proposent de figurer sur leur liste pour la prochaine élection du conseil municipal. Désiré ne dit ni oui ni non, il laisse faire : « Que je devienne échevin ou que je demeure simple

manant, cela ne m'importe guère ».

En sur la liste des nantis, le jeune homme sera rejeté par les siens, mais, à la grande déception de ses parents, il réussira à devenir un pantin entre deux mains. André Dhôtel fait avec une habileté d'homme de critique sociale l'histoire d'un homme qui fustige l'affairisme des uns et les préjugés des autres. Il montre comment un être innocent se transforme vite en infirme pour ceux qui ne voient que les apparences. Désiré deviendra donc un paria, mais fort heureusement, chez Dhôtel, le rêve, aidé par son ami le hasard, l'emporte toujours sur la grisaille des jours. Le jeune homme se fait complice et une amante en Lydie, une jeune femme victime, elle aussi, de l'opprobre des villageois. Les deux vagabonds n'auront pas à aller loin pour cueillir le bonheur, puisque celui-ci, dit Dhôtel, l'auteur, séjourne toujours à portée de désir.

Tel Charlot s'échappant à la fin des films de Charlie Chaplin vers un ailleurs meilleur, Désiré et Lydie traversent l'existence comme deux fantômes en suspens pour qui la lumière et l'obscurité seraient des inventions du regard.

Des Ardennes à la Grèce, il n'y a jamais loin : l'on suit André Dhôtel. Antonin, le personnage principal de Lorsque tu revieras, aime à se disperser afin de

mieux goûter le temps qui passe. « Les besoins, dit-il, c'est du travail en petits morceaux, pas du tout fatigant ».

Ce dilettante, qui avoue d'ailleurs les idées, professe une philosophie fort simple : « Comment pouvez-vous croire que nous disposons de l'avenir ? La seule conduite à tenir consiste à laisser la voie libre de façon que la plus belle machine puisse en faire un jour ».

Malgré les sentiments qui le lient à la belle Angeliki, Antonin se laisse progressivement gagner par « l'égarement unique et impossible à communiquer » que lui procurent les heures passées à contempler la Méditerranée. La réalité est si loin qu'il se rattache à elle par un fil de laine. Angeliki lui devient insupportable, et il se reconcentre sur la Grèce, à son tour, à porter ses yeux au large.

« Je fais des phrases pour être en paix moi aussi », écrit André Dhôtel, qui ne nourrit aucune illusion sur cet exercice : « On se réfugie en l'on peut lorsque toute relation avec les autres vous fait défaut ».

PIERRE DRACHLINE.

* VAUX ÉTRANGES, d'André Dhôtel. Gallimard, 1983, p. 95 F.

* LORSQUE TU REVIERAS, d'André Dhôtel. Gallimard, 1983, p. 180 F.

(1) L'Honorable Monsieur Dhôtel. Ed. La Manufacture (voir « le monde » du 5 octobre 1984).

« Les coulisses de Broadway et d'Hollywood par un génie du spectacle »

Remo Forlani RTL

Vincente Minnelli

Tous en scène

RAMSAY POCHIE CINEMA

44F

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Les pas perdus de Nestor Burma

(Suite de la page 9.)

De son propre aveu, deux hommes ont marqué la vie de Léo Malet. « Tout d'abord, le prénom André, Colomer et Breton ». En 1929, c'est en revenant d'un chantier un peu particulier qu'il occupe (4, rue de Hanovre, un cloaque plus chics, il s'agit pour lui d'installer le chauffage central) que le chansonnier-ouvrier Malet découvre la *Revolutions surréaliste*. En revue, il la vit dans le *Salon* Corti, qui tient alors librairie rue de Clichy.

A l'époque, Léo Malet vient de rencontrer la compagne de sa vie, Paulette Doucet, qu'on appelle volontiers « Prouette » dans les cabarets que les deux aiment fréquenter. Ils logent dans un hôtel minable, rue des Portes-Blanches (18^e). En 1933-1934, le couple habite villa Duthy, dans le 14^e arrondissement, et aura pour voisin le couple Prévert (qui pour d'autres raisons ne tardera pas à déménager à la cloche de bois).

C'est le 12 mai 1931 qu'à l'invitation d'André Breton, Léo Malet se joint pour la première fois aux rituelles réunions du groupe surréaliste. Au *Cyano*, place Blanche (aujourd'hui, un fast-food). Il ne s'y rend pas tous les jours, mais à la règle sacrée. Parce que lui, « pas perdu », posé dans la ville, il faut ensuite... Malet, Malet revient vendeur de journaux à la criée, *L'Intransigeant*, *Paris-Soir*, *Le Soir*, qu'il a l'habitude à grogner : « L'Éiron, Pourrissoir, Supoir » (3).

L'ami Magritte

A un jet de pavé du bordel Le Chabais, Malet exerce son métier à l'angle de la rue Sainte-Anne et de la rue des Petits-Champs (« devant la poste », précise Georges Hugué dans ses *Mémoires*), il précède l'aplomb des locaux de l'agence Fiat Lux. Celle qu'anime, au long de trente-cinq enquêtes, le détective Burma, maître de sa méthode, est secrétaire *Henri Chatelet*. Pour être précis, les locaux que Malet attribue à Burma rue des Petits-Champs ont trois

étages, juste au-dessus des, bien réelles. Productions cinématographiques Grimaud. On ignore l'adresse privée du détective. Peut-être parce que Malet, de son côté, au moins durant les années 30, déménage beaucoup.

Établi par les promoteurs, l'agence Fiat Lux se transporte en 1968, vers la rue de Mogador (n° 37). Là, le bureau au sixième étage, Burma le décrit, vient d'être précisé qu'il s'orne de « deux tableaux de (son) ami Magritte ». A vrai dire, M. Nestor ne manque jamais une occasion d'évoquer ses liens avec les milieux surréalistes ou *chatelet* en général.

Burma n'est pas mécontent de ce changement de quartier. « J'aime dans la rue de Mogador. Son théâtre, ses restaurants, ses bistros (il y a même un *guépéou* qui s'installait aux *gangsters*), ses boutiques et ses tapineuses bien élevées qui abordent en disant : « Bonjour monsieur ! » Ah ! les tapineuses de la rue de Mogador. »

Assassiné par les agents du Guépéou

Dans la réalité, Léo Malet a moins de chance. En 1937-1938, il habite rue de Vanves, dans le 14^e. Un appartement qu'utilisait l'occupant impérialiste Rudolf Klement, secrétaire de la IV^e Internationale. Klement disparaît le 1^{er} janvier 1938, peu de temps après avoir quitté le domicile de Malet. Assassiné par les agents du Guépéou, on retrouve son corps décapité dans la Seine. Note d'humour noir : la rue de Vanves est devenue la rue Raymond-Losserand, stalinien notoire.

La même année, Malet adhère à la Fédération internationale de l'art révolutionnaire indépendant, fondée au Mexique par Léon Trotsky et André Breton. Mais d'ordre : « Toute licence est art ! ». En France, il devient gérant de *Clé*, le bulletin de la FIARI. Ce qui ne l'empêche pas de déménager à la sauvette pour gagner la banlieue, où il ne sera plus d'habiter que la suite. D'abord boulevard de Vanves, il

Châtillon (actuel boulevard Malleret-Joinville), puis rue du Ponceau (n° 4), un appartement assez spacieux de Malet dans lequel il a même installé, en particulier, la série des *Nouveaux Mystères de Paris*. C'est de là qu'il est exproprié, en 1971. La mouise se réinstalle : problèmes de santé, le fils Jacques appelé en Algérie et... disparition de l'« Héloïse Chatelet » de sa vie.

Relogé à Châtillon, Malet se retrouve dans un appartement trop petit, dans une HLM sinistre. Pas très loin de ce 120 rue de la Gare qui a vu l'entrée en scène de Nestor Burma. Les *Nouveaux Mystères* ? Leur récit s'interrompt à partir de 1959. Cinq arrondissements manquent à l'appel (7^e, 11^e, 18^e, 19^e et 20^e).

Une nouvelle poésie urbaine

Après le « tournant » de 1959, Léo Malet écrit quelques aventures de Burma, mais le roman n'y est plus. Il se sent presque étranger dans un Paris défiguré, mais lui, par ses tours, par ses travaux géants et ravageurs. Un Paris dont on chasse le petit peuple. Traverse-t-il, vingt ans après, le 13^e arrondissement qui lui a inspiré *Arrière-pensées* ou pont de Tolbiac (son *chant d'œuvre*) ? Il ne s'y retrouve plus (4).

De la poterne des Peupliers au passage des Hautes-Formes en passant par la rue Jeanne-d'Arc, tout a changé. « Ce roman se déroule dans un Paris défiguré, mais aucun des lieux cités, aucun des décors ne correspond à ce qu'[on] a aujourd'hui sous les yeux. » A part peut-être l'immeuble de l'Armée du Salut, rue Cantagrel. Et la rue Watt. « Elle est protégée par le chemin de fer qui l'enjambe. Mais, attention ! Il y a des cerceaux tellement tordus qu'ils trouveront peut-être un jour un biais pour venir à bout. D'ailleurs, elle fait sale, cette rue. »

Paris défiguré, Malet ? Malet doute. On serait tenté de dire : et alors ? C'est à Paris qu'il a écrit les *Nouveaux Mystères de Paris* (zone de danger moral) peuvent tirer le morlue (5) au grand Nestor, mais cela fut le cas l'an dernier. Au moins, cela vit, bouge, frémit. Marcel Jean, ami



CAGNAT.

de Léo Malet, dans son *Autobiographie du surréalisme* : « Peut-être les très grandes villes ont-elles le don de recréer leur poésie urbaine... au dépit des pires catastrophes architecturales. »

Le Paris décrit par Malet, avec ses petites touches sensibles, tous ses parfums des rues, sa violence et sa séduction infinie (fatale, pour tout dire) n'a jamais été, bizarrement, un Paris « réel ». Roger Rabiniaux a eu sur ce Paris-là l'évaluation parfaite : « Nous pourrions décrire Nestor Burma, un héros de transition, d'angoisse, d'inachèvement, d'échecs constellés de fleurs bleues, de bas noirs et de bas rouges : l'univers des années 30 qui ressemble à l'éternité (6). » A l'éternité !

Des figures étranges et bouleversantes

C'est bien cette « éternité » de la ville — et de cette ville-là, en particulier Paris, — qui persiste à la garder magique. Tout est là, il n'y a qu'à flâner, voir, flâner un peu de côté. Procéder en somme à la manière de Léo Malet autrefois, avec ses « décollages » d'affiches (7) et son art de déchirer un peu l'apparence des choses et à insister sur les figures étranges et bouleversantes. Des indications pour de prochains parcs urbains. Des figures toujours changeantes de la ville palimpseste.

vers de lui, merveilles de poésie, habitent dans les mémoires. Pourquoi faut-il que, dans *l'Esprit pur*, surgisse sur le « cimier doré du gentilhomme » cette « plume de fer qui n'est pas une beauté » ? Imprudente invite à une caricature de la ville tout entière.

Inutile de s'attarder sur Vigny, homme de théâtre. Il ne fut qu'un poète. Mais, avec une adaptation (superflue) d'*Othello*, un *roman* historique assez pâle, la *Maréchale d'Ancre*, un « proverbe », *Quitte pour la peur*, que l'on comparait avec Musset rend désirable, et ce Chatelet qu'on a du mal, aujourd'hui, à prendre au sérieux. J'ai le sentiment que Vigny, déjà en froid avec Hugo dès 1830, estima vite plus sage de ne pas risquer avec lui une compétition perdue d'avance.

Grand avidité, grande liti de lire, enfin, une édition des *Œuvres complètes* de Vigny, de 1867, ne donna que le dixième environ des cahiers de Vigny dont il avait la disposition. Quant à la *Correspondance* du poète, presque entièrement inédite, je ne sais, mais, joie, qu'un premier tome va bientôt paraître.

HENRI GUILLEMIN.

★ *ŒUVRES COMPLÈTES*, d'Alfred de Vigny. Tome I. Poésie, théâtre. — Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard. Textes présentés, établis et annotés par François Germain et André Jarry. 1977, p. 340 F.

★ La collection « Folio » réédite deux œuvres en prose de Vigny : *Stello* et *Daphné*. Édition établie, annotée, et présentée par Annie Prasseloff.

Les exploits amoureux de Vigny

Une nouvelle édition de « La Pléiade » nous restitue le poète, l'homme de théâtre, mais aussi le collectionneur de femmes.

Ce volume remplace dans la Bibliothèque de la Pléiade celui qui parut en 1948 et qui est, ainsi, pratiquement annulé. Sous nos yeux, un travail admirable, conduit par deux chercheurs, Francis Germain et André Jarry, qui ont leur métier à la perfection et qui le prouvent en menant à bien une enquête dont j'étais loin d'entrevoir la complexité. J'ignorais à quel point ont été dispersés les manuscrits que Vigny (qui allait mourir en septembre 1863) avait légués, en juin, à Louis Ratisbonne. Si les papiers qui devaient revenir à Louise Ancelet (née Ancelet) furent pieusement conservés par son petit-fils, Maurice Sangnier, et, finalement, publiés par Jean, fils de Marc, quel cruel réserva au lot Ratisbonne, lamentablement déchiété, disséminé ! Il n'est que de lire ici l'avant-propos de Germain et Jarry pour constater l'étendue des investigations auxquelles ils durent se livrer à la recherche de fragments jadis rassemblés et répartis aujourd'hui à travers la France — et le monde — au hasard d'achats pour des collections publiques ou privées.

Je ne peux assez dire combien nous devons de reconnaissance à André Jarry pour la précieuse *Chronologie de la vie de Vigny* sur laquelle s'ouvre, en vingt-six pages, le présent volume. Il y a là des indications du plus vif intérêt sur la vie secrète du poète. Par délicatesse à l'égard d'une famille dont on comprend la réserve, André Jarry s'est tenu, concernant Louise Ancelet, à la formule requise qui fait invo-

lontairement sourire : « En a par-fois attribué, écrit-il, à Vigny la paternité de Louise Ancelet, née le 13 février 1825 ». Il ajoute, avec une déférence dont il n'est pas courageusement naïveté : « L'hypothèse n'a jamais été confirmée. »

« Tu es un Hercule »

N'est-elle pas cependant, cette « hypothèse », rendue plus que vraisemblable par les dispositions testamentaires elles-mêmes du poète qui, veuf depuis 1862, lègue, le 6 juin 1863, tout « bien » à Louise ? Il résonne en revanche la question de l'enfant dont Augusta Froustey, sa maîtresse depuis 1858 (et qui lui était en 1863 dans un meublé, à deux pas de son domicile personnel), ne trouve encointe en 1863. L'enfant, un garçon, né le 28 octobre 1863 — c'est-à-dire un peu plus d'un an après le décès d'Alfred de Vigny — fut déclaré « le père de mère inconnu ». Mystère, aussi, autour de Tryphina Holmes, dont la fille Augusta, insistait à tout moment sa saisissante ressemblance (?) avec Alfred de Vigny, remarque suivie des plus énergiques dénégations quant à une infidélité de sa mère qui n'aurait jamais eu Vigny pour amant.

Après tout le monde, j'ai sotte-ment répété que Julia, l'Américaine avec laquelle Vigny trompait son mariage, Marie Dorval en tournée, qui disait éblouie des performances viriles du poète (il notait, très fier, dans son agenda : « Elle m'a dit : Tu es un Hercule »), s'appelait Battlegang. André Jarry me fait voir qu'elle

s'appelait en bon français, et sans plus, Dupré.

L'apparat critique — qui n'occupe pas moins, ici, de quatre-vingt-trois pages — est assuré pour l'œuvre poétique de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation. Mais c'est François Germain qui s'est chargé de la substantielle introduction générale — et de l'intitulé *Vigny poète*. Il nous pour l'indépendance, la pertinence et la loyauté des jugements qui nous sont proposés. Qu'il a à dire sur raison, Vigny, d'exclure de ses recueils les neuf *Œuvres complètes* de Vigny par André Jarry. Incomparable réalisation.

● LETTRES ÉTRANGÈRES

La Grèce en quête de son identité

Un essai de Denis Kohler sur la littérature grecque moderne.

DENIS KOHLER vient de publier une nouvelle histoire de la littérature grecque moderne, qui complète et actualise celle d'André Murambel, publiée voici une trentaine d'années dans la même collection « Que sais-je ? ».

C'est un ouvrage clair qui se lit agréablement : Kohler évite de citer trop de noms, trop de titres, pour mieux dégager les lignes de force de la littérature. Elle apparaît avant tout comme le reflet de l'histoire du pays, littéralement occupé, presque toujours placé sous protectorat étranger. L'auteur relève l'apport de l'Orient aussi bien dans le théâtre d'ombres (dix-neuvième siècle) que dans l'épopée du *Philoctète* (dixième siècle) — héros

populaire qui fait penser à ceux de l'Antiquité mais qui n'en est pas moins le fils d'un émir arabe.

Denis Kohler insiste moins sur l'influence slave (il serait pourtant intéressant de situer la littérature grecque dans son contexte balkanique). En revanche, il souligne l'ascendant des écrivains américains sur le roman grec contemporain. Ces multiples apports ne sont pas dus uniquement à la présence étrangère en Grèce, mais aussi aux Grecs vivant à l'étranger : Solomos (neuvième siècle), auteur de *l'Hymne à la Liberté*, devenu hymne national, fit ses études en Italie et écrivit aussi en italien ; le poète Cavafy était issu de la communauté grecque d'Alexandrie et il écrivait occasionnellement en anglais ; Kazantzakis, né en Grèce et mort à Rome, écrivait de ses œuvres en français.

Tout cela explique pourquoi la littérature grecque a toujours été à la recherche de son identité propre, de son vrai visage. Tandis que les uns croyaient pouvoir le découvrir dans le miroir de l'Antiquité et employaient une langue archaïsante, les autres se référaient à la culture populaire et utilisaient la langue parlée. Ces deux tendances, prolongées par l'absence de position politique, n'ont cessé de se combattre, depuis l'indépendance du pays (1830) jusqu'à nos jours. Si la plupart des écrivains ont renoncé à la langue archaïsante vers 1880, l'état grec ne s'est suivi qu'un siècle plus tard.

Georges Seféris et l'aviron d'Ulysse

Denis Kohler développe certains de ces thèmes dans sa thèse sur le poète Georges Seféris (1900-1971). Le souci majeur de Seféris, qui reçut le prix Nobel de littérature en 1963, était justement de créer une littérature profondément grecque. Il considérait le général Mavriannis, héros de la guerre de l'indépendance, comme maître. La quête de la grécité n'exclut nullement, chez Seféris, l'ouverture aux cultures étrangères. Diplômé, il voyagea beaucoup et fut énormément, en particulier T.S. Eliot. « C'est le destin de la Grèce d'être là, entre l'Orient et l'Occident, et de filtrer les idées », écrivait-il.

Denis Kohler a pu accéder à la bibliothèque et aux archives du poète, et il nous donne à lire de nombreux fragments inédits, souvent accompagnés du texte original.

VASSILIS ALEXAKIS.

★ LA LITTÉRATURE GRECQUE MODERNE, de Denis Kohler, PUF, coll. « Que sais-je ? », 126 p., 25 F.

★ L'AVIRON D'ULYSSE, LITTÉRAIRE POÉTIQUE DE GEORGES SEFERIS, de Denis Kohler, Les Belles Lettres, 843 p., 150 F.

● ESSAI INTIME

La mort la poésie

(Suite de la page 9.)

Alors, du fond du silence, commence un lent retour, d'abord vers le nombre — 9 x 9 x 9 —, puis vers la seule parole possible : nommer (« Te nommer c'est faire briller la présence d'un être antérieur à la disparition (...) Ton nom est trace irréductible. Il n'y a pas de négation possible de ton nom »). Dans le Rien qui clôt le recueil, échappant à la série des trois fois 9, on peut voir le point ultime de la crise. Les mots sont tassés sur le bord droit de la page, précédés d'un grand blanc. C'est pourtant certainement un début, un renouveau, le flux du vers, qui, comme la mer, remonte. Roubaud est passé du révolu au dévolu : « Ce morceau de ciel/décoloré/ s'est dévolu ». Le livre existe, il est fini, la poésie demeure, et continue.

Loïn des formes corvénues de l'épigramme, loin de tout rappel de ce qui est le plus individuel dans le chagrin, loin d'une quelconque communion sombre avec son lecteur, Jacques Roubaud lie l'émotion et la pensée, propose une propédeutique à la méditation sur la mort. Claude Roy l'écrivait déjà en 1967, « le ridicule ici serait d'attarder, de trop peser les mots, d'hésiter à dire ce qui est : qu'un grand poète est là avec Jacques Roubaud ». Dix-neuf ans après, c'est toujours vrai. Encore plus vrai.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ QUELQUE CHOSE NOIR, de Jacques Roubaud, Gallimard 152 p., 79 F.

● VOYAGES

En passant par Bénarès

Quand le comte Hermann de Keyserling faisait le tour du monde pour arriver jusqu'à lui-même.

RÉÉDITION : résurrection. Il s'agit bien de cela avec ce grand texte réimprimé, ce grand ouvrage retrouvé après des décennies d'oubli. Pourtant, le *Journal de voyage d'un philosophe* du comte Hermann de Keyserling avait suscité un grand écho dès sa publication en Allemagne (1918) puis en France (1927).

A l'Europe encore hébétée par le plus sanglant carnage de son histoire, Keyserling n'avait pas tendu le miroir faustique de Spengler (le *Declin de l'Occident* paraît en 1918), mais « le récit artistique de sa propre naissance spirituelle ». Avec une belle assurance, il livrait les huit pages d'églogue déambulation autour du monde, accomplie de 1911 à 1914, sans juger utile de réviser tel ou tel passage à la sombre lumière des massacres nazis.

An contraire, la voie de la réalisation personnelle qu'il traçait devait constituer le premier antidote aux fureurs collectives : « En novembre 1911, j'embarquai à Gênes. L'entreprise ce voyage, d'une part, comme un rassemblement des matériaux pour un roman déjà conçu et, de l'autre, comme on se soumet à une cure dont l'effet est connu d'avance. Mon unique dessin était de constater par mon expérience personnelle comment un esprit suffisamment

étendu en lui-même ne fait à vrai dire, un voyage autour de la Terre, que tourner autour de son moi, à condition que les langues de l'esprit lui soient immédiatement intelligibles et par suite l'écriture d'un monde de l'être, nouvelle et supérieure, de départ, s'étale déjà virtuelle, capable de sonder à son regard, les cultures, les religions et les philosophies qui sont pour la plupart des tentatives dernières : la philosophie critique, je m'en suis déjà approfondi en philosophie du sens ».

Parménide et les Hindous

Parallèle aux langues de l'esprit qu'un tel périple allait lui faire côtoyer, d'Aden à Ceylan, de Madras à Bénarès, de Canton à Kyoto, puis à Chicago, la rencontre décisive, celle qui se produit par effraction et qui entraîne les mutations irréversibles, est sur le sol indien. Avec une intuition exacte que Tagore célébrera, Keyserling se révélait comme un prodigieux « passeur de sens », comme celui qui trouvait les mots pour donner à entendre et à comprendre ce que des générations de préjugés avaient obscurci.

« On a tort, écrit-il à peine arrivé dans le sous-continent, de reprocher à l'Inde d'avoir jamais essayé d'aller jusqu'à

l'essence même des choses et de reprocher aux Hindous de n'avoir pas de Parménide et de Hegel. Les Hindous ne le cèdent pas aux Européens pour la pénétration de la logique : le coup sûr, il ne leur aurait pas été difficile de reconnaître les systèmes cosmiques et métaphysiques. Ils ne l'ont pas fait parce qu'ils étaient pour eux des trop profonds métaphysiciens ; ils ont vu que la raison logique ne va pas jusqu'à la racine des choses ; ils n'ont jamais été matérialistes. C'est dans la sagesse d'un des grands exemples que le peuple hindou a donné à l'humanité, à savoir qu'une intelligence dévouée n'aboutit pas nécessairement au rationalisme ou qu'un haut degré de pénétration logique n'aboutit pas nécessairement à la matérialité ».

Le souffle des pierres

S'il y a dans le récit de Keyserling, comme dans tout *Journal de voyage*, une façon de se regarder voyager qui est la loi du genre, le métaphysicien sans cesse active le nerf de la pensée et du sens de l'esprit. « Hors du sens point de salut » pourrait être sa devise. Les anecdotes, les portraits, les évocations des villes ou de lieux sacrés interviennent pour fortement incarner ce qui s'apparente aux étapes d'un cheminement spirituel — non pas étapes d'un cheminement vers Dieu à la manière de certains mystiques, mais étapes d'une accession à soi.

Une grâce singulière donne à cette longue errance, cette « digression autour du monde », jamais la réflexion n'y est pesante, le trait jamais appuyé. Si les lieux du génie, semble dire Keyserling, méritent afin de capter cette mystérieuse transcendance des choses, ce souffle des pierres, cette alimentation des nuits. D'une succession de pages admirables, inspirées, musicalement justes — dont une sur Bénarès — les plus belles sont celles à Bénarès et à Bodhi Gayà, là où le Bouddha connut l'illumination.

Même qu'un livre de voyage, voici, pour reprendre le mot d'André Breton, « un livre qui fait voyager » bien au-delà des pays et des croyances, des mœurs et des temples. « Les faits », écrit Keyserling, « ont servi de point de départ à la réflexion, mais (...) sont partout le moyen d'exprimer un sens qui s'élève indépendamment d'eux ».

ANDRÉ VELTER.

★ LE JOURNAL DE VOYAGE D'UN PHILOSOPHE, de Hermann de Keyserling, traduit de l'allemand par H. Müller et O. Bourne, Éditions du Rocher, 771 p., 180 F.

Touristes de l'extraordinaire

Les découvreurs du Nouveau Monde ne voyaient qu'une Amérique fantôme.

CHRISTOPHE COLOMB a découvert l'Amérique en croyant revisiter les Indes, c'est bien connu. Un enfant de dix ans aujourd'hui en sait plus que lui en géographie. N'empêche que l'illustre navigateur n'était pas un adepte de la vie inventée sur des idées folles pour se risquer, à l'époque, au-delà du monde connu.

Rêveur actif, allié de l'outremar, Colomb avait plusieurs idées fixes : arriver au royaume du Grand Khan par les arrières, gagner de l'or et relever les coordonnées du paradis terrestre. Il avait fondé son hypothèse en tenant compte de toutes les données disponibles, et c'est en cela que sa démarche peut être qualifiée de scientifique.

Les voyages de Colomb sont, cependant, des voyages dans le flou (1). Ce sont, à proprement parler, des dérivés à peine contrôlés, et il n'est pas étonnant qu'ils produisent, en retour, de l'extraordinaire. Mais la géographie fantastique de ces voyageurs tient aussi à d'autres raisons qu'il est difficile d'évaluer.

Une Europe au stade du miroir

Les critères de vérité ont changé. L'horizon d'attente n'est plus le même. L'Europe, en ces temps-là, en était au stade du miroir, et les quatre voyages de Colomb ne sont pas seulement animés par la curiosité et la convoitise, ce sont justement des traversées du miroir : l'autre y apparaît comme une image de nous-mêmes, inversée. La faune et la flore y prennent des allures d'allégorie. Le climat lui-même devient l'indice le plus sûr de l'existence de Dieu.

Histoires d'incompréhension. Jean-Paul Duviols, dans *l'Amérique espagnole vue et rêvée*, fait la part du songe et celle du mensonge. Il rappelle la *Géographie de Ptolémée*, l'*Imago Mundi* du cardinal Pierre d'Ailly, la *Description du monde* de Marco Polo, livres de chevet de l'« amiral de la mer Océane ». Il donne à la « cosmographie » de Colomb une dimension historique et fait l'archéologie des assises inconscientes de son intuition. Approche savante où le magique côtoie le détail trivial, où la technologie — la voile

latine et le gouvernail d'établot — vient au secours du rêve.

Les premiers explorateurs, ces touristes de l'extraordinaire, sont, ici, surpris la main à la plume : ils ne décrivent pas le monde, ils l'inventent. La proximité du paradis échauffe leur imagination, et les mirages prennent le pas sur l'observation. Dans les ports et sur les bateaux s'élaborent des vérités bizarres. La lenteur des communications favorise aussi l'affabulation et la distorsion. Mais Jean-Paul Duviols ne commet pas l'erreur de nous proposer un sottisier, il compose plu-

un légendaire illustré de l'Amérique fantôme, de Colomb à Bougainville.

Le livre plein d'images de cauchemar, de rêves et de viol. Comme si l'envahisseur exportait ses propres démons. L'Indien crucifié, le Blanc cannibalisé. Les géants, les ébénistes, regardent les caravelles. Les dés sont pipés au départ, et un mal sournois, en plus, s'ajoute à des épidémies, qui disqualifient le sauvage : nous allons à la relativité. Ils allaient pieds nus, nous les dirons va-nu-pieds. Ils n'avaient pas d'écriture, soit, ils étaient analphabètes. Ils

que les conquérants, les missionnaires et les voyageurs, construisent l'autre, vraiment l'écouter. L'Indien joue le rôle de miroir ethnique. Rien de plus.

A une époque où la mode est à l'histoire « novélisée », aux bandes dessinées, l'*Amérique espagnole* est un livre d'un genre presque anachronique. C'est être un véritable produit de bibliophilie, l'ouvrage surprend par son luxe discret, l'intelligence de la mise en page, la rigueur de l'érudition du commentaire. Le lecteur a le sentiment, devenu



Gravure hollandaise du XVII^e siècle proposant une image stéréotypée et conventionnelle des premiers « sauvages » rencontrés par les Européens.

● La revue *Double page* publie *Couleurs de Chine*, un album de photos de Zabo Nora, dont la mère naquit dans ce pays. Le reportage est précédé par un texte de Gilbert Lescault : *Petit Dictionnaire autour de la Chine à l'usage d'une inconnue* (48 pages dont 32 en couleurs, 69 F.).

● Le *Mécanisme* et ses populations, d'Alain Vannep, professeur à Paris-X, nous permet, après l'extinction des chameaux, d'avoir des idées plus précises sur le pays qui vient de célébrer le centenaire du football. (Ed. Complexe, 252 p.).

● Michel Benier nous propose sa vision de Cherbourg, et Jean Pérol son sentiment de Tokyo dans la collection « Des villes ». (Ed. du Champ-Vallain).

les mythes « déshabillés ». Leurs mythes — rationalisation — monde qui n'est pas fondée sur la raison — deviendront pensée prélogique. Leur apparent dénuement, misère.

L'Indien meurt dans le regard du Blanc. Jean-Paul Duviols fait le portrait d'un homme pervers, images à l'appui. Il suit l'homme blanc à la trace, comme les navigateurs qui, selon Las Casas, trouvaient le chemin de Cuba en suivant une route balisée de cadavres flottants.

Légende noire, légende dorée. Les deux versions de la conquête ne s'opposent pas, car elles sont les revers complètes de la même histoire. Les « sauvages » sauvages sont également des sauvages incompris. Au fil de l'*Amérique vue et rêvée*, l'idée domine

d'avoir en main un produit fini. Pierre Fauchoux, le masquetiste, doit y être pour quelque chose. Et Jean-Paul Duviols, qui a fait de sa vie un livre accessible et superbe, doit aussi être remercié.

JACQUES MEUNIER.

★ L'AMÉRIQUE ESPAGNOLE VUE ET RÊVÉE, les Livres de voyages, de Christophe Colomb à Bougainville, par Jean-Paul Duviols. Un livre rêvé, jaquette. Format 21 x 29,7, 506 pages, 343 illustrations en noir et blanc, 16 pages de texte en couleurs. Prométhée éd.

(1) Voir aussi : *Christophe Colomb raconté par son fils*, par Fernando Colomb, traduction et notes d'Engèle Muller, préface de Jacques Heers (Librairie académique Perrin).

fait lire : « Autre aspect d'une expression plastique en pleine évolution, l'art contemporain des temples, sculptures géantes colorées, qu'on ne trouve que dans quelques pays d'Afrique. Les artistes culturels français de Lagos et l'AFAA ont rassemblé ces œuvres précieuses provenant de deux régions du Nigeria... »

Culture

Sombre perspective porte Maillot

(Suite de la première).

Mais au lendemain de la guerre, période qui vit l'avènement de Pouillon avant d'en faire son bouc émissaire, un double phénomène s'est produit, exacerbé par les nécessités de la reconstruction. L'architecture du niveau des études, la médiocrité de l'architecture, et une formidable poussée des intérêts financiers ont balayé *grosso modo* tout ce qu'il pouvait y avoir de fin et d'exigeant parmi les professionnels de cet art. C'est l'époque où le seul cabinet d'architecture de Raymond Lopez définit les grandes zones à «massacrer» dans Paris — les 13^e, 14^e, 15^e, 19^e et 20^e arrondissements — les friches, à sa mort en 1966, seront réparties entre ses adjoints, parmi lesquels Michel Holley. C'est ainsi qu'ont été obtenues les «splendeurs» de la porte d'Italie, de Belleville ou du front de Seine.

Loi de nous l'idée que tous ces braves gens n'étaient mus que par des intérêts mesquins — malheureusement — certainement avec la meilleure conscience du monde, renforcée par la confiance amicale des élus parisiens, qu'ils ont ainsi produit ce que l'urbanisme et l'architecture ont pu donner de plus mal. Amère consolation : Bruxelles, et dans une moindre mesure Londres, ont été victimes du même phénomène.

Comme si les pouvoirs publics prenaient soudain conscience du problème, le septennat de Giscard d'Estaing s'est mis à parler de «qualité architecturale», bloquant certaines opérations, revenant à une «échelle humaine» dont le «patrimoine», autre découverte, fournissait un bon exemple. Enfin, une nouvelle génération d'architectes, longtemps mûrie dans les écoles, cuirassée par quelques byzantines de l'après-68, commençait à voir le jour. Elle abandonna ses dernières écailles théoriques sur le terrain sans y perdre le bénéfice de ses réflexions, et l'arrivée de la gauche en 1981 a pu lui permettre de trouver des commandes sur un marché animé. Ainsi, le patrimoine s'étant découvert une existence autonome, la réflexion et la création architecturale, dont les quelques dérapages ne doivent pas faire oublier les catastrophes de jadis, ont pris un envol.

Depuis quelques années, les architectes ont à nouveau des noms : Portzamparc, Ciriani, Gaudin, Nouvel, Chemetov, Simonnet, Fainilber, Andrian et Parat (mandarins respectés), Boffi, Aulenti ou, venus de plus loin, Pei, Foster et Ori... Des noms parmi d'autres (et talonnés par de plus jeunes) qu'on peut critiquer, contester, haïr même, mais qui sont incontestablement dans le champ de l'architecture et en sont dignes.

Et puis, on s'habitait à ce que toutes les réalisations majeures fissent l'objet de concours — même faussés, — d'études préalables, de consultations, bref de débats publics qui replaçaient dans les limites de la décence les rapports de l'architecture, du politique et du financier.

Cohabitation. Marche arrière ? M. Jacques Chirac, sans doute bon gérant de sa ville, n'a pas souvent fait preuve du plus grand discernement architectural. Faut-il de conseillers, ou de passion ? En tout cas, il a montré comme il se satisfait de peu lorsque son choix s'est arrêté sur le projet qui a donné l'actuel quartier des Halles. Un désastre esthétique que ne peut évidemment par rattraper, enfoncé dans les sous-sol, le travail bisecorné mais ample et propre de Chemetov. Cet aficionado de la ceinture rouge de Paris a en effet versé une bonne mesure d'architecture dans le macédoine en cours à Paris.

La réussite de Bercy

Après avoir hâtivement condamné l'ancienne Halle aux vins, le maire de Paris accouchait de son unique réussite architecturale en 1984, avec le Palais omni-sport de Bercy, une des rares pièces montées françaises à avoir obtenu une certaine reconnaissance étrangère. Il faut aussi noter les réalisations de moindre importance que sont les conservatoires de quartier, signés Portzamparc ou... Pouillon. Mais n'éprouvons pas sur l'idée cocasse et presque enfantine de demander au Japonais Kenzo Tange la conception d'un auditorium place d'Italie, comme pour siffler tout à la fois la venue de Pei au Louvre et le concours de l'Opéra de la Bastille.

Au moins l'appel au vénérable maître, sans avoir le mérite de la fraîcheur, sans avoir une autre prestance que ce qu'on nous promet pour la porte Maillot.

Maire de Paris, Jacques Chirac paraissait s'en tenir à un urbanisme

facile, «est un architecte complet, comme on dit d'un sportif qu'il est athlète complet». Caeub, de fait, paraît pratiquer l'architecture comme un sport : en termes de records et d'efficacité. Seulement voilà, dix années de réflexion et de

Rien n'est encore sorti du sol, mais tous ceux qui s'étaient battus, souvent les uns contre les autres, autour du vieux marché en ont gardé le saint vintoux et l'œil jaune de suspension. Crise de foi architecturale ! On n'avait pas vu ça depuis le Palais des Congrès de la porte Maillot.

Cinquante mètres de haut

Une main sur le ventre et l'autre sur le front, on soufflait un peu, le dos courbé, par prudence. D'où allait bien partir le prochain coup ? De la porte Maillot, justement ! C'est en effet, on vient de l'apprendre, que Caeub, promu au rang de nouveau Ledoux, devrait édifier la première des cinq portes destinées à la capitale, les autres bénéficiaires devant être Charenton, Bagnolet, Les Lilas et La Villette (le Monde du 26 juillet). En soi, le projet, ou l'esquisse de projet est déjà contestable.

Il s'agit de construire, au-dessus du périphérique, deux édifices recouverts de verre et de granit, de chaque côté de l'avenue Charles-de-Gaulle, qu'ils sont censés ouvrir. Symétriques l'un de l'autre, ils auront 50 mètres de haut, ce qui n'est pas une mince affaire, et se présenteront comme deux fragments de courbe opposés, sorte d'arc de triomphe coupé dont on aurait écarté chaque moitié sur les bords pour laisser passer le flot des voitures. Un de ces «grands gestes» que aime M. Caeub, et comme on les chérissait dans les années de l'après-guerre.

Voilà «à la française» des mégastuctures américaines, c'est-à-dire dépourvues de la moindre trace de grâce, d'élégance, de fierté, cette «porte» vient s'appliquer brutalement, «à l'américaine», sur un de ces axes que le vieux génie urbanistique français nous avait légués, pleins d'équilibre et de grandeur. Four cantonner ce sentiment des qualités nationales et l'exaltation des défauts correspondants, il nous est dit que cet ensemble bide couvrira le périphérique (fort bien) et sera payé par un promoteur québécois (épatant).

Mais cela n'excuse en rien les deux gestes présomptueux-initié, au-

mables comme une pince coupante et dynamiques comme des fragments de pneumatiques. Même le Palais des congrès, dans son infinie platitude, s'était mis en retrait du grand axe qui réunit le musée du Louvre et la Défense via l'Arc de triomphe et la porte Maillot. C'est la plus longue et célèbre perspective du monde, une de ces réussites dues au temps comme aux hommes, et auxquelles on ne touche pas sans d'infimes précautions. Et sans provoquer de vives réactions. Les deux extrémités de l'axe en apportent un témoignage assez clair.

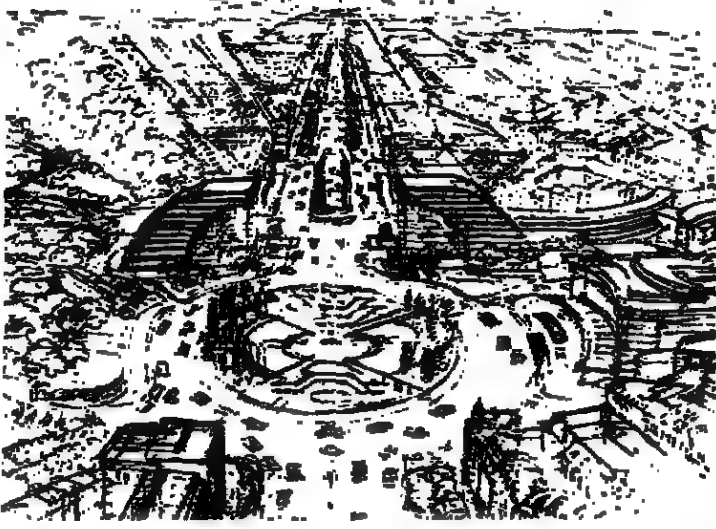
On l'a vu pour le Louvre, après l'incendie des Tuileries, la plus récemment le Grand Louvre, dont l'étude a été demandée à l'architecte I. M. Pei par le président Mitterrand. Le fait est prince, certes, mais on appelait l'un des plus célèbres architectes du monde qui a fait ses preuves dans les lieux les plus sensibles. M. Mitterrand s'assurait d'un projet digne du Louvre. Et la pyramide, fragment le plus contesté du projet, n'a pas empêché le Grand Louvre de trouver maintenant le plus large assentiment.

Le public devra attendre pour se faire une opinion concrète, l'adite porte Maillot risquant de voir, en effet, le jour. Mais le fameux Grand Louvre dont l'actuel gouvernement a décidé de retarder la construction.

A l'autre extrémité, les «princes» ont longtemps hésité et nombre de projets ont été écartés, sagesse, pour que soit enfin organisé un concours international. C'est le projet Sprechstein que le jury a finalement choisi pour cette «Fête Défense». Et les hasards des lieux ont voulu qu'il s'agisse d'une des plus belles proses imaginatives sorties depuis longtemps d'un concours.

Entre le Louvre et la «Fête Défense», cette «porte de Paris» que le maire de Paris-premier ministre, cumulant deux rôles princiers, souhaite voir érigée porte Maillot, ne mérite-t-elle pas semblable traitement ? Mais peut-être M. Chirac pense-t-il que tout cela se vaut, sincèrement ?

FRÉDÉRIC EDELMANN.



modéré et, pour l'architecture proprement dite, à quelque chose qui relevait tant de l'hésitation, tant de l'honnête maladresse. Mais le voici premier ministre ! Voilà qu'apparaît, au premier visage de la cohabitation, l'insider : Olivier-Claude Caeub.

Ce dernier a construit à peu près tout et n'importe quoi. En Afrique noire essentiellement, en Tunisie, au Maroc, et même en France : le campus d'Orléans-La Source, le rectorat de l'université de Grenoble ou l'extension de l'ancien Palais des festivals, à Cannes. Immeubles, hôtels, stades, ministères, cimetières, monuments en tous genres. Caeub a derrière lui un nombre considérable de réalisations qui hésitent entre le style international (comme on le dit de la cuisine passe-partout) et le pastiche le moins sobre : un jardin néo-français ou un rappel de la mosquée d'Omair, un «fantôme» malin ou un palais «andalou», le tout sous les deux les plus improbables.

Caeub, nous dit Michel Ragon qui n'en est plus à sa première pré-

remise en cause ont singulièrement éloigné l'art de construire de la profession d'athlète. Elles ont contribué pour le moins à en faire une discipline autonome.

Si ses amis connaissent bien son agence parisienne, avenue d'Iéna, le reste de la France l'ignorait à peu près. On le croyait très au sud de la Loire, occupé, sous des soleils plus chauds, à lancer du voile de béton, à la course au palais, ou à sauter de pays en pays pour y déposer tours, hôtels et ministères. Quel caprice de la nature ou quel tapis volant a bien pu nous le ramener, sans l'ombre d'un recyclage, sur ces pauvres Paris ? Alors que spécialistes et associations s'évertuent depuis des années à trouver la solution la moins mutilante possible pour le vénérable marché Saint-Germain, hép, voilà notre sportif qui nous pose sur l'œuvre de Blondel une élégante couronne de verre fumé et de béton comme on croyait ne plus en voir même sur la Côte d'Azur (le Monde du 14 février).

JEUDI 31 JUILLET 1986

A PARTIR D'AUJOURD'HUI, PLUS BESOIN D'ATTENDRE LE DIMANCHE POUR S'ENVOLER VERS LA MALAISIE

Malaysian Airline System vous propose désormais deux vols directs hebdomadaires à destination de Kuala Lumpur. Tous les dimanches soirs et tous les jeudis soirs, un vaste et luxueux Boeing 747 vous accueille au départ de Roissy-Charles de Gaulle. En première classe, comme en "Golden Club", l'espace et la tranquillité d'un compartiment spacieux, le bien-être fait de multiples détails. Le service légendaire que vous aurez plaisir de retrouver aussi en classe économique. Et depuis Kuala Lumpur, de nombreuses correspondances vous sont offertes vers l'Asie et l'Australie.

Pour plus d'informations, contactez votre agent de voyages ou MAS - 12 bd des Capucines, 75009 Paris. Tél: (1) 47.42.26.00.



malaysian airline system

DECouvrez LE MONDE EN OR DE MAS

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

سكنا من لاهل

Echecs



CHAMPIONNAT
DU MONDE
LONDRES-
LENNINGRAD
1986

Ce n'est pas tant le pion de moins - il peut le récupérer facilement - que la forme défensive des blancs passés et liés à Kasparov (a3, b4) qui rend périlleuse la manœuvre de Karpov à l'ajournement, débuté par lui, de la deuxième partie, commencée le mercredi 30 juillet et qui doit s'achever ce jeudi. Pour le grand maître soviétique, Kasparov doit gagner; pour d'autres, Karpov n'en a pas encore des chances de faire malle. La nuit dernière, il a été long pour les spectateurs des deux champions.

C'est après une bataille crissante de cinq heures et quarante minutes que Kasparov a remporté la victoire par un coup positionnel qu'il s'était acquis tout au long de la partie. On attendait la victoire de Karpov, mais on n'attendait pas forcément la victoire de Kasparov, qui, en tant que spécialiste des finales, ne lui avait valu que trois échecs et une seule fois la victoire. La partie s'est terminée par un échec de Karpov, ce qui a permis à Kasparov de gagner. Kasparov a gagné la partie en 42 coups, ce qui est un record pour une partie de championnat du monde.

(1) Chaque joueur dispose de deux heures trente minutes pour jouer ses quarante premiers coups.

Deuxième partie

Karpov en danger

Le match a été très serré. Kasparov a gagné la partie en 42 coups, ce qui est un record pour une partie de championnat du monde.

Table of chess moves and positions for the second part of the match.

Les chiffres dans les parenthèses représentent, en minutes, le temps de réflexion pour le coup joué.

SPORTS

AUTOMOBILISME : L'arrivée du moteur Renault en formule 1. - Abandonnée par ses deux principaux clients, Lotus ayant choisi le moteur Honda pour la saison prochaine et Ligier ayant signé avec Alfa-Romeo, la firme Renault attend la décision de McLaren. Si l'écurie de Mansour Ojeda, actuellement en négociation avec le constructeur français, renonce à l'usage du TAG-Porsche, la direction de Renault-Sport affirme que la marque ne continuera pas en formule 1. La décision sera prise au plus tard le 17 août prochain.

Le pilote français Jacques Laffite, courra le 13 juillet au départ du Grand Prix de Grande-Bretagne, a été opéré avec succès de ses deux reins. La communication a été faite par le professeur Emile Letournel au terme de quatorze heures d'intervention précise qu'une incapacité totale d'un rein quatre mois est survenue.

ESCRIME : L'URSS championne du monde de fleuret féminin. - L'URSS a été sacrée, mercredi 30 juillet à Sofia, championne du monde de fleuret féminin par équipes après sa victoire finale contre l'Italie (7 à 1).

Dans le tournoi individuel à l'épée, quatre Français, Philippe Boisse, Philippe Riboud, Michel Lengllet et Eric Srecki, se sont qualifiés pour la finale. Le Cubain Imaël Durand a été disqualifié pour avoir utilisé une arme tranchante.

ENVIRONNEMENT

La pollution du Lot Les élus « montent à Paris »

Un plan de sauvegarde de la rivière a été annoncé, le mercredi 30 juillet, par M. Alain Carignon, ministre de l'environnement, qui a reçu à Paris une délégation d'élus du département du Lot par M. Maurice Faure, président du conseil général et maire de Cahors.

Au cours du seul mois de juillet, le Lot a été gravement pollué par des rejets de cadmium en provenance de Decazeville, la ville des mines et de la Vieille Montagne. Les écoulements se produisent depuis une vingtaine d'années. Ils proviennent soit de l'usine elle-même soit de gigantesques crassiers qui s'élèvent sur la rive. Cette fois, les élus se sont mobilisés. Ils ont décidé d'engager sur place une action judiciaire de « monter » à Paris pour se plaindre auprès du ministre de l'environnement. M. Carignon leur a promis que les activités les plus polluantes de l'entreprise cesseraient d'ici l'an prochain. En outre, l'usine et ses environs sont placés sous étroite surveillance.

MODE

Mélanges de noirs

J'ai voulu montrer les jambes en filigrane. Sans appuyer, dit Guy Laroche, qui présente ses ensembles de jour à petites pièces ajustées sur des jupes à plis évasés, au-dessus du genou ou le côté.

Les beaux tweeds prince-de-galles géométriques multicolores de Dormeuil font ressortir les blouses habillées, ainsi que les mélanges de velours et de serge noirs. Les drapés en tourure apportent une note Belle Époque aux robes du soir, courtes ou longues.

Cohérent et subtil, Yves Saint-Laurent joue le jeu gagnant, ajusté et à boutonnerie simple, dans toutes les matières, du cuir noir ou lamé or, le chanfrein de cachemire, le chambray craveté et le jupe au genou. Ses

avec son ampleur proférée en tant que tel, mais aussi en vif lamé or. C'est un mélange de structures qui viennent se conclure MM. Bernard Barthelette et Jean-Pierre Chaffour, de Jacques Estival, avec M. Gris, dans le cadre de négociations en cours avec M. Bernard Tapie. Les présidents du Comité syndical de la maison emmenage avec son équipe d'une trentaine de personnes, installés au 73, Faubourg-Saint-Honoré, entre cour et jardin, son prêt-à-porter étant réalisé par les usines vespérales du groupe.

M. Gris, dans ce nouveau cadre blanc, se montre optimiste avec ses beaux vêtements longs en lainage doubleface, unis ou à



(Dessin de GIVENCHY.)

panoplies se couvrant le plus souvent d'un trois-quarts rondement épaulé en taffetas imperméable, grosse laine moelleuse, daim ou fourrure, la silhouette se complétant d'un canotier à larges bords ou d'un pot de fleurs renversé.

Neutres ou sourdes, ses accords de couleurs donnent la vedette aux deux robes, le beige et le velours, qu'on retrouve en robes de chambre à décolletés généreux. Une amusante série de robes imprimées de taffetas aux dessins de panthère, représentent ses thèmes favoris, parfois à simple proférée.

Serge Lepage oriente avec brio ses recherches vers les figures géométriques arrondies. Ainsi, les manteaux-capes en forme de bulle revêtent un bout de jupe drapé en mélange d'acrylique et de soie, la peluche de l'ours s'utilise en beige profond.

Les formes droites sont réhaussées de découpes, notamment en vestes-pilotes à corslets. Les longs fourreaux sont découpés en pointe à la taille,

carreaux, de Monseur, sur le dos de jersey de laine à drapé léger de Racine. La valise des taffetas, des crânes à la mode, des robes de jersey du soir tourne en harmonies de couleurs douces.

Étant les vingt ans de sa maison, Paco Rabanne s'essaye en présentant de stricts tailleurs de jour noirs, mais tenus au corps par des corselets amovibles à basques. Autre réminiscence dans une saison qui n'en manque pas, il vient de signer avec Révillon un accord sur les fourreaux se traduisant par des redingotes de loutre aux manches striées de renard, des visions ornées de fleurs de daim, voire de gros pompons noirs sur mouton vert. Les combinaisons en soie plissée précèdent les robes de châtelaine imprimées.

Morceau de bravoure : une série de fourreaux noirs à manches longues paillonnées à la main, éclairées sur le buste d'un personnage du célèbre tableau La Tricheuse, extraordinaire de vérité.

NATHALIE MONT-SERVAN.

Le Carnet du Monde

Mariages

Catherine et François BOUX ont le plaisir de faire part de leur mariage.

Nicolas avec Christine Balthazar, samedi 2 août 1986, au temple d'Arvert, 17350 Arvert.

M. et Mme Guy Bignon, M. et Mme Guy Rigot, M. et Mme Gabrielle Bigot, Toute sa famille, Et ses nombreux amis,

ont le plaisir de faire part de leur mariage.

M. Edouard BENSIMON, officier de la Légion d'honneur, ancien représentant à Alger des Sucreries et Raffineries Bagha et des Etablissements Jean Abille-Gal, samedi 29 juillet 1986, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obituaires ont eu lieu dans la paroisse de Saint-Jacques, le jeudi 31 juillet.

39, quai de Grenelle, 75015 Paris. « Le Belvédère », Route de Paris, 91540 Mennecy.

— Sa famille, Ses amis,

ont le plaisir de faire part de leur mariage.

M. Léon COUTURIER, née Germaine Dussoutier, directrice d'école honoraire, officier de l'Instruction publique, samedi 29 juillet 1986, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 1^{er} août, à 10 heures, en la cathédrale de Limoges. Informations au cimetière de Louyat, à Limoges.

2, rue Claude-Matrat, 92130 Issy-les-Moulineaux.

— Stéphen Floersheim, son épouse, Patrick Floersheim et Mathilde, Brigitte Floersheim, Nicolas, Thomas, Elise, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Jean Florent, leurs enfants et petits-enfants, ses frères, belles-sœurs et neveux,

ont le plaisir de faire part de leur mariage.

M. Jacques FLOERSHEIM, ancien conseiller commercial, médaille de la Résistance, samedi 29 juillet 1986, dans sa soixante-dix-neuvième année.

L'information a été donnée l'indivisi, au cimetière de Grisy-les-Plâtres (Val-d'Oise). Cet avis tient lieu de faire-part.

23, rue de Laos, 75015 Paris.

— M. Jean Godard, M. et Mme Aline Godard,

ont le plaisir de faire part de leur mariage.

M. Charles GODARD, née Suzanne Legras, samedi 27 juillet 1986, dans sa quatre-vingt-septième année.

M. et Mme Lucien Kandel, M. et Mme Lucien Kandel, ses enfants, M. et Mme Corinne Kandel, M. et Mme Francis Kandel, ses petits-enfants, M. et Mme Paul Wexler et leurs enfants, M. et Mme Marie Wexler, ses frères, belles-sœurs et neveux, Les familles Wexler, Franco, Gordon, Sanielevici, Steinberg, Janco, ses cousins et parents, ont le plaisir de faire part de leur mariage.

M. et Mme Joseph KANDEL, née Annie Wexler, samedi 29 juillet 1986, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obituaires auront lieu le vendredi 1^{er} août, au cimetière parisien de Bagneux, avenue Marx-Dormoy. On se réunira à 10 h 30 précises, à l'entrée principale.

17, avenue Franco-Russe, 75007 Paris. 24, rue Campo-Formio, 75013 Paris.

— M. René KOLB, sa femme, M. Philippe Kolb, M. et Mme Elisabeth, ses sœurs, M. et Mme Raymond Beauchair, ses grands-parents, M. Dominique Beauchair,

ont le plaisir de faire part de leur mariage.

Laurence,

samedi 29 juillet 1986, des suites d'une terrible maladie.

Cet avis paraît malheureusement avec retard, du fait que sa maman et ses sœurs n'ont appris le décès qu'au lendemain de l'inhumation.

— Nous prions l'âme de la déesse accidentelle.

Pierre de PLINVAL, samedi 26 juillet 1986.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 4 août, à 15 h 30, chapelle Saint-Joseph-Arrian, rue des Mille, à Saint-Cloud.

De la part de Raoul et Marinelle de Plinval, ses parents, Béatrice, Paul, Anne, Elisabeth, ses frères et sœurs.

8, rue Pasteur, 92210 Saint-Cloud.

— M. et Mme Elizabeth Woerly, née Kowalska, son épouse, M. Eric Woerly, M. et Mme Martine Woerly, M. et Mme Stéphane Woerly, M. et Mme Françoise Woerly, M. et Mme Gaëtan Woerly, ses enfants, Thomas, Dominique, Jean-Sébastien, Olivia, Annabelle, ses petits-enfants, Les frères et sœurs, Et toute la famille,

ont le plaisir de faire part de leur mariage.

Clement WOERLY, chevalier de la Légion d'honneur, décédé accidentellement, le 29 juillet 1986, dans sa soixante-septième année.

Les obituaires auront lieu à Commana (Finistère), le vendredi 1^{er} août, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Maison du Bois-de-la-Roche, Commana, 29237 Sizun.

Table of lottery results for Loterie Nationale, including winning numbers and prize amounts.

Table of lottery results for Loterie Nationale, including winning numbers and prize amounts.

Publicité for CAHEN & Co, featuring a list of services and contact information.

Publicité for Le Monde, featuring a list of services and contact information.

15. De Maurice Thorez...

A MOSCOU

A MOSCOU
La « Pravda » publie un poème d'Evtouchenko dirigé contre les « héritiers de Staline »

De notre correspondant:
MICHEL TATU

[illegible][illegible]

Evtechenko frappe plus fort que les autres

plus fort que les autres

[illegible]

(23 octobre 1962.)



De retour de Moscou en novembre 1968 : Jacques Duclos, Waldeck Rochet et Georges Marchais sont accueillis par Valerian Zorine, ambassadeur d'URSS en France (à gauche sur la photo).

...à Waldeck Rochet

Au début de la décennie, Khrouchtchev confirme la « déstalinisation ». Waldeck Rochet succède à Maurice Thorez. Un petit air de liberté souffle sur le PCF. Mais, à Moscou, M. K. est destitué. Brejnev resserre les boulons. Waldeck Rochet est malade et Georges Marchais arrive.

M. Waldeck Rochet, secrétaire général du parti communiste, a été élu député à la Mutualité, les députés de la chaire Jeanne d'Arc ont été élus par le collège électoral, qui s'est réuni sous la présidence du thème « Démocratie et Liberté » avec les questions posées publiquement par M. François Mitterrand.

Au fil des séances, plusieurs chrétiens, MM. Georges Monrozier, Philippe d'Harcourt, le pasteur André Dumas et M. Jacques Madeline, des représentants de la S.F.I.O., tels que M. Claude Fauriol et Jacques Pétiey, du parti radical, ont été élus députés au sein du collège électoral. Ils ont été élus par un vote très serré, interrogés sur leurs positions concernant le mariage, les interconversions, l'avortement, les mariages civils, le divorce, le point de vue. On lui a demandé leur position sur le mariage, les interconversions, l'avortement, les mariages civils, le divorce, le point de vue. On lui a demandé leur position sur le mariage, les interconversions, l'avortement, les mariages civils, le divorce, le point de vue.

conclusion politique, mardi soir, avec les déclarations de M. Valéry Giscard.

Le secrétaire général du parti communiste a développé, pour répondre aux nombreuses questions qui lui ont été posées à ce sujet, les déclarations qu'il avait faites au cours de l'émission télévisée « Face à Face » sur le pluralisme des partis en régime socialiste. Le parti communiste accepte que l'existence de plusieurs partis soit garantie par la Constitution. Il refuse de partager le pouvoir avec des partis parasites, alors que jusqu'à présent les militants avaient été formés dans l'idée que « le parti de la force du travail » prendrait toutes les responsabilités dans l'établissement de la société socialiste. Il reste que toutes les garanties promises aux citoyens — notamment aux chrétiens — en ce qui concerne

les libertés individuelles, ont, pour l'instant la défense du régime socialiste contre une éventuelle remise en cause. Les deux camps communistes sont cependant d'accord à définir avec la S.F.I.O. et la faveur du dialogue idéologique qui va s'engager entre les deux parties, les principes que gouverneront « la France libre et démocratique ». Après avoir affirmé la primauté de la démocratie, la Liberté et le socialisme, qui peuvent se poursuivre sous d'autres formes, ils vont non seulement comme l'une des clés principales du problème du rapprochement de la gauche communiste et socialiste, mais se situer désormais au cœur même des grandes controverses idéologiques sur l'évolution de la société occidentale.

ANDRE LAURENT

à la tête du PC, les communistes français ont enfin leur Khrouchchev !

Fas de chance ! Au moment même où ils commencent à émerger de leur passé totalitaire, se trace à Moscou la destination de M. K. En avril, cet hypocrite de Brejnev avait célébré tout sourire le soixante-dixième anniversaire de son cher ami Nikita Sergueïevitch, bu à la santé de « son œuvre admirable », exalté son nom, « à jamais lié à la nouvelle étape historique de la vie de notre pays dans la lutte pour la victoire collective du socialisme et du communisme ». Les Soviétiques la belle gloire des pionniers de l'édification du communisme : « un toast qui donnait soif ! C'est un véritable Khrouchchev le décalage horaire entre Paris et Moscou commémorent un drôle de chassé-croisé. Le PCF paraît inaugurer un moment sa dérive à gauche, au moment même où les Soviétiques nous mettent en garde de resserrer tous les boulons du bon système.

La discordance devient prononcée. Quand les Soviétiques de l'ère bréjnévienne recommencent à traquer [] comme au bon temps et font, en 1966, un procès aux [] Siniavski et Daniel, l'*'Humanité'* du 18 février publie une déclaration d'Aragon en faveur d'un appel pour les deux accusés finalement condamnés à cinq et sept ans de goulag. L'appel allait bon train. Les communistes français, encouragés par leur rétablissement électoral, par les premiers résultats de leur politique [] rapprochement avec [] de la gauche, avaient adopté - le rejet de la conception [] parti unique -, la ligne « passage » socialisme vers le socialisme pacifique ». En 1968, ils rentrent même par la « désoberation qu'on peut faire des apparitions », liquidèrent l'expérience tchécoslovaque. Mais Waidek n'est pas au goût de [] le monde derrière le numéro un, un numéro un montait, montait... Rocher tombe malade. Marchais arrive plein [] saint. Pour les communistes, les années 60 étaient folles.

MICHEL WINOCK

**Demain :
Le triomphe
des choses**

DANS les années 60, on rencontrait des communistes heureux. Pas trop du côté des étudiants, qui ruiaient dans les brancards à cause de l'attitude du « Parti » face au problème algérien, et dont bon nombre devaient redonner vie au trotskyisme même 68. Mais enfin, une certaine compensation avec la traversée du désert 1956-1958, on doit reconnaître que, quelques années d'après, le PCF s'est requinqué : il retrouve une certaine « communion » à partir de son isolement et laisse même espérer une « déstalinisation » de fait, après l'avoir refusée en 1956 au lendemain de ce fameux XX^e Congrès, si catastrophique pour Maurice Thorez. Eh bien, tout cela paraissait peu à peu se tasser, et notre PC national allait donner des gages aux Russes, au moment où ceux-ci se mangeaient le blanc des yeux avec les Algériens et les Chinois.

Prenez ainsi le XXII^e Congrès du **Parti** communiste de l'Union soviétique, en octobre 1961. Certes, il y eut bien autour **de** lui un peu **de** tintamarre, comme dit Soljénitsyne, mais lui-même parle de son « élan », de son « ardeur », et, comme il le raconte dans le *Chêne* et le *Veau*, c'est à ce moment-là qu'est publiée dans la revue *Novy Mir* la *Journal* d'Ivan Denisovitch. Que d'air frais pour les anciens zéls ! La condamnation de Staline est bien parachève, **et** **en** **fin** **de** compte c'est en public que le pugnace Ukrainien accable la mémoire du tsar

Joseph. *L'Humanité* ne s'étend pas trop sur les turpitudes anciennes, mais quel enthousiasme pour chanter l'URSS nouvelle ! Waldeck Rochet, qui est devenu depuis peu secrétaire général adjoint de son parti, régale ses électeurs, le 17 octobre, d'un long discours enflammé au XXIX^e Congrès ■ brosse un tableau de cognac pour les vingt ans ■ qui viennent. La phase du communisme est en vue, le miel va couler sur tous les bûches, les heures de travail seront réduites à ■ ou cinq par jour, « dans les dix prochaines années, la production industrielle de l'URSS dépassera la production actuelle des Etats-Unis, ■ dans les ■ ans à venir elle augmentera de six fois ■ la production agricole de trois fois et demie ». Comme dans le même temps, la « crise du capitalisme se fait plus profonde », il va de soi que « le communisme n'a pas besoin de la guerre pour prospérer et s'élargir ». Voilà ce qui fonde la coexistence pacifique : la « supériorité éclatante » du communisme. Le message ayant pu échapper à ses abômés, les donateurs de la félicité promise furent réunies deux jours plus tard, en caractères d'affiche, à la une du quotidien communiste.

En relisant cela aujourd'hui, on se demande encore sur quoi toutes ces illusions reposaient. Peut-être était-ce l'effet Gagarine ? A défaut de beurre, on décrocherait bientôt la Lune. Qui y croyait ?

Waldeck Rochet, l'homme du « bon sens paysan » pouvait-il croire à la « balance » ? Peut-être pas, mais il avait le sens du droit communiste : il **croire** et croire-y croire, et on soulèvera les montagnes. A voir ! Aragon, pen-
ché à **écouter** ces cris de victoire qu'il aura entendus depuis le début de sa vie au Parti, écrira plus tard : « Je ne connais rien de plus cruel » en **ces** **mondes** que les optimistes **à** **la** **décision** », ni d'invoquer Aristote contre cette « fausseté » qui voudrait que l'optimisme soit un **devoir**... Mais c'était en 1972. Entre-temps, les Soviétiques avaient arraché les fleurs du printemps de Prague, déraciné l'espérance et rendu au communisme son visage rébarbatif. Dix ans plus tôt, c'étaient bel et bien les **Lettres françaises** qui, dans une embellie, faisaient **lire** Soljénitsyne, et les autres écrivains qu'on allait appeler « dissidents ».

Jamais l'hebdomadaire littéraire du PCF n'avait respiré, depuis la guerre froide, un tel air de liberté. Cette fois, qui, jadis, ne nous épargnait rien sur le plus obscur des poètes révolutionnaires des Carpates, s'acharnait contre Kravtchenko, celui qui avait « choisi la liberté », - et enrichissait chaque semaine le dossier de son antiaméricanisme, on ne le reconnaissait plus ! Sous la direction lointaine d'Aragon et plus réelle de Pierre Daix, désormais on abordait tout, à peu près sans qu'il y eût de censure, et la

plupart du temps, sans qu'on ait la carte du Parti. C'est peut-être dans les colonnes de ce journal qu'on prend au mieux la mesure de cette indifférence culturelle qui traversait alors les rangs communistes.

Dans ce ~~moment~~, la mort de Thorez, le 11 juillet 1964, prit valeur symbolique. Si le Parti fidèle à Staline, à l'occasion du XXXII^e Congrès à Moscou, avait ~~été~~ approuvé la critique, ~~l'usage~~ du culte du personnage, dans une hantise qu'il fallait combler ~~par~~ : on se rappelait combien le rapport Khrouchchev l'avait scandalisé, avec quelle ~~force~~ il s'était opposé longtemps à la remise en cause d'un passé chargé d'épousailles. Marqué jusqu'à la mort par sa complicité avec l'ancien maître du Kremlin, il ~~avait~~ dans un bateau qui l'emportait vers la Russie, où il devait passer ses vacances. Certes, on assista à de belles funérailles, on entendit de grands discours, on vit les foules en larmes et les camarades en proie à l'émotion, mais tout cela dans une discrétion relative, sans débordement d'expression — ou presque... Je dis : « ou presque » car dans l'oraison funèbre du comité central du 13 juillet on pouvait lire que « l'appel du 10 juillet 1940, ~~par~~ par Maurice Thorez et Jacques Duclos, a fait lever sur le sol soviétique la patrie des premiers ~~combats~~ de la Résistance », à l'aune de

quels les historiens pouvaient évaluer les limites de l'aggiornamento. Mais en chipotons pas : en comparant avec les cérémonies funébres dédiées à Staline ou simplement aux propos de trompette saluant certains anniversaires de Maurice, il nous a sous le nez qu'on avait changé de style et d'époque. Les morts étaient devenus des mortels.

pedigree. Un fils de socialiste républicain, un ancien maraîcher qui avait encore de la terre à ses souliers, un militant qui ne se payer de sa personne, être le de poing, passer des séjours en prison et monter dans le Parti sans perdre son savoureux accent de Saône-et-Loire. Que dit-il, Rochet, le central d'Ivry qui succède à l'entremetteur de « cher Maurice » ? Il rappelle que celui-ci « lutta - avec fermeté sur les deux fronts : contre le socialisme des desséchants, l'étréoussite, qui représente aujourd'hui le danger principal, et contre l'opportunisme de droite, le révisionnisme qui n'ont pas cessé de se manifester ». La bonne ligne reste donc celle de 1936, intitulée par le duc de Bourgogne à son père Jean le Bon : « Père, gardez-vous à droite ; père, gardez-vous à gauche ! ». Infaillible ! Cependant, le « danger principal » de l'heure, selon Waldeck, c'est le « sectarisme », - sous-entendu celui des Chinois, des staliniciens recuils, des vieille garde. Bref, quand Waldeck remplace Thorez

Les changements à la tête des établissements nationalisés

REPÈRES

Transports aériens

Conjoncture moins bonne pour Air France et Swissair

La filiale française d'Air France a reculé de 3,6 %, alors que la fret a progressé à 9,7 % au premier trimestre. Le rapport à la compagnie aérienne la dernière, a communiqué. Chez Air France, on précise, d'autre part, que la compagnie s'est décidée à contrôler sévèrement les dépenses. Les dépenses de 200 millions de francs d'économies (pour un chiffre d'affaires de 30,1 milliards en 1985). Un plan déposé en juin prévoit une réduction de 1,3 % du programme de quatre-vingt-sept milliards. La compagnie suisse, elle a enregistré une baisse de 1,5 % des recettes (1 milliard 550 millions de francs) au premier trimestre 1986, une baisse de 181 millions de francs par rapport à la période correspondante de l'année précédente, a indiqué la filiale la semaine dernière.

Salaires

Augmentation du nombre des smicards

En un an, le salaire des employés du SMIC a obtenu un progrès, celui de 7,3 % à 9,7 %, les effectifs des établissements les plus de salariés en 1984 : 1985, et de 20 % à 45 % dans ceux qui ont dix (de l'artisanat et du commerce), selon une enquête par le ministère des finances. Cette augmentation la plus importante de 2,66 du SMIC opéré au 1^{er} mai 1985, qui mettrait fin à « double SMIC » existant depuis le 1^{er} janvier 1982, à laquelle la durée normale du travail a été ramenée de 40 à 39 heures.

Les embauches sont majoritairement des femmes (16,2 % contre 6,2 % pour les hommes), et dans les petits établissements et les entreprises à caractère social et services. La hausse du SMIC, 9,2 % en juillet 1985, juillet 1985, plus rapide que celle des salaires ouvriers de 5,7 %, a entraîné l'écroulement de la hausse des salaires, de 3,4 % en juillet 1985, à 3,4 % en juillet 1985.

NOREV : le plan de redressement du PDG est adopté

M. De Benedetti prend le contrôle des amortisseurs Rejna

américain (43,4 % en premier lieu en 1988). La production du Japon pourrait, compte tenu de la plus forte croissance des dernières années, dépasser celle des États-Unis dans les prochaines années. Les dirigeants du Japon ont donc intérêt à partager les prévisions de certains analystes, pour qui les quatre grands producteurs américains devront stopper leur avance à court terme (d'une brève échéance) et laisser le Japon (dont est issu le GMI), en profiter pour installer de nouvelles usines de production japonaises en Amérique du Nord.

L'Internationale cotonnière reprend du service

En liquidation au mois d'avril dernier, l'Internationale cotonnière a remis les ses mandats. Le Tribunal de commerce de Nîmes a entrepris une série d'audiences de l'entreprise à deux investisseurs, MM. Martin-Lalande (textile financier) et Delandine (textile financier). Le Tribunal a également entendu un professeur de l'Université de la Côte d'Azur, spécialiste du textile, à l'occasion d'une affaire pour 600 000 F. Le Tribunal a obtenu une décision publique (11,9 millions de francs au total). La nouvelle affaire se reproduit. Elle est appelée à se reproduire. Le Tribunal de commerce de Nîmes a obtenu une décision publique (11,9 millions de francs au total). La nouvelle affaire se reproduit. Elle est appelée à se reproduire. Le Tribunal de commerce de Nîmes a obtenu une décision publique (11,9 millions de francs au total). La nouvelle affaire se reproduit. Elle est appelée à se reproduire.

La Société générale et le mystère Mayoux

réputé pour son intelligence aiguë, de compréhension des dossiers, sa rapidité de décision et une pointe de désinvolture qui le caractérise toujours. « Un pair de France », dit-il un de ses collaborateurs de l'époque.

En février 1982, lors de la nomination de Pierre-Brosselette à la tête de l'écart au profit de M. Jean L'Homme, directeur sortant, chargé d'affaires internationales, le Crédit lyonnais a été dirigé par son président, M. Jacques D'Amboise, directeur général adjoint, dont le départ pour la présidence de la Caisse du Nord, en février 1982, a constitué une véritable perte. Bien plus, certains dirigeants du Crédit lyonnais se plaignent, ces derniers temps, de voir les cadres de la banque, trop comparés à leur goût, au point de passer à la concurrence.

P

Par ailleurs, des problèmes d'hommes continuent à se poser; la personnalité **MM. Bernard Thiolon** — désigné pour remplacer très rapidement **M. Jean Roche**, directeur général, « la conscience » la maison », qui prend sa retraite — est discutée pour un manque de chaleur humaine et une certaine difficulté de communication.

■ On ajoute que **M. Thiolon** est accusé d'avoir procédé à des nominations « roses », notamment dans le secteur international, que le **Crédit Lyonnais**, malgré de énormes atouts, en France et à l'étranger, ne se passe très mal de trois grandes, et que l'arrivé de **M. Max-Grégoire Lévesque**, apôtre du libéralisme, a été mal perçue et appréciée par la cadres et les clients favorables à la majorité actuelle, le nouveau président n'aura pas le temps lui-même pour trouver un successeur. En attendant, il vient de reconfirmer dans leurs fonctions **MM. Thiolon et Roche**, ce qui ne résout pas le problème, mais permet d'attendre. Pas trop longtemp...

(Publicité)

MAIRIE de MONTPELLIER
AVIS D'APPEL de Candidatures

est difficile de se faire une idée précise du «désengagement» effectif de l'Etat. Les dépenses de certaines branches sectorielles (comme la construction initiée par exemple) d'autres se baissent. Les comptes publics d'une année sur l'autre ne sont encore très incertains, mais le ministre de l'Economie peut se projeter dans le budget de 1987, d'une part, sur le rôle de l'Etat dans le projet de loi de finances présenté pour 1986, augmenté du transfert budgétaire de 1986 dernier, d'autre part. Or, ce transfert avait fortement gonflé le chapitre des aides à l'industrie par rapport aux chiffres initiaux de l'année écoulée. Enfin, même les aides à l'industrie ne sont pas groupées dans un même chapitre du budget, mais sont dispersées dans le ministère de l'Agriculture, émergent à d'autres ministères, comme celui de l'Interieur, à mer. D'autre, le ministère de l'Agriculture...

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

Objet : Editions **de** bulletins municipaux
- MONTPELLIER VOTRE VILLE - - MACH 2 -
- PUISSANCE 15 -

Durée du contrat : UN (1) an reconductible tacitement par
période **de** (1) an **à** condition que la durée **de** du **contrat** puisse
exéder **de** (3) ans.

Début ~~de~~ à la publication : le 23 juillet 1984.

Date limite de réception ~~des~~ candidatures : le 15 septembre 1984
à 17 heures.

Cahier des Charges à retirer : Mairie de Montpellier, affaires
municipales et marchés, 34064 Montpellier Cedex.

Les candidats produiront à l'appui de leur offre :

- une présentation de leur société ;
- des références de prestations similaires ;
- un **document** précisant la façon dont ils envisagent la réalisation de la prestation **et** la répartition des tâches ;
- éventuellement **des** observations quant au Cahier **des** Charges.

Pour ~~des~~ renseignements s'adresser à : M^{me} Bizet, Service **des**
relations extérieures. Tél. : 67-34-71-05.

Autres réussites, plan d'oc-
nomique social, celles de
M. Alain Trepozz à la Banque du
Nord et travaux publics et
de M. Jean-Paul Escande à mai-
son de crédit, de Marie-
Christine à Banque Bretagne,
plus performante que banques
provinciales, la veille de la
tion, l'impulsion de M. Jean
Rouyer, de la Banque de préfen-
dence de M. Xavier Henry de Neuve,
nouveau directeur général de Banque
du Nord, de la maison, n'est
qu'un retour à la tradition régionale,
après l'intermède extérieur
de M. Gilbert Moch, directeur du
bureau de négociation interna-
tional au Crédit lyonnais, de
M. Jean Michaudet, directeur finan-
cier et P. T.

Par ces événements, les facteurs humains jouent un rôle important, porte le message, si la politique ne s'engage pas, il en ira même à l'avant.

FRANÇOIS RENARD.

Chirac, lorsqu'il **est** **venu** **à** l'agriculture, ce qui provoqua le premier **limogeage** de M. Mayoux en **1975**. Après trois ans de **versé** du désert, il **la** **direction** du **des** **SNIAS**, **mais** **il** **accepte**, ou plutôt doit accepter de **de** M. Raymond Barre, en **novembre** **1978**, la présidence d'un **général** **la** **mergrie**, Sallier, quand son sauvetage **de** l'Etat. Cadeau empoisonné **charge** harassante, qu'il **appliquant** **une** **industrie** **d'ingé-** **nieurs** **des** **méthodes** **d'analyse** **pratiques** **supervant**.

En février 1982 il doit **remplacer** M. Claude Dollé, mais **immédiatement** remplace M. Maurice Lauré **à** la tête de la Société générale, qu'il aura **besoin** de vouloir réorganiser.

Les **maîtres** de l'arrivant, qui on prête **une** déclaration l'emporte-pièce : « Il y a **des** **cent** **supérieurs** qui **roulent** », sont le contrôle de gestion, rentabilité et la modernisation. L'informatique **est** **modernisée**, les **réseaux** d'agences de Paris **et** de province sont fusionnés **et** M. Mayoux qui **loin**, **entrepren** **d'** **écrire** **ter** **en** **particuliers**, **plus** **rentable**, une banque **plus** **spécialisée** **et** **entrepris**.

voilà ! en appliquant les réformes, M. Mayoux, peut-être par manque de rigueur intellectuelle et de sècheresse, va, sans doute et inévitablement, se créer des ennemis. Il naîtra de ces rancunes, mais aussi et de plus en plus, se couper d'une partie de ses cadres, et compris les plus valables, provoquant parfois un véritable phénomène de rejet.

Dans le cas de la Société générale où les présidents s'étaient **MM. Lorain, Ferronnière, Launoy** sans drame depuis vingt-cinq ans, notamment, M. Mayoux s'est peut-être payé pour cela. **MM. L.** davantage qu'**MM. L.** l'affaire **MM. L.** pertes sur le Brésil et Singapour, initiée avant son arrivée et devenue **MM. L.** grande banqueroute par ces temps troublés.

■ ce jeu-là on se met une foule de gens ■ dos, y compris M. Jacques

F.R.

Economie

M. Chirac impose une nouvelle compression budgétaire

Le réveil de la plupart des ministres aura été amer en ce jeudi 31 juillet. Recourant à une procédure pour le moins inhabituelle, le premier ministre, à l'issue d'une réunion avec M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, et M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, a envoyé, le 30 juillet, une nouvelle lettre demandant aux ministères de revoir en baisse leurs dépenses. Par rapport aux premières lettres plafonnant ces dépenses et envoyées il y a une dizaine de jours, les économies nouvelles demandées varient entre 0,5 % et 1 %. Au total, c'est entre 2 et 3 milliards de francs qui seront ainsi récupérés.

Un nouvel effort inégalement réparti pour tenir compte des impératifs spécifiques de chacun. C'est ainsi que l'éducation nationale sera plus épargnée que d'autres ministères. Le poids des crédits de fonctionnement est tel - 83 % - qu'une réduction de 1 % des crédits qui lui sont alloués aurait indubitablement conduit à de nouvelles suppressions d'emplois, difficiles à envisager. En revanche, le ministère de l'Industrie sera plus largement mis à contribution, et le coquet tonnerre tout particulièrement sur les charges communes recouvrant la dette, les charges sociales, les bonifications d'intérêts, l'épargne-logement ou les interventions internationales.

Les raisons de ce nouveau sursaut de rigueur sont simples. Les derniers arbitrages rendus en faveur de la défense (le Monde du 31 juillet) et consentant une hausse de 12 % en faveur des crédits d'équipement, a contraint le gouvernement à revoir les « lettres-plafonds » des autres ministères pour rester dans la logique budgétaire qu'il s'était fixée. Il n'est en effet pas question de déroger au principe d'un déficit budgétaire de 130 milliards de francs. En outre, le gouvernement, qui envisageait, dans un premier temps, d'accorder « plus de 20 milliards de francs d'allègements d'impôts » a remonté la barre « au-delà de 25 milliards, l'objectif étant, si possible, d'atteindre 27 milliards de francs ». Dans de telles conditions, il n'existait pas d'autre solution que de nouvelles réductions de dépenses, quitte à provoquer plus d'un grincement de dents, au moment des ultimes arbitrages.

● Annulation de la revalorisation des pensions de janvier 1985. — Le Conseil d'Etat vient d'annuler un arrêté ministériel de janvier 1985 sur la revalorisation à cette date de 0,6 % des pensions d'invalidité et vieillesse et des rentes d'accident du travail des assurés sociaux. La Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés, qui était à l'origine du recours, estimait que cette revalorisation ne tenait pas compte du coût de la vie. Le Conseil d'Etat lui a donné satisfaction en jugeant que cette revalorisation ne faisait pas référence à l'évolution du salaire annuel moyen des assurés sociaux.

● Fin de la grève aux PTT d'Alaccio. — Le conflit aux PTT d'Alaccio qui avait suivi la mutation disciplinaire de M. Félix Franceschi, délégué CGT des agents de distribution, s'est achevé le mercredi 30 juillet après cinquante-deux jours de grève. Selon la CGT, la direction a accepté de payer aux grévistes vingt-cinq journées de grève sur les quarante réclamées et aurait envisagé d'« aménager » la mutation imposée à M. Franceschi à la suite de son différend avec deux cadres.

Le remboursement de la dette

Le Pérou durcit le principe du « 10 % »

Dans le cadre de l'« économie de défense nationale », présentée le 28 juillet par le président Alan García, le gouvernement péruvien a publié, le mercredi 30 juillet, un décret limitant sérieusement pour deux ans les sorties de devises au titre du remboursement de dettes privées, de rapatriements de bénéfices, de paiements de dividendes et de royalties. Lima confirme ainsi sa volonté de durcir et d'étendre le principe de limitation des remboursements de sa dette en une période économique difficile.

LIMA
de notre correspondant

Le principe du « 10 % » — la limitation du remboursement de la dette à 10 % des recettes à l'exportation — décrété pour un an, le 28 juillet 1985, par le chef de l'Etat péruvien, sera étendu dans son application et prolongé d'une année, a annoncé le président Alan García. L'application de ce principe aura d'ores et déjà permis à l'économie du Pérou de se « dédollariser » et à l'inflation de diminuer. Les autorités ont ainsi pu adopter des mesures de premier secours pour assister les laissés-pour-compte des bidonvilles et des communautés indigènes des Andes.

Pendant la période de juillet de 1985 à juillet 1986, les échéances de la dette à moyen et à long terme du Pérou s'élevaient à 2 200 millions de dollars. Le Pérou n'a déboursé que 320 millions de dollars (166 millions de dollars pour la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement, 69 millions de dollars au Fonds monétaire international, 34 millions de dollars au titre des crédits garantis par les Etats et 19 millions de dollars pour des crédits alimentaires), soit moins de 10 % des exportations.

Nouvelle bravade

Ce « 10 % » n'a pas été appliqué cependant aux obligations à court terme, à la dette de la Banque centrale et des entreprises publiques de droit privé, celle contractée avec des organismes régionaux et celle remboursée en produits aux pays socialistes, soit un total de 269 millions de dollars.

En un an, le gouvernement péruvien a donc déboursé 590 millions de dollars, soit 20 % du montant de ses exportations. De leur côté, les entreprises privées se sont acquittées de leurs dettes, contractées presque exclusivement auprès des banques privées nord-américaines, pour un montant supérieur à 500 millions de dollars. Le remboursement de la dette privée et publique a donc absorbé au total près de 50 % des devises provenant de l'exportation.

Les perspectives s'annoncent grises pour l'économie péruvienne. A cause de la chute des prix du pétrole et des principaux minéraux, les exportations seront inférieures de 500 millions de dollars en 1986. La balance commerciale, après avoir été positive de 1 milliard, sera déficitaire.

citaires, d'autant plus que les importations de denrées alimentaires ont augmenté. Par ailleurs, les échéances de la dette dépasseront 5 milliards de dollars.

Pour éviter l'étranglement financier du pays, le gouvernement péruvien a adopté trois nouvelles dispositions : la prolongation d'un an de l'application de la thèse du « 10 % », l'extension de ce principe à la dette privée, et la suspension pendant deux ans des rapatriements de bénéfices à l'étranger.

Ces transferts dépassent chaque année le milliard de dollars. Ils correspondent pour plus de la moitié aux profits de la compagnie pétrolière Occidental Company et de la Southern Peru Copper Corporation qui exploite le cuivre et pour l'autre moitié aux profits rapatriés par les banques et les multinationales comme Bayer, Coca-Cola, Carnation...

Ces dispositions, qui signifient un durcissement de la position péruvienne, peuvent être interprétées comme une nouvelle bravade à

l'égard du Fonds monétaire international, au moment même où prend fin le délai accordé par le Fonds pour que le Pérou s'acquitte d'un arriéré de 180 millions de dollars. Si cette somme n'est pas versée avant le 15 août, le Pérou court le risque d'être classé dans la catégorie des pays « non aptes » à recevoir de nouveaux crédits.

Dans son message adressé le 28 juillet au Congrès et dressant le bilan de sa première année de gouvernement, le président Alan García a expliqué que « ces mesures ne correspondent pas à une conception étatiste ou bureaucratique. Elles servent à protéger les intérêts de la nation dans un moment difficile et ne signifient ni une confiscation, ni une expropriation... Il serait suicidaire de se convertir en exportateur net de capital au moment même où les prix de nos matières premières sont en chute libre et où il nous est impossible de contracter de nouveaux emprunts ».

NICOLE BONNET.

Après la conférence de Kuala-Lumpur

L'adhésion hasardeuse des producteurs asiatiques aux lois du marché

La conférence sur les matières premières, qui s'est tenue du 21 au 25 juillet à Kuala-Lumpur, à l'initiative du gouvernement malaisien, n'a pas eu la dimension escomptée par ses organisateurs. Alors que le sort de l'ensemble des matières premières et de leurs producteurs devait être évoqué, les travaux ont été écourtés, les travaux ont été écourtés, les travaux ont été écourtés.

De la même façon, nul n'a réagi aux propos du représentant du FMI, M. William Hood, pour qui la solution à la crise des matières premières passe par une réduction de l'offre des producteurs les moins compétitifs et non par des systèmes de régulation. Les pays africains n'avaient, il est vrai, délégué aucun représentant, et l'Amérique du Sud est apparue sous-représentée. Les Etats asiatiques venus en nombre à Kuala Lumpur ont, en revanche, paru soucieux aux visions du FMI et des Etats-Unis insistant sur l'ajustement nécessaire de la production aux conditions du marché libre.

Mais aucun programme concret de mise en œuvre d'une gestion de l'offre n'a été présenté par ceux qui la préconisent. La seule proposition a émané du secrétaire général de la CNUCED, M. McIntyre, conscient des bouleversements qu'un tel choix pourrait provoquer chez certains producteurs. « Les efforts pour faire remonter les prix des matières premières seront vains sans l'engagement ferme et crédible des pays

développés pour faire reculer leurs restrictions douanières », a-t-il d'abord indiqué, amplifiant l'appel de la Banque mondiale pour la libéralisation des échanges agricoles. Une position de principe devrait, selon lui, être prise par les ministères du commerce lors des discussions du GATT qui auront lieu à Punta-Del Este (Uruguay) en septembre.

Surtout, M. McIntyre a proposé la mobilisation des 256 millions de dollars du Fonds commun sur les matières premières (créé en 1976, il n'a pas encore fonctionné) pour financer des projets de diversification dans les pays très dépendants de leurs produits de base. A ce titre, la conférence de Kuala-Lumpur sera peut-être l'annonce d'un désengagement progressif des pays du Sud vis-à-vis du secteur primaire. Deux réunions, l'une à Addis-Abeba, l'autre à Mexico, sont prévues dans les prochains mois afin de permettre aux producteurs africains et sud-américains de se faire entendre. Une conférence finale dont la date est encore inconnue pourrait se tenir à Paris avant l'ouverture de la prochaine CNUCED à Belgrade, début 1987.

Un problème de moyens menace cependant toute initiative qui pourrait naître : entre 1981 et 1984, les seuls pays de l'ASEAN (Malaisie, Thaïlande, Philippines, Singapour, Brunei et Indonésie) ont perdu 15,3 milliards de dollars en recettes d'exportation de matières premières non énergétiques. Combler ces manques à gagner demeure un défi. « Le commencement est plus que la moitié du tout », disent les optimistes. Au lendemain de l'étape de Kuala Lumpur, la route n'en reste pas moins semée d'embûches avec le marché comme hasardeuse boussole.

ÉRIC FOTTORINO.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'ARGENT VIT

Les documents trimestriels seront à votre disposition dès le 4 août 1986 au siège des sociétés et guichets des banques habilités à recevoir les souscriptions et les rachats

	Orientation	Actif net en millions de F	Valeur liquidative en F	Coupon couru net en F	Dernier dividende global mis en paiement en F	Date de paiement	Performance sur 5 ans ou depuis création
FINORD PLACEMENT	Placement à court terme en obligations françaises	1 438,32	61 899,29	2 441,95	5 009,08	25.03.86	+ 15,40 % Fen
FINORD TRIMESTRIEL	Placement privilégiant le rendement avec versement d'acomptes trimestriels	854,11	1 141,29	5,46	27,69	30.04.86	+ 21,00 % Fen
FINORD VALORISATION	Portefeuille d'obligations françaises privilégiant la plus-value	1 206,51	12 892,82	—	3,45	25.04.86	+ 18,80 % Fen
OPTIMA VALOR	Portefeuille de valeurs françaises privilégiant de bénéficier des avantages Monory et CEA	2 820,00	555,54	10,78	22,17	28.03.86	+ 28,50 % Fen
AMERICA VALOR	Valeurs nord-américaines	289,88	759,79	36,81	36,88	28.03.86	+ 16,10 % Fen

Votre portefeuille SICAV au 30 juin

Crédit du Nord



SFI Société Française d'Investissement en France et à l'Étranger

Situation au 30 juin 1986	
Valeurs françaises	51,2 %
Valeurs étrangères	48,8 %
Liquidités	5,3 %
Valeur liquidative	543,85 F
Dernière net attribué en 1986	20,92 F
Rappel de la valeur liquidative au 31/12/85	475,85 F
Etablissements placeurs	
Banque Paribas, Société Générale, Caisse des Dépôts, Crédit Lyonnais, Crédit du Nord, Crédit Agricole, etc.	

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Marchés financiers

PARIS, 30 juillet

Mieux orientée

La tendance a été beaucoup mieux orientée mercredi sur Wall Street. Amorcé presque dès l'ouverture, le mouvement s'est poursuivi ensuite avant de se ralentir à l'approche de la clôture. Finalement, le S&P 500 a gagné 1,94 point, passant de 1794,15 à 1796,09, en progrès de 12,52 points. Le bilan de la journée n'a cependant pas été à la hauteur de ce résultat. Les baisses ont encore été les plus nombreuses. Sur 1971 valeurs traitées, 818 ont fléchi, 782 ont monté et 371 n'ont pas varié. Cela vient surtout du regain d'intérêt dont les « Blue Chips » ont profité au premier chef.

De l'avis général, cette reprise a surtout revêtu un caractère technique. Après la dernière purge, des vendeurs à découvert ont commencé à se racheter, d'autant plus volontiers que la cote 1750-1760 à l'indice Dow constitue un seuil de résistance aux yeux de nombreux analystes travaillant sur graphiques. Or ce plancher n'a jamais été enfoncé depuis le mois d'avril. Il reste qu'autour du Big Board la prudence restait de mise.

Tout dépendra de l'accueil réservé à ces analyses. Quelques-uns craignent que leur ampleur ne provoque une tension sur les taux d'intérêt. L'activité a augmenté, portant sur l'échange de 147,25 millions de titres, contre 115,69 millions.

NEW-YORK, 30 juillet

Reprise technique

Après deux séances de baisse, une reprise s'est produite mercredi, à Wall Street. Amorcé presque dès l'ouverture, le mouvement s'est poursuivi ensuite avant de se ralentir à l'approche de la clôture. Finalement, le S&P 500 a gagné 1,94 point, passant de 1794,15 à 1796,09, en progrès de 12,52 points. Le bilan de la journée n'a cependant pas été à la hauteur de ce résultat. Les baisses ont encore été les plus nombreuses. Sur 1971 valeurs traitées, 818 ont fléchi, 782 ont monté et 371 n'ont pas varié. Cela vient surtout du regain d'intérêt dont les « Blue Chips » ont profité au premier chef.

Tout dépendra de l'accueil réservé à ces analyses. Quelques-uns craignent que leur ampleur ne provoque une tension sur les taux d'intérêt. L'activité a augmenté, portant sur l'échange de 147,25 millions de titres, contre 115,69 millions.

VALEURS	Cours du 29 juillet	Cours du 30 juillet
Alcoa	34 5/8	34 3/8
A.T.T.	23 1/2	23 7/8
Boeing	58 1/8	58 1/2
Chemical Bank	38 1/2	38 1/2
Du Pont de Nemours	74 1/4	75 1/8
Eastman Kodak	88 1/8	88 3/4
General Electric	32 3/4	33 1/4
General Motors	55 1/4	54 3/4
IBM	131 1/8	132 1/4
ITT	52 1/2	53 1/8
Johnson & Johnson	38 1/2	38 1/2
Pharm	65 1/4	65 7/8
Schlumberger	28 3/8	29 1/4
Union Carbide	23 3/8	23 1/2
USX Corp.	17	18 1/8
Verizon	53	53 1/8
Xerox Corp.	62 1/2	63 3/8

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,81 F ↓

Après une rémission, mercredi 30 juillet, la baisse du dollar a repris sur les marchés des changes jeudi 31, après que M. George Shultz, le secrétaire d'Etat américain, ait déclaré que cette baisse allait se poursuivre. Le yen a battu ses records de hausses.

	30 juillet	31 juillet
FRANCFORT (en DM)	2,1225	2,10
TOKYO	155,18	154
Dollar (en yen)	155,18	154

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)
Paris (31 juillet) ... 7 %
New-York (30 juillet) ... 6 1/4 %

INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)
29 juillet 30 juillet
Valeurs françaises ... 344,4 345
Valeurs étrangères ... 182,1 181,5
C* des agents de change
(base 100 : 31 déc. 1981)
Indice général ... 379 380,4

NEW-YORK

(Indice Dow Jones)
Industrielles ... 1764,87 1779,39

LONDRES

(Indice Financial Times)
Industrielles ... 1271,6 1283,3
Miner d'or ... 265 193,3
Fonds d'Etat ... 89,4 89,35

TOKYO

30 juillet 31 juillet
Nikkei Dow Jones 17728,90 17799
Indice général ... 143420 143827

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 30 juillet
Nombre de contrats : 1 464

COURS	ÉCHÉANCES			
	— Août 86	Sept. 86	Déc. 86	Mars 87
Dernier	110,40	111,30	112,20	112,25
Précédent ...	110,35	111,15	111,95	111,95

AUTOUR DE LA CORBEILLE

FORTE PROGRESSION DU BÉNÉFICE DE LA COMMERZBANK. — La Commerzbank a enregistré, au premier semestre 1986, un bénéfice partiel d'exploitation de 436,9 millions de deutschemarks, soit une hausse de 37,3 % sur la même période de 1985. Selon son président, M. Walter Seipp, son bénéfice total d'exploitation pour 1986 devrait atteindre un nouveau record en 1986. Il s'était élevé en 1985 à 1 milliard de deutschemarks.

NESTLÉ : BAISSE DE 12 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES. — Le chiffre d'affaires consolidé de Nestlé a baissé de 12 % au premier semestre 1986, s'élevant à 19,4 milliards de francs suisses. SOMMER-ALLIBERT ÉMET DES BILLETS DE TRÉSORERIE. — Sommer-Allibert vient d'émettre, avec le concours de la Société générale, des billets de trésorerie d'une durée de deux ans. La durée maximale de ces billets a été portée de six mois à deux ans par un récent arrêté du ministre de l'économie et des finances.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS		
	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.		
SE-IL	6,8088	6,8128	+ 35	+ 47	+ 70	+ 95	+ 200	+ 280
Scm	4,9262	4,9369	- 68	- 44	- 124	- 95	- 421	- 347
Yen (100)	4,4159	4,4205	+ 86	+ 100	+ 172	+ 194	+ 599	+ 574
DM	3,2439	3,2464	+ 62	+ 75	+ 128	+ 148	+ 373	+ 428
FF (100)	2,8768	2,8797	+ 33	+ 41	+ 78	+ 84	+ 216	+ 257
FR (100)	15,6686	15,6850	- 64	- 18	- 127	- 38	- 367	- 5
FS	4,0464	4,0511	+ 76	+ 96	+ 162	+ 190	+ 477	+ 550
L (1 000)	4,7188	4,7232	- 179	- 155	- 357	- 316	- 1029	- 930
£ (1 000)	10,1677	10,1805	- 254	- 216	- 495	- 424	- 1354	- 1168

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL	6 1/4	6 1/2	6 3/8	6 1/2	6 3/8	6 1/2	6 3/8	6 1/2
DM	5 1/4	5 1/2	4 9/16	4 11/16	4 9/16	4 11/16	4 9/16	4 11/16
FF (100)	5 1/2	5 3/4	5 5/8	5 3/4	5 9/16	5 11/16	5 7/16	5 9/16
FR (100)	6 3/4	7 1/4	7 1/8	7 3/8	7 1/4	7 3/8	7 1/4	7 3/8
FS	11	11	11	11	11	11	11	11
L (1 000)	9	11	11	11	11	11	11	11
£ (1 000)	9 3/4	10	9 15/16	10 1/16	9 7/8	10	9 13/16	9 15/16
R. franc	7 1/8	7 3/8	7 3/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8	7 1/4	7 1/2

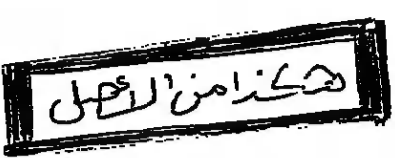
Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de semaine par une grande banque de la place.

BOURSE DE PARIS

30 JUILLET Cours relevés à 17 h 31[illegible]

Comptant (sélection)										Second marché (sélection)									
VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS					
	% du nom.	% du coupon	Cours préc.	Dernier cours	Cours préc.	Dernier cours	Cours préc.	Dernier cours	Cours préc.	Dernier cours	Cours préc.	Dernier cours	Cours préc.	Dernier cours	Cours préc.	Dernier cours			
Obligations										Étrangères									
Exp. 7 1/2 1873.	7630		340	340	Nouv. Ouest Alg.	170	177	A.R.P.S.A.	1510	1520	Dauph. D.T.A.	1740	1730	Médoc	310	300			
Exp. 8,00 7 1/2	122 00	1 064	342	380	Nouv. Nord Alg.	112	112 80	Albi Méditerran.	782	778	Danubie	1468	1478	Nantes-Départ.	740	740			
9,00 7 1/2 1875.	105 00	0 510	3700	3800	Nouv. Est. dév.	180	180	Aspirat	369	379	Danville	399	3000	Ch. Gen. Prov.	380				
10 7 1/2 1886.	105 00	0 588	C.I.M.P.	35	30	Orp. Tullais	380	380	B.N.P.F.	740	740	Deux-Communes	543	540	Parlement-F.R.	2655	2700		
10,80 7 1/2 1894.	108 00		26 80		Orléans	224	220	Alain	1331	1330	Saint-Denis	738	738	Petit-Départ.	104 00	80			
12 1/2 5 1/2 1890.	111 16	1 106	452	507	Orléans	170	162	B.N.F.	570	551	Saint-Denis	855	885	Portugais	483				
12 3/4 3 1/2 1877.	107 28	0 588	1180	1153	Orléans	168	172	Calb. de Lyon	828	830	Spain	385		Rand	800	850			
13,80 5 1/2 1898.	112 05	1 448	688	708	Paris-Franc.	360	360	Calb. de Lyon	828	830	Région	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380	1345			
16,75 5 1/2 1897.	108 00	0 748	182	182	Paris-Franc.	361	360	Calb. de Lyon	828	830	St-Germain-Valpurg.	844	840	St-Germain-Valpurg.	1380				

[illegible][illegible][illegible]



24 • Vendredi 1^{er} août 1986 •

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 L'Occident s'interroge sur les sanctions et l'OUA condamne Pretoria. 4 L'action du CICR en Afrique. — Moscou et Washington restent en désaccord sur le sort du traité SALT-2. 5 États-Unis : les programmes d'aide à l'exportation agricole.	6 Le statut des médias, le Parlement et le Conseil constitutionnel. 7 Le débat sur les privatisations au Sénat. DÉBATS 2 L'après-cohabitation.	8 Un entretien avec M. Christian Nucci. — L'avenir du CNRS : trois syndicats dénoncent la réforme de M. Devaquet. 18 Echecs : Karpov en danger.	14 Le quarantième Festival d'Avignon : Gédéon, de Valère Novarina. — La « Jazzalade » de Saint-Sébastien. 16 Le projet Cacoub pour la porte Maillot.	20 Le sage des banquiers. 21 La CGE devient le numéro deux des télécommunications. 22 Le remboursement de la dette du Pérou. 22-23 Marchés financiers.	Radio-télévision 17 Météorologie 17 Mots croisés 17 Loto, loterie 18 Mode 18 Annonces classées 21 Cartes 18 Programmes spectacles 16

Dans les Pyrénées-Atlantiques Quatrième expulsion d'un réfugié basque

BAYONNE
de notre correspondant

Un quatrième réfugié basque, M. Juan Ruiz de Gauria, a été renvoyé, le mercredi 30 juillet, à la police

L'affaire de la rue de Mogador « La première version de Gilles Burgos a pu être orientée » déclare son avocat

Pendant sept heures, le mercredi 30 juillet, le juge d'instruction chargé de l'enquête sur l'affaire de la rue de Mogador a entendu le CRS Gilles Burgos, inculpé de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner.

Après un long interrogatoire de personnalité, le magistrat instructeur a notifié au policier, qu'accompagné ses avocats, M^{rs} Raymond Cador et Bernus, les résultats des différentes expertises, les rapports psychiatriques, balistiques et d'autopsie. Ensuite, le policier a dû s'expliquer sur les différentes versions de son acte.

D'après l'un de ses défenseurs, M^{rs} Cador, Gilles Burgos a reconnu que la première version (il aurait tiré sur sa victime alors qu'elle lui faisait face, version officialisée dès le lendemain des faits par la préfecture de police) et consignée dans sa première déposition « avait pu être orientée ». « Mon client s'est aligné sur la version de la préfecture », a ajouté M^{rs} Cador. Gilles Burgos a ensuite confirmé que lors de la poursuite de Loïc Lefèvre, il imaginait avoir affaire à « un individu redoutable » et avoir tiré parce qu'il se sentait menacé. « Il est profondément affecté par les conséquences de son acte, a poursuivi l'avocat, mais maintient qu'il a agi en état de légitime défense ».

Les parents de la victime, également entendus par le juge d'instruction, n'ont pas annoncé qu'ils se portaient partie civile.

Ag. L.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 31 juillet

Repli : - 0,44 %

La Bourse de Paris a enregistré un léger repli le 31 juillet en séance du matin, l'indice de tendance reculant de 0,44 %. En baisse figuraient SEB (-2,68 %), Source Perrier (-2,45 %), Générale des eaux (-2,36 %), et Synthelabo (-1,37 %). TRT progressait de 2,2 %, Eurocom gagnait 1,08 %. En hausse figuraient encore Chargeurs (+0,74 %), Alstom (+0,58 %) et Bongrain (+0,49 %).

Valeurs françaises			
	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	452	452	448
Agence France	1700	1698	1696
Air Liquide L.T.	788	788	776
Alcatel	340	340	342
Banque Paribas	1225	1225	1220
Bongrain	2080	2080	2040
Bois	1300	1300	1300
B.S.N.	4052	4070	4055
Carrefour	3336	3315	3300
Chargers S.A.	1340	1350	1350
Club Méditerranée	585	580	580
Dunlop	1570	1560	1550
Elf (S.A.)	1227	1212	1198
E.S. Aquitaine	277	277	277
Esso	2890	2890	2890
Exxon	1420	1416	1406
Michelin	3285	3285	3282
Mid (C.A.)	1700	1690	1696
Molt-Hennessy	2310	2320	2318
Novag. Médias	1185	1180	1180
Oréal (L.T.)	3845	3850	3830
Parrot-Ricard	1022	1022	1022
Peugeot S.A.	985	985	987
Sanofi	725	725	725
Santel	814	800	794
Source Perrier	3280	3280	3280
Télévision	1525	1510	1519
Thomson C.S.F.	3170	3170	3170
TOTAL C.F.P.	379 90	380	379 90
T.R.T.	3140	3200	3210
Yello	472	473	473

A B C D F G H

Le débat sur le régime de la presse La commission Caillavet va reprendre ses activités

Le président de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse, issue de la loi de 1984, M. Henri Caillavet, a été reçu mercredi après-midi 30 juillet, pendant près d'une heure, à l'Élysée, par M. François Mitterrand. Au terme de cette entrevue il a notamment déclaré : « On se trouve désormais dans un maquis juridique redoutable : outre la loi sur la liberté de la presse de 1881, nous sommes en présence de l'ordonnance de 1944, d'une part, et à l'autre bout, d'une proposition de loi amputée de trois articles, qui entraîne le maintien des dispositions de la loi d'octobre 1984. Nous devons donc, nous à la commission, chercher ce qui est l'empire de notre droit, étant donné que celle-ci est évidemment maintenue dans ses prérogatives, ainsi que toutes les obligations liées à l'information de la commission et à ses moyens d'investigation. (...) Le président de la République m'a dit à cet égard que j'étais un juriste de formation, un homme de tradition, un homme de conviction et qu'il me faisait confiance pour permettre à la commission de continuer à travailler dans la plus grande objectivité. (...) Nous n'avons jamais fait autre chose que d'appliquer la loi, qui a décidé de façon loyale sans aucune considération ad hominem. (...) »

« Si le Parlement a le souci de bien légiférer après le texte sur l'audiovisuel il sera conduit à examiner avec une très grande attention, et donc avec une très grande lucidité, le nouveau texte. Dès lors il lui faudra des semaines et des semaines de réflexion et le temps mûrira son ouvrage. Donc je souhaite qu'une loi cohérente mette enfin de l'ordre dans un domaine extrêmement fragile qui conditionne la démocratie, c'est-à-dire l'information. (...) »

Il y a le satellite, le câble, la FM, les radios locales, la presse. Tout cela doit être pris dans un ensemble, avec une réglementation assez souple pour conserver à chacune des composantes de l'information sa spécificité et éviter les contradictions que nous avons rencontrées dans l'application de la loi de 1984 sur la presse. Si la nouvelle loi est en contradiction avec celle sur l'audiovisuel et si, à l'intérieur de la loi sur l'audiovisuel, le Conseil constitutionnel, intervenant, supprime certains articles, on aboutira à un véritable désordre juridique. J'ai parlé de maquis, ce sera pire. Ce sera une forêt inextricable. Même avec la machette vous n'arriverez pas à pénétrer. Le pluralisme sera en difficulté et la presse d'opinion sera en réel danger. »

Les mauvais résultats de la station périphérique Europe 1 redoute l'évolution du paysage audiovisuel

Les bénéfices d'Europe 1 Communication sont en chute de 35 % pour les six premiers mois de l'exercice 1985-1986. C'est ce que vient d'indiquer le groupe en publiant ses comptes semestriels. Le résultat est, en effet, passé à 2,448 millions de francs, contre 17,178 millions au 31 mars 1985. Bien sûr, le précédent exercice du groupe avait été l'un des meilleurs de son histoire, mais ce résultat partiel laisse présager, selon la direction de la société elle-même, un bilan « très sensiblement inférieur » à celui de l'exercice précédent pour l'exercice en cours.

Deux raisons essentielles concourent aux difficultés d'Europe 1. D'abord, la concurrence particulière des nouveaux médias : le chiffre d'affaires de la station a diminué de 9 % pendant le dernier semestre. Il semble bien que l'arrivée de la « 5 » ait privé Europe 1 de gros budgets publicitaires. « Les résultats devraient pourtant s'améliorer sur le second semestre, estime M. Jacques Lehn, vice-président-directeur général. Nous constatons en effet, un phénomène de vases communicants entre la cinquième chaîne et Europe 1. Plusieurs budgets viennent d'être annulés sur la « 5 », à notre profit. »

D'autre part, les stations locales privées ont conquis une place importante dans le monde de la radio, au point de se poser en rivaux face aux périphériques et d'emporter la faveur de certains annonceurs. Europe 1 prépare sa riposte : avec son arrivée sur la bande FM, d'abord à Paris et à Lyon, progressivement prévue sur tout le territoire, elle s'offre l'occasion d'inventer une nouvelle forme de programmation.

Dans l'immédiat, l'objectif consiste à améliorer le confort d'écoute des auditeurs. A plus long terme, il s'agit de mettre en place une grille spécifique à la FM, susceptible de reconquérir son public jeune, qui avait succombé au charme de l'explosion des radios libres.

Mais le facteur essentiel de cette diminution brutale du dernier résultat semestriel vient d'une provision de 30 millions de francs pour risques exceptionnels, en raison de « la mo-

19 des Français songent à devenir actionnaires de TF 1. — Répondant à la question : « TF 1 doit être prochainement privatisée. Vous, personnellement, seriez-vous intéressé à en être actionnaire ? » 5 % des interviewés répondent « oui certainement », 14 % « oui peut-être », contre 79 % « certainement non » et 2 % seulement sans opinion. Ce sont les résultats d'un sondage réalisé entre le 16 et le 21 juillet, auprès d'un échantillon représentatif de la population, par BVA pour le compte de l'association Télélibre.

dification du paysage audiovisuel prévisible dans les prochains mois. L'incertitude qui pèse sur le sort de la « 5 » et de TV 6 s'avère être le plus gros de ces risques exceptionnels. Europe 1 détient 10 % du capital de la « 5 » et assure la tête de réseau de la sixième chaîne. A partir des installations parisiennes de la rue François-I^{er}, elle diffuse tous les programmes de la chaîne musicale. « Nous avons engagé à cet effet des investissements importants, explique M. Lehn. Si la concession de la chaîne est cassée, ces dépenses seront-elles remboursées ? Nous sommes obligés de prévoir une provision large, et devons peut-être la dépasser en fonction des événements. »

Incertitude également du côté de Télé Monte-Carlo, dont Europe 1 possède 30 % des parts. « Cette chaîne perd de l'argent. D'ici au mois de décembre prochain, date à laquelle nous dresserons le bilan de l'exercice en cours, sera-t-elle vendue ou devons-nous toujours supporter son déficit ? », s'interroge M. Lehn.

C. Y.

Mouvement important à la tête des stations régionales de RFO

Un important mouvement à la tête des stations régionales de RFO (radio-télévision France outre-mer) a été annoncé le mercredi 30 juillet par la direction de la chaîne. Deux nouveaux directeurs régionaux ont été nommés, trois autres changeant d'affectation au terme de leur contrat. Créée par la loi du 29 juillet 1982 qui a fait de RFO DOM-TOM une société indépendante, RFO compte sept stations de radio-télévision et deux centres de radio installés dans les départements d'outre-mer. RFO est présidée par M. Jacques Vistel depuis janvier 1986.

M. Alain Le Garrec, grand reporter au magazine de FR3 « Thalassa », a été nommé directeur régional de RFO Réunion, en remplacement de M. Jean-Pierre Lannes, devenu récemment responsable de FR3 Lorraine-Champagne-Ardenne. M. Claude Espérandieu occupe d'autre part le poste de directeur régional de RFO Saint-Pierre-et-Miquelon, auparavant vacant. Depuis 1983, M. Espérandieu s'occupait des émissions parlementaires de la troisième chaîne. M. Fred Jouhaud quitte la Nouvelle-Calédonie pour Tahiti. M. Marcel Beaudou, directeur régional à Tahiti, prend la tête de la station de Guyane et M. Jean-Claude Gélinaud passe de RFO Guyane à RFO Nouvelle-Calédonie.

Sur le vif Bonnes vacances !

Ce n'est pas, les enfants, fin, terminé, le réveil-matin, le métro, le placard à balais qui me sert de bureau, les vannes des copains, je me barre, je me casse, je vais en vacances. Je suis contents, vous pouvez pas savoir. Rien qu'à l'idée d'aller passer un mois dans un meublé pour choper des coups de soleil sur du sable rose et noir (une couche de goudron entre deux tranches de toulons) et respirer à pleins poumons une bonne odeur d'ambre solaire devant une mer noire et rose (une nappe de pétrole, un banc de méduses), je trépigne d'impatience et de joie.

Depuis le temps que je m'y prépare ! Un congé, ça ne se prend pas à la légère. Vous me voyez demain à Roissy, chargée comme un âne bête, trébuchant sous trois énormes sacs de voyage, remplis de crèmes à hydrater, à resserrer, à dilater, de gels, de tubes, de sticks, de baumes, de flacons et de sprays. Contre les coups de soleil, les pelades, les rides, la noyade et le SIDA.

Je croyais partir peinard. J'avais oublié l'essentiel. Hier, je passe chez Yves pour une coupe-vacances réversible, punk à l'endroit, lionne à l'envers, et il me balance :

— T'es pensé à emmener un litre d'eau de Javel ?

— Pour quoi faire ?

— Enfin, voyons, ma pauvre chérie, des quatre B, les plaisirs de la plage : Bronzer, Baiser, Boire, Bouffer. — les plus risqués, c'est les deux derniers. — Ta javel, tu l'emmenes au resto et t'oubles pas d'asperger tes crudités. La flotte, t'y touches pas, c'est plein d'amibes, ça te vide. Le vin non plus, c'est plein de méthanol, ça te tue. Et méfie-toi de la viande, c'est plein de vers, ça te ronge.

— D'où tu sors ça ?

Il m'a filé un magazine où c'était marqué. L'insécurité frappe aussi les assiettes de l'été. Cresson = hépatite. Flata-touille = diarrhée fâblille, bruyante. Patates = vomissements. Fromage = boutons. Vanille = écoulement nasal. Epards = flatulences. Poisson = démanagements. Et attention, il suffit qu'un voisin de table éternue dans votre assiette pour que ça vous colle un furoncle ou un panaris.

Alors que faire ? Simple : vous bavez l'eau de Javel et vous croquez la bouteille.

CLAUDE SARRAUTE.

La sécurité nucléaire en Europe

Six membres de la CEE seulement appliquent les normes de la Communauté

La Commission européenne a ouvert des procédures d'infraction contre six États membres de la CEE, accusés de ne pas avoir transposé dans leur législation nationale deux directives communautaires sur la protection sanitaire en matière nucléaire. C'est ce qu'a indiqué le commissaire de la CEE chargé de

l'environnement, le Britannique Stanley Clinton Davis, à Bruxelles, mercredi 30 juillet.

En septembre 1984, la CEE adoptait les normes internationales de sécurité qui fixent l'équivalent de dose maximale admissible annuellement à 0,5 rem pour les populations et à 5 rads pour les travailleurs nucléaires. Si la France, le Royaume-Uni, le Danemark et la Grèce appliquent ces directives, l'Allemagne fédérale, la Belgique, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas ne les appliquent pas. Quant à l'Espagne et au Portugal, nouveaux adhérents à la Communauté, ils ne sont pas encore tenus de le faire.

Si les six États mis en cause ne se conforment pas rapidement à la mise en demeure qui vient de leur être adressée, la Commission pourra les attaquer devant la Cour de justice européenne, a indiqué M. Clinton Davis.

D'autre part, à la suite de l'accident nucléaire de Tchernobyl, la commission propose la mise en place d'un système d'information rapide entre les Douze en cas d'accident nucléaire.

« Si l'on en croit un spécialiste français du nucléaire, les pays européens sont d'accord sur les règles de protection sanitaire et sur les normes de base à adopter. Il reste que la CEE n'a pas de directive qui impose aux États membres de légiférer sur ces directives sans leur législations, délai pour certains « bien trop court ».

BRÈVES

Des journalistes de FR3-Corse poursuivent M. Léotard en diffamation. — Vingt journalistes de la station FR3-Corse ont entamé une action en citation directe pour diffamation à l'encontre de M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, et de l'hebdomadaire Le Point, qui a rapporté des propos du ministre les accusant de « collusion avec des puissances étrangères ». Au cours d'une conférence de presse, le mercredi 30 juillet à Ajaccio, ces journalistes ont indiqué qu'ils s'inscrivent « les victimes d'allégations diffamatoires publiées dans le numéro du Point du 20 mai qui portent atteintes à leur intégrité ».

Prison perpétuelle pour des terroristes italiens. — Plusieurs chefs des NAR, groupe terroriste italien d'extrême droite, ont été condamnés, le mercredi 30 juillet, à la réclusion criminelle à perpétuité pour différents assassinats commis à Rome en 1981 et 1982. Il s'agit de Francesco Mambro, Gilberto Cavallini, Pasquale Belisio, Roberto Nistri et Fabrizio Zeni. Vingt et un autres accusés ont été condamnés à des peines de six mois à vingt-cinq ans

de prison, dont une de treize ans pour le « repent » Walter Sordi. — (AFP.)

AFRIQUE DU SUD : assassinat d'un ministre d'un Bantoustan. — Le ministre de l'intérieur du Bantoustan (région « autonome ») sud-africain du KwaZulu, M. Piet Ntuli, est mort mardi 29 juillet dans l'explosion d'une voiture, a annoncé le Bureau gouvernemental d'information.

Les incendies gagnent le Nord. — La sécheresse et la chaleur aidant, les incendies de forêt qui avaient jusqu'ici durement éprouvés les départements du Midi frappent à présent de plus en plus au nord. Dans la seule journée du mardi 29 juillet, les pompiers ont dû intervenir dans un massif de résineux situé à Saint-Haon (Haute-Loire), à Roussillon-en-Morvan près de Châteauneuf-Chalon (Saône-et-Loire) et même dans une plantation de jeunes pins à 12 kilomètres au nord de Strasbourg (Bas-Rhin).

Le numéro du « Monde » daté 31 juillet 1986 a été tiré à 462 947 exemplaires